

# Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste  
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière  
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.  
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de  
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -  
1050 Bruxelles.

23e année - Numéro 367 - 15 Mars 1986 - 10 francs

## LUTTE SYNDICALE ET LUTTE POLITIQUE CONTRE MARTENS VI

### EDITORIAL

La décision d'appliquer les pouvoirs spéciaux est tombée. Ce ne sont pas des pouvoirs permettant de résoudre la crise capitaliste que le gouvernement s'est octroyés, mais tout simplement les moyens d'appliquer son plan d'assainissement en toute tranquillité en évitant toute «opposition démocratique».

Cela veut dire également que la majorité du gouvernement, la coalition des partis de droite, n'a pas de force suffisante pour imposer un état fort comme cela lui conviendrait. C'est une majorité de droite très faible, parce que sans cohésion, qui doit s'arroger les pouvoirs spéciaux pour pouvoir continuer à exister, à gouverner.

La régression sociale imposée depuis de nombreuses années à l'ensemble de la population n'a pas permis d'engager la relance économique escomptée. Bien au contraire, la Belgique n'est même pas compétitive sur le marché européen et mondial. Le coût des salaires a baissé de 25% depuis cinq ans, ce qui représente le niveau de baisse le plus important de toute l'Europe. Si le niveau de vie des travailleurs en Belgique était, comparativement à la France ou l'Angleterre, nettement plus élevé, ce ne l'est plus du tout aujourd'hui. Le fossé entre les revenus et les prix est tel que le niveau de vie a considérablement baissé dans ce pays, et que bien des familles n'achètent plus de la viande tous les jours.

Certains prétendent que la responsabilité de la crise incombe aux organisations syndicales qui ont trop revendiqué, ont trop défendu la nécessité de salaires élevés et d'augmentation de salaires. Et maintenant ? Bien que ce soient les salariés et les allocataires sociaux les principales victimes des mesures gouvernementales, la relance n'est toujours pas réalisée. Qui sont les responsables ? Les syndicats ? L'exemple de la Sabena est bien clair à ce propos : les travailleurs ont accepté des réductions de salaires de 10 et 15% croyant préserver l'emploi comme promis... et maintenant on leur promet... des menaces de licenciements. Les grosses sociétés capitalistes et les multinationales n'ont pas intérêt au développement économique du pays. Le taux de chômage continue d'augmenter. Les falsifications régulières du nombre de chômeurs sont dénoncées par les organisations syndicales, FGTB et CSC.

La prolongation du service militaire à un an, le prolongement du stage des jeunes pour avoir droit aux indemnités de chômage, le maintien de l'école

obligatoire jusqu'à 16 ans, ne sont pas fait pour élargir le développement culturel des jeunes, mais sont les moyens que le gouvernement utilise pour supprimer l'indemnisation du chômage des jeunes, qui du même coup ne seront plus comptés dans les «sans-emplois».

Voilà pour les jeunes, mais les mesures contre les prépensionnés, les pensionnés, les femmes, les malades, les handicapés, sont du même calibre. Cette politique transforme les centaines de milliers de SANS-EMPLOIS en des centaines de milliers de SANS-REVENUS. Tous les services sociaux sont également victimes des restrictions budgétaires de l'État. Cela crée des situations de misère et de pauvreté dans ce pays dit prospère et démocratique.

Et apparaissent alors les «resto du coeur» !!! Soi-disant apolitiques, au-dessus du clivage gauche-droite. Les organisateurs des «resto du coeur» utilisent la générosité des gens à des fins politiques. Ils doivent répondre à une pression sociale qui n'admet pas l'existence de la pauvreté, alors que des richesses gigantesques sont employées pour fabriquer des armes. Les gens comprennent qu'il existe sur la terre la nourriture pour toute l'humanité. La création des «resto du coeur» répond à cette nécessité de faire quelque chose. Mais c'est une emplatère sur une jambe de bois. Parce que ce sont les mêmes qui sont responsables de l'appauvrissement de la population dans le pays qui les soutiennent. L'apolitisme n'existe pas. Ceux qui se revendiquent de l'apolitisme ou de l'aide humanitaire sont presque toujours des gens de droite. Il suffit de voir les campagnes des organisations caritatives en faveur des handicapés qui sont exploités dans les «ateliers protégés» et dans les homes.

Le scandale de l'affaire Kirchen, liée à des organismes humanitaires du style de «l'entraide», implique des personnalités politiques importantes. Comme pour l'affaire VdB, le scandale sera étouffé. Voilà ce que le système capitaliste nous offre !

En plus de la pollution idéologique et sociale, il pollue réellement des quartiers entiers et même des villes entières telles que Willebroeck, décrétée zone inhabitable. La course effrénée aux profits, la

(Suite page 2)

## Salut de la IVe Internationale Posadiste au 27e congrès du P.C.U.S.

Chers camarades du Parti Communiste d'Union Soviétique :

La IVe Internationale Posadiste salue avec toute sa fraternité révolutionnaire la réalisation de votre 27e Congrès. Ce Congrès acquiert une importance historique à cette étape où les forces de l'impérialisme mondial concentrent leurs préparatifs de guerre, en même temps qu'elles connaissent la crise de désagrégation finale de leur histoire. La fonction de l'Union Soviétique au service du progrès de l'humanité toute entière, agissant comme garantie et en défense de ce progrès, est de plus en plus fondamentale.

Ce 27e Congrès enregistre et fait connaître aux forces progressistes du monde entier, l'ampleur des changements en cours et la résolution du peuple soviétique de contribuer, par tous les moyens possibles, à la réalisation des transformations socialistes, qui sont à nouveau affirmées comme le seul moyen pour les peuples du monde de pouvoir se développer. En même temps est affirmée la résolution de l'URSS de ne pas permettre à l'impérialisme et aux forces réactionnaires du monde d'empêcher l'accomplissement de ces transformations socialistes quand les peuples le décident. L'URSS par sa seule existence - y inclus celle de sa force militaire - et par les accords établis avec les différents pays révolutionnaires dans le monde pour défendre leurs acquis socialistes contre les contre-révolutions fomentées par l'impérialisme, donne confiance aux masses pour continuer dans cette voie. Cette défense résolue des acquis révolutionnaires des peuples du monde va de pair avec tous les efforts que fournit l'Union Soviétique pour convaincre et gagner, au sein même du camp capitaliste, certains secteurs de celui-ci qui se sentent perdus si l'impérialisme américain poursuit encore sa course effrénée vers une guerre atomique.

Nous considérons comme essentielle le fait que le PCUS et sa direction, à commencer par le camarade Gorbatchev, cherchent à assumer pleinement cette responsabilité historique. Aussi, comme le posait le camarade Posadas depuis plusieurs années, la fonction de la critique change aussi de signification. Tout en tenant compte et en ayant bien conscience des limitations et des entraves profondes que l'existence encore de la bureaucratie dans l'appareil économique et politique de l'État ouvrier soviétique peut représenter, l'aspect déterminant de ce processus de changements consiste dans la régénérescence des fonctions de l'Union Soviétique de 1917 et pendant les sept premières années de son existence.

La conscience de plus en plus aiguë de cette fonction en défense de l'humanité face à la guerre que prépare l'impérialisme, est unie aux nécessités de changements intérieurs profonds dans la construction de l'État ouvrier. Ce qui nous paraît le plus important dans les réformes discutées au Congrès, est le besoin de faire participer la population à tous les échelons de l'organisation de l'économie, de la vie sociale, de la direction de la société. Le besoin de débarrasser le potentiel immense de l'économie soviétique de toutes ses entraves bureaucratiques est très important, et cela ne peut se faire qu'avec l'appui et la participation active de la classe ouvrière, de tous les travailleurs soviétiques.

L'exigence d'une conduite morale communiste pour tous les responsables est aussi un encouragement à ce que les travailleurs produisent mieux et interviennent dans la vie économique et sociale. C'est aussi pour cela que nous considérons comme fort importante la décision d'affirmer les collectifs de travailleurs, de les généraliser dans toutes les entreprises et les différentes sphères de la vie économique et sociale, et le développement de leur rôle en tant qu'animateurs et contrôleurs de la collectivité face à toute nouvelle tentative d'installer des privilèges, de la corruption, des bureaucrates.

Toutes ces mesures et ces propositions, contenues dans le rapport au Congrès ainsi que dans le projet de nouveau programme du PCUS, représentent un grand progrès. Nous croyons qu'il faut le continuer plus dans le sens d'une plus grande participation des masses soviétiques, au travers de ces organismes et d'un renouveau des soviets, à l'élaboration de la politique intérieure et extérieure du Parti et de l'État ouvrier soviétique. Il faut compléter le retour «à la simplicité de Lénine et des révolutionnaires de son époque» par le retour au plein fonctionnement de la démocratie soviétique, comme pendant les sept premières années de l'existence de l'Union Soviétique. Cela aura un effet d'autant plus important sur toutes les masses du monde, en particulier sur les masses des grands pays capitalistes, des États-Unis, pour accompagner les mesures et les propositions de l'Union Soviétique pour des accords de paix, de désarmement, et de consécration des forces de l'humanité au développement de l'économie, de la science et de la technique, qui permettra de résoudre tous les problèmes de l'humanité.

(Suite page 6)

## Sommaire

- p. 2 Le prochain congrès du PCB et la crise de la conception nationale du communisme
- p. 3 J. POSADAS - A propos de l'eurocommunisme
- p. 4 Libye : Tout notre appui au peuple et au gouvernement libyens face aux agressions de l'impérialisme nord-américain !
- p. 5 Burkina Faso : Résolution du Bureau Européen
- p. 6 Yémen du Sud : La crise pour la construction du Parti dans un État révolutionnaire

# LE 25<sup>e</sup> CONGRES DU P.C.B ET LA CONCEPTION NATIONALE DU COMMUNISME

La perte de sa représentation parlementaire semble créer un doute profond parmi les dirigeants du PCB, sur la raison d'être encore d'un parti communiste en Belgique. Toute la discussion préparatoire au prochain congrès tourne autour de ce problème. Mais le fait même de poser cette question sur la raison d'être du parti communiste, au moment où ses députés ne sont pas réélus, exprime toute sa conception parlementaire et électoraliste.

Nous avons été peinés, avec tous les camarades communistes, du recul électoral du Parti Communiste. Nous l'avons été tout autant et plus quand la direction du PCB a perdu presque toutes ses sections d'entreprises, quand il est passé à côté de la responsabilité de diriger de grands mouvements de lutte de la classe ouvrière, quand il a renoncé, l'un après l'autre, aux principes de défense du camp socialiste.

Le recul électoral est préparé par d'autres reculs, qui sont eux fondamentaux, sur les principes du programme communiste et de l'internationalisme. Il ne faut pas se braquer donc sur le fait de ne plus avoir de députés, comme si ces deux députés (ou plus) étaient le centre de toute l'orientation, de l'activité et de la vie politique des communistes en Belgique.

Face aux élections, un très grand nombre de travailleurs se pose la question de faire un vote qui soit le plus rassembleur possible pour faire face au capitalisme. Quand le Parti Communiste ne présente pas une raison de voter pour lui, supérieure à ce besoin de centralisation de la classe ouvrière, c'est logique que les gens votent socialiste, ou même Ecolo, comme un moyen de faire pression au plan électoral. Mais les votes au Parti Communiste ne se gagnent pas simplement dans les campagnes électorales. Ils doivent être le résultat de la confiance des ouvriers, des employés, d'autres secteurs de salariés, dans le fait que le renforcement électoral du Parti Communiste est une nécessité pour qu'il puisse exercer un rôle de dirigeant plus important dans les luttes syndicales, dans les luttes de tous les jours. Ce n'est pas parce que le PCB a perdu la moitié de ses voix électoralement que le courant communiste, celui qui cherche le progrès par des transformations sociales profondes et en s'unissant aux mouvements révolutionnaires du monde et aux pays socialistes, a diminué en Belgique.

On n'a pas encore fait d'analyse et de bilan sérieux des récents mouvements de grève, dont la grève des services publics de 1983. Les documents préparatoires au congrès écartent cette nécessité en faisant de l'ironie sur les camarades qui se posent des questions à ce sujet. Cette grève de 1983 montrait deux aspects fondamentaux remettant en question toute la conception des dirigeants communistes : un mouvement de masse avait lieu, malgré tous les présages pessimistes ; ensuite, ce mouvement réalisait l'unification des travailleurs flamands, wallons et bruxellois, contre tous les programmes fédéralistes et de régionalisation qui ont gagné la direction du PCB. Enfin, cette grève mettait en évidence d'une manière flagrante ce que le PCB reconnaît seulement trois ans plus tard : le fossé existant entre les appareils syndicaux et la base syndicale, le manque de démocratie et le besoin vital pour le mouvement ouvrier de se débarrasser de cette bureaucratie syndicale féodale, qui est un étouffement contre

toute tentative d'unifier et de généraliser les luttes dans le pays entre les différentes professions. Nous croyons qu'on ne peut pas effacer cette expérience d'un coup de plume disant que cela ne vaut plus la peine de se référer à cet exemple ! Les travailleurs ont fait l'expérience concrète de ce qu'étaient les positions du PCB au moment de ces grèves. Et là, on apprend en un jour ce qui demande dix ans en d'autres circonstances. Malgré l'engagement total des militants communistes et leur dévouement dans la grève, ils n'ont pas eu la direction nécessaire pour que cette expérience rapporte ses fruits en nouveaux cadres, en nouveaux contacts, en nouvelles influences. Au contraire, à chaque moment, on leur disait de ne pas aller trop loin, de ne pas se couper de ce fameux appareil syndical, qui est mis en brèche aujourd'hui dans les documents pour le congrès. Mais jusqu'à hier, la dépendance vis-à-vis de cet appareil de la part du Parti Communiste était très grande. Elle l'était au point qu'il a été pris au dépourvu lorsque la FGFB et le PS ont signé leur accord pré-électoral.

Au lieu de proposer un regroupement des militants du parti en fonction de centres d'intérêt, ou de thèmes, ou des préoccupations du jour, il faut mettre toutes ses forces pour faire revivre ou pour construire de véritables cellules d'entreprises, que ce soit dans les usines, sur les autres lieux de travail. Même s'il est exact que le prolétariat concentré dans de grandes entreprises a diminué numériquement, la fonction du prolétariat ne change pas dans l'histoire. Cette fonction consiste à jouer le rôle d'avant-garde pour la réalisation des transformations socialistes en Belgique. Dans les lieux de travail, la classe ouvrière fait ses expériences et fait vivre le mouvement syndical. Une section communiste d'entreprise, c'est peut-être un seul militant, mais c'est l'organisme qui fait connaître au parti la pensée et la volonté de lutte de la classe ouvrière, et qui, à son tour, apporte des idées, des orientations, un programme pour pousser ces luttes plus loin et leur donner le prolongement politique nécessaire.

D'autre part, c'est là aussi que se forme l'opinion publique de la classe ouvrière. Cette opinion publique n'ignore pas les positions réelles du Parti Communiste, même si la radio ou la télé lui donne rarement la parole. Mais elle voit un Parti Communiste replié sur des positions nationalistes, mettant en question la défense inconditionnelle des États ouvriers, et surtout de l'Union Soviétique, face au camp impérialiste. Le PCB ne discute même pas la valeur de «l'euro-communisme», alors que les autres PC européens ont déjà abandonné cette théorie.

La classe ouvrière voit cela et ne donne pas sa confiance au Parti Communiste en Belgique. Au prochain congrès, il faut discuter aussi la situation internationale et les rapports du PCB avec le mouvement communiste et révolutionnaire mondial, et avec les pays socialistes. Il faut discuter le processus en URSS et revoir la position de considérer l'URSS comme une superpuissance (comme l'écrit encore le Drapeau Rouge). De telles positions en politique internationale ne sont pas étrangères à la crise qui a mené au recul électoral du PCB.

Pourquoi ne pas ouvrir le Drapeau Rouge à la discussion préparatoire à ce

congrès ? Après les élections européennes cette idée avait été adoptée par le Comité Central, mais jamais mise en application. Le Drapeau Rouge est-il devenu un organe indépendant du Parti ? C'est un problème sérieux à poser puisque c'est ce journal qui est censé représenter les idées et les analyses communistes dans la population.

Nous proposons d'ouvrir une tribune de discussion dans la presse communiste et d'y donner la parole à tous les militants, ainsi qu'à des opinions extérieures au Parti Communiste qui - comme notre Parti - soutiennent électoralement le PCB pour mener un débat d'idées le plus riche possible.

## Lutte syndicale et lutte politique contre Martens 6

Suite de la page 1

concentration capitaliste créent de telles situations d'empoisonnement de villes entières et de milliers d'habitants comme à Seveso en Italie, à Bhopal en Inde. C'est en toute connaissance des risques que les usines déversent leurs fumées empoisonnées, parce que les capitalistes se foutent totalement de la vie et de la santé des gens. Seuls comptent les profits, les profits... Ceci est l'expression de la décrépitude du système capitaliste. Et si les partis de gauche, les organisations syndicales, n'organisent pas de grandes mobilisations anti-capitalistes, cette situation va encore empirer et s'aggraver. A Willebroeck, les gens doivent bien continuer à vivre, avec les fumées nauséabondes qui attaquent les poumons. Voilà ce que nous offre le système capitaliste.

Mais les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, tous ceux qui sont victimes de la crise, ne cessent pas de protester, de manifester, de faire des grèves et des arrêts de travail. Et cela pendant et après les élections du 13 Octobre. Cela montre aussi que la population n'a pas tellement confiance dans une issue électorale. Les grèves et les arrêts de travail se sont succédé dans tout le pays. Ce sont des actions ponctuelles ou limitées par entreprises, mais elles démontrent la volonté de lutte et la résistance des travailleurs à la politique du gouvernement réactionnaire. La volonté d'unification existe parmi les travailleurs, mais les directions syndicales tant FGFB que CSC ne cherchent pas à réaliser cette unification.

La dernière manifestation des jeunes contre le prolongement du service militaire, contre le prolongement du stage de chômeurs, a regroupé beaucoup de monde dans plusieurs villes du pays. Les jeunes refusent la fatalité de la crise, et ils ne sont pas seuls. Ils ont l'appui de leurs amis, de leurs familles, de leurs parents, qui sont aussi travailleurs ou chômeurs, de certains professeurs. A Charleroi, les organisations syndicales ont participé à la manifestation des jeunes ainsi que le PS. Cela lui donne encore plus de force, et exprime le ras-le-bol général.

La droite au gouvernement n'est pas triomphante, parce qu'elle est aussi bien divisée et pleine de contradictions. Partout dans le pays, les grèves et les arrêts de travail lui rendent la vie bien difficile. A Cockerill-Sambre à Liège, grève contre le nouveau plan Gandois de liquider 2000 emplois, à Caterpillar à Gosselies, à Stenuick à Fontaine-l'Évêque, aux forges de Clabecq, à la SNCB et à la STIB contre le démantèlement des transports en commun, à la RTT et à la Poste où les

facteurs ont des milliers d'heures de congés de retard, à la FN contre la perte de salaire de 13%, à la Caisse Nationale des pensions contre les contrats non renouvelés aux agents temporaires, à la Commune de Schaerbeek contre 60 licenciements... Tous ces mouvements démontrent que les travailleurs ne sont pas résignés, et qu'à chaque occasion ils manifestent leur refus de faire les frais de la crise. Ces luttes restent fragmentées, usine par usine, parce que les directions syndicales refusent d'organiser un mouvement national anti-capitaliste. Les travailleurs montrent leur niveau de conscience, et le besoin de se battre constamment, mais ce sont les partis de gauche et les syndicats qui ne donnent pas de prolongement politique à ces luttes.

Dans cette situation, la bourgeoisie belge se concentre dans les secteurs financiers dépendant de l'industrie de guerre et des États-Unis. François de Donnea, du PRL, vient d'appuyer intégralement le plan de Reagan de «guerre des étoiles», et invite tous les responsables économiques européens à investir pour cet objectif. Cela veut dire qu'il envoie au diable les propositions des Soviétiques. Gorbatchev a fait des propositions pour le moratoire sur les essais nucléaires, et pour un désarmement progressif et généralisé. En faisant ces déclarations, François de Donnea démontre qu'il ne répondra jamais à ces propositions, et que le PRL défend les intérêts de la bourgeoisie qui concentre toutes les industries pour la guerre, et cela au détriment du développement économique du pays.

L'assassinat d'Olof Palme par la CIA est une tentative d'intimider l'Internationale Socialiste, pour l'empêcher de prendre des positions anti-impérialistes, anti-guerre des étoiles, ou de radicaliser les positions des différents gouvernements de gauche qui sont au pouvoir en Europe, en France, en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Gorbatchev, dans son discours au 27<sup>e</sup> Congrès du PCUS, a appelé les partis sociaux-démocrates d'Europe à engager plus de relations avec l'URSS et les autres pays socialistes. Olof Palme approuvait ces idées, ainsi que celles de créer des zones dénucléarisées, et il était farouchement opposé à la politique américaine de guerre des étoiles.

Le gouvernement qui soutient la politique des États-Unis, qui installe les missiles à Florennes, est le même qui crée le chômage et la misère dans ce pays. Il est impossible de résoudre les problèmes de la population sans mettre en cause l'existence même du système capitaliste.

# LE MANQUE DE BASE HISTORIQUE DE L'EUROCOMMUNISME

J. Posadas

Cette analyse du camarade J. Posadas est tirée d'un texte «Le manque de base historique de l'eurocommunisme» du 19 Octobre 1977. Nous le reproduisons aujourd'hui pour intervenir dans la discussion au sein du Parti Communiste Belge, préparatoire à son 25e Congrès.

Ce thème est tout à fait escamoté dans les documents du PCB, alors qu'il était un axe fondamental des congrès précédents et un centre constant de référence. Si «l'eurocommunisme» n'est plus une conception valable, les camarades communistes doivent le dire, et expliquer aussi pourquoi, ce qui a changé depuis 1977.

Pendant plusieurs années, «l'eurocommunisme» leur apparaissait comme un nouvel apport au marxisme et comme la planche de salut pour un nouvel essor du mouvement communiste en Europe. Maintenant, silence complet.

L'analyse que développait J. Posadas montrait d'emblée que «l'eurocommunisme» n'a aucune perspective d'avenir, et au contraire, menait les partis communistes qui voulaient l'adopter à une crise sans précédent.

Pour pouvoir justement surmonter la crise actuelle du PCB, nous croyons indispensable de faire ce bilan de «l'eurocommunisme».

Quelle est la raison de la crise dans les partis communistes ? Cette crise a un point de départ, qui est le même pour tous en général : le manque de programme, de méthode, et par conséquent d'objectifs. Par exemple en Grèce il y a deux partis communistes, et l'un comme l'autre élude la discussion de fond : quel est l'objectif du parti communiste ? Ils ne discutent pas cela. Seroit-ce de faire un parti de plus pour avoir des députés et changer la société au travers du Parlement ? Le Parlement est un moyen d'aider à préparer les changements de la société. Il faut l'utiliser à fond. Il faut utiliser aussi au maximum les droits démocratiques pour faire une agitation, une propagande pour préparer intelligemment des changements. Mais il faut voir que cette préparation n'est pas destinée à recevoir l'approbation du régime capitaliste. Celui-ci doit être transformé. Elle va contre lui, et va provoquer sa résistance, son opposition, son rejet.

Le capitalisme va exercer cette opposition essentiellement par la force. C'est-à-dire la police, l'armée, la structure de l'appareil d'État. Supposons que les communistes en Grèce aillent au gouvernement, à la suite d'élections, et laissent subsister l'appareil d'État antérieur. Ils remplacent quelques fonctionnaires, des chefs de police, mais ils gardent toute la structure. Toute cette structure est liée à la propriété privée. C'est la propriété privée qui détermine le mécanisme de ses conceptions, l'organisation de ses déductions, le fonctionnement de son intelligence, qui définit la forme de sa vie. Les secteurs qui décident, les secteurs moyens qui maintiennent des relations à l'intérieur et hors du pays, sont liés à la propriété privée. Si on ne change pas tous ces gens-là, les mesures économiques que l'on va promulguer au gouvernement ne seront pas appliquées, elles seront sabotées et appliquées à l'envers.

Le Parlement grec pourrait décider par exemple l'étatisation de vingt entreprises, mais l'appareil d'État reste toujours comme avant. Les fonctionnaires ont été éduqués dans la croyance et la pratique de la propriété privée, c'est elle qui structure leurs relations. Si cet appareil subsiste, il va répondre à la propriété privée et non aux secteurs étatisés. Et il fera fonctionner la propriété étatisée au service de la propriété privée.

Les lois respectent la propriété privée. Les concepts juridiques la défendent.

Tous les diagrammes économiques et leurs applications se basent sur la propriété privée. La structure de la propriété étatisée, par contre, ne cherche pas un rendement en fonction des intérêts des investissements, mais en fonction des intérêts de consommation de la population. Et même si la production n'est pas destinée à la consommation immédiate, elle sert au développement industriel qui, à son tour, permet le développement du pays et non celui de la propriété privée. Mais si l'appareil d'État continue à fonctionner comme avant, celui-ci se base sur le système capitaliste, sur ses structures, ses rouages, et sur les relations déterminées par les intérêts privés. C'est toute une structure d'intérêts qui va du bas vers le haut, et qui est liée au système capitaliste mondial. Il faut donc éliminer tout cela.

Dans l'État ouvrier il n'y a pas de concurrence dans la planification, les objectifs, l'orientation de l'économie et de la société. Il n'y a aucune concurrence. L'État ouvrier planifie sur la base d'un programme et d'objectifs qui n'ont rien à voir avec le pluralisme. Il faut détruire le vieil appareil d'État et le transformer.

La crise actuelle n'englobe pas tout le mouvement communiste mondial. Elle a lieu dans le Parti Communiste Italien, Français, Espagnol, Japonais, et quelques autres plus petits. Ce sont des courants limités, qui n'ont d'ailleurs fait aucun progrès depuis les débuts de l'eurocommunisme, le rejet de l'internationalisme prolétarien, de la dictature du prolétariat. Le processus de l'histoire va contre tout cela.

Il n'y a pas de base historique pour l'eurocommunisme. La société se développe sur la base de l'économie. Pour développer l'économie, il faut planifier. On ne peut admettre de doute, ni de correction là-dessus. Il faut étatiser, planifier sous la direction du parti et des ouvriers. Marchais propose cela maintenant. Avant, il ne le faisait pas. Les communistes ne comptaient pas sur le fait que le prolétariat allait intervenir. Mais le prolétariat français est intervenu avec force et les a fait changer. Par ailleurs, Carrillo a fait mille choses contre l'Union Soviétique, et voilà qu'il va se rendre en URSS pour le 60e anniversaire de ce pays.

Il faudrait, pour que le programme de l'eurocommunisme, de la pluralité, de

l'abandon de la dictature du prolétariat, soit effectif, que le prolétariat n'ait pas les moyens d'intervenir. Il faudrait que les masses aient fait une expérience montrant que le développement du communisme est néfaste. Mais c'est tout le contraire qui se passe.

C'est le capitalisme qui démontre son incapacité à progresser, et à faire progresser n'importe quel pays. Au cours de ces 15 dernières années, il a donné de nouvelles preuves de barbarie, par la pollution des eaux et de l'air qu'il provoque, et ceci de façon beaucoup plus grave que ce que disent les informations. Si le capitalisme devait vivre cent ans de plus, les 50% de la population du monde mourraient empoisonnées. Personne ne meurt de l'empoisonnement du milieu ambiant dans les États ouvriers. Il n'y a pas de démocratie soviétique complète, mais les États ouvriers progressent vers des formes plus élevées de relations démocratiques. Vivre est la base essentielle de la démocratie.

La démocratie d'Allemagne capitaliste assassine les prisonniers, exploite les ouvriers de façon ignominieuse. Les ouvriers étrangers vivent à huit dans une pièce. Ils n'ont pas de droits politiques, ni de droits sociaux, et très peu d'entre eux ont le droit de participer aux élections municipales. A part les Italiens, les ouvriers étrangers - Grecs, Yougoslaves, Turcs - n'ont aucun droit. Ils vivent de façon scandaleuse. Ils n'ont pas de moyens de communication avec les Allemands parce qu'ils ne connaissent pas la langue. A l'usine, ils doivent travailler toute la journée sans parler. Ils ne peuvent parler dans les assemblées parce qu'ils ne connaissent pas l'allemand, et n'ont pas les mêmes droits que les ouvriers allemands. Ils sont encore plus mal traités sur le plan juridique. Dans un accident entre un Turc et un Allemand, le policier et le juge condamnent le Turc, sans même rien savoir. Dans les usines, il y a droit à deux assemblées par an. Sur les six heures qu'elles durent, le patron, le contremaître et le directeur parlent quatre heures, le bureaucrate syndical une heure, et tous les ouvriers doivent se répartir l'heure restante. Ils sont obligés de parler en allemand. C'est toute une farce. Quand des ouvriers immigrés tombent malades, on leur donne le strict nécessaire pour reprendre le travail. L'ouvrier allemand qui a un petit salaire est aussi discriminé par rapport à celui qui gagne plus. La même chose se passe en Angleterre.

De telles choses n'existent dans aucun État ouvrier. Il n'y a pas de différences entre les nationaux et les étrangers. Beaucoup d'Algériens travaillent par exemple en RDA, et ils ont les mêmes droits que les ouvriers allemands, et votent comme eux. Le Vietnam a décrété la même chose. En Union Soviétique, cela n'existe pas encore parce que l'appareil bureaucratique est plus grand. Mais les ouvriers étrangers ont les mêmes droits syndicaux que les Soviétiques, et on progresse dans la voie de leur intervention électorale à égalité avec les Soviétiques. Il ne s'agit pas là d'une concession de la bureaucratie, mais d'un besoin objectif de progrès au sein de l'Union Soviétique.

Quand on discute à propos des «dissidents», pourquoi ne pas discuter ces exemples ? Quelle est la contribution du dissident à l'histoire de l'Union Soviétique ? «Il a des idées, il pense...» Mais un idiot comme Carter a aussi des idées. Mais que pense-t-il ? Quelle contribution fait-il à l'histoire de l'humanité ? Que demandent les dissidents en Union Soviétique ? Contribuer au progrès de l'URSS, ou bien répondre à leur insécurité, leur vacillation, leurs idées contre-révolutionnaires ? Voilà ce qu'ils veulent ! Qu'ont-ils à voir avec le progrès de l'Union Soviétique ? de l'humanité ? Ils sont étrangers à cela ! Ce sont des dissidents de la vie !

Nous critiquons la bureaucratie en Union Soviétique, les limitations des droits démocratiques soviétiques, et surtout la limitation de la planification du progrès démocratique. Car en Union Soviétique il y a un progrès démocratique constant, malgré la bureaucratie. Les pluralistes n'en disent pas un mot. La bureaucratie ne fait pas de cadeau, mais c'est une nécessité objective de l'histoire. Les changements de la bureaucratie, les concessions de droits démocratiques ne sont pas des cadeaux de sa part. Ils indiquent que les rapports de forces historiques et concrets l'obligent à céder. Pourquoi ne pas faire cette analyse ?

L'Union Soviétique a appuyé Fidel Castro pour que Cuba intervienne en Angola, pour aider les noirs à liquider le pouvoir des capitalistes. Comment Cuba aurait-elle fait tout cela sans le soutien des Soviétiques ? Vingt mille techniciens et enseignants sont partis en Angola pour enseigner comment liquider les mercenaires et les contre-révolutionnaires. Est-ce de la démocratie, oui ou non ? Il n'y a pas une démocratie suffisante en Union Soviétique, mais celle-ci aide l'Angola à se libérer, ce qui va l'aider elle-même à élever la démocratie soviétique.

Les «dissidents» n'ont rien à voir avec l'histoire. Ce sont des déchets, des détritiques. Ils n'ont pas de programme, d'idées, d'objectifs, qui correspondent au progrès de l'économie, de la société, au progrès humain. La forme la plus élevée du progrès humain est de pouvoir intervenir pour structurer le développement de l'économie, de la société, de la culture et de la science.

La joie n'est pas indépendante de la culture, de l'économie et de la science. Elle provient des relations humaines. Le reste n'est pas de la joie, c'est être content, de bonne humeur. Le peuple le plus joyeux du monde est celui de l'Union Soviétique. Vingt cinq millions de Soviétiques sont morts en défendant l'État ouvrier, et pas un seul n'en est resté écrasé. Ils ont récupéré les pertes en peu d'années, ils ont liquidé Staline. Le progrès de l'Union Soviétique prépare de nouveaux changements. Il est évident que ce n'est pas un cadeau de la bureaucratie. Il y a une bureaucratie en Union Soviétique et dans les autres États ouvriers. Elle existe, elle défend des intérêts sociaux et économiques. Mais dans le rapport entre

(Suite page 4)

# Tout notre appui aux masses et au gouvernement de Lybie face à l'impérialisme

Ce texte a été distribué au cours du meeting de solidarité organisé par les mouvements progressistes arabes en Belgique. Un message de notre Parti a été également lu à la tribune.

Les manoeuvres de la 6e Flotte américaine en Méditerranée et au large du Golfe des Syrtes sont une provocation contre le peuple libyen, contre les pays d'Afrique et du Moyen-Orient qui luttent pour se libérer de la dépendance du capitalisme, contre les luttes du peuple palestinien.

Pour justifier ce déploiement énorme de forces, Reagan invente que Khadafi est le chef du «terrorisme international» soutenu par l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes. Mais où est le réel terrorisme ? Qui sont vraiment les terroristes ? Quand Reagan menace de sanctions graves et de peines de prison les citoyens américains travaillant en Libye, et qui ne veulent pas rentrer aux États-Unis car ils se considèrent en parfaite sécurité en Libye, qui est le terroriste ! Quand Israël fomenté des attentats, des actions de guerre, des représailles dans les territoires occupés, quand elle attise la guerre civile en faveur de certaines phalanges chrétiennes, avec l'aide des dollars américains, qui est le terroriste !

Dans le monde entier, les États-Unis agissent comme des terroristes : au Nicaragua où ils continuent à financer les contras pour essayer de renverser le gouvernement sandiniste, au Mozambique et en Angola où ils entretiennent les troupes contre-révolutionnaires pour créer constamment des difficultés à ces États révolutionnaires, en Afghanistan où les bandes de contre-révolutionnaires sont financées, ainsi que le Pakistan, pour perpétrer des conflits contre le gouvernement de Karmal. Actuellement, des massacres de grande envergure sont commis par l'armée pakistanaise contre les tribus des frontières parce que celles-ci se sont ralliées au gouvernement de Karmal. Le terrorisme est organisé à une échelle massive par le principal représentant des intérêts capitalistes, par l'impérialisme américain.

Mais celui-ci démontre toute sa faiblesse. Il a un besoin constant de créer et de maintenir des foyers de guerres, de conflits dans le monde, tandis qu'il poursuit ses préparatifs de guerre contre les pays socialistes. C'est ainsi qu'au Moyen-Orient, il doit chercher d'autres moyens d'attiser les conflits après son échec historique au Liban. Cependant, il n'a pas pu organiser une croisade de l'Occident contre la Libye, ni attaquer ce pays comme il le voulait. Ses propres alliés européens ne l'ont pas suivi dans ces exactions. Malgré la communauté d'intérêts qui lient les pays occidentaux, la concurrence entre eux est aussi très virulente, et les Européens avaient besoin de préserver leurs relations avec les pays arabes fournisseurs de pétrole et de gaz.

Mais surtout, quand la flotte américaine s'est avancée dans la Méditerranée, elle s'est retrouvée face à face avec la flotte soviétique, au moment où le gouvernement libyen ont fait des accords économiques, culturels et militaires importants. L'impérialisme américain s'est aussi trouvé face à la détermination des dirigeants et

des masses libyennes et de celles de tous les pays arabes. C'est un échec à nouveau pour l'impérialisme américain qui a terminé ses manoeuvres sans mener aucune attaque contre la Libye.

La direction de l'État révolutionnaire libyen et les masses de ce pays défendent le progrès économique, social et politique accompli depuis le début de la révolution. En même temps, ils représentent un rempart anti-impérialiste pour toute la région. L'impérialisme américain ne peut plus agir impunément !

Nous appelons toutes les organisations de gauche en Belgique, communis-

tes, socialistes, chrétiennes de gauche, les organisations syndicales et démocratiques à prendre position sans équivoque en défense de l'État révolutionnaire de Libye, et de tout le processus de changements qui se développe en Afrique et au Moyen-Orient. Il ne s'agit pas seulement d'un conflit local. Les intérêts progressistes d'Europe et de Belgique sont aussi en jeu : les missiles nucléaires installés sous contrôle américain en Europe, en particulier ceux de Comiso, dans ce cas, sont dirigés également contre l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

Il est du devoir de toutes les organi-

sations de gauche et des mouvements pour la paix en Belgique de dénoncer ces manoeuvres guerrières de l'impérialisme américain. Récemment encore, des milliers de soldats américains ont débarqué aux ports d'Anvers, de Zeebrugge, entre autres, pour traverser la Belgique et rejoindre leurs campements en Allemagne. Ces troupes peuvent être utilisées pour débarquer en Libye ou dans tout autre pays qui se dresse contre les diktats américains. C'est pourquoi nous sommes pleinement concernés par ce qui se passe actuellement en Libye.

le 31 Janvier 1986

P.O.R. (Trotskyiste-Posadiste)  
Section Belge de la  
IVe Internationale Posadiste

## Eurocommunisme . . .

l'intérêt de la bureaucratie soviétique et le progrès de la science, de l'économie, de la technique et des masses, c'est la bureaucratie qui recule et le progrès de l'histoire qui avance. Cela crée des relations dans le monde qui dépassent le pouvoir bureaucratique. La crise entre la Chine et l'URSS est très profonde. Ce n'est pas seulement une crise entre deux appareils, c'est une crise entre le progrès de l'Union Soviétique et la stagnation de la direction chinoise.

La lutte pour le progrès dans les États ouvriers ne requiert pas une nouvelle révolution. La révolution politique n'est plus nécessaire dans la forme où Trotsky la préconisait. Des changements, des modifications, un développement de la démocratie soviétique sont nécessaires. Mais le pouvoir bureaucratique, loin d'augmenter, diminue. La bureaucratie est la même. Les conditions historiques et sociales ne le sont pas. Le développement mondial de la lutte anti-capitaliste, le développement économique des États ouvriers les élèvent et les poussent à l'unification. La forme immédiate de l'unification est la planification. Et le régime capitaliste est l'obstacle au progrès, quand les économies se planifient.

Staline était un interlocuteur du capitalisme. Ils discutaient, faisaient des accords. C'est ainsi qu'il leur livra la Grèce et qu'il essaya de leur livrer la Chine et la Yougoslavie, pour garder le pouvoir de la bureaucratie en Union Soviétique. Le développement des États ouvriers, de la lutte des masses du monde, de la crise du système capitaliste, ont créé et amplifié les conditions de telle façon que les États ouvriers doivent planifier pour vivre et se développer. Et ils doivent éliminer le système capitaliste pour pouvoir planifier. Ils ne peuvent déjà plus coïncider avec lui. Il ne peut plus y avoir un nouveau Yalta.

La nouvelle constitution soviétique déclare que l'Union Soviétique a pour but d'étendre mondialement le socialisme et d'appuyer toute lutte de libération nationale et de progrès social, ce qui équivaut à la lutte anti-capitaliste. C'est l'opposé de Staline. Ce progrès est imposé aux États ouvriers par le progrès de l'économie, des luttes sociales, qui oblige les États ouvriers à éliminer le système capitaliste.

L'État ouvrier ne coïncide plus avec le capitalisme parce que la direction n'a plus comme avant la possibilité de trahir le prolétariat, parce que le développement de l'économie a élevé en Union Soviétique et dans les autres États ouvriers une couche de la bureaucratie liée au progrès de la société. Cette couche ne vit pas de l'étape antérieure. De là vient la lutte à l'intérieur de l'Union Soviétique, et la liquidation de couches inférieures de la bureaucratie. Et de là provient aussi la conclusion que l'objectif essentiel est

l'élimination du système capitaliste. On le voit aussi bien dans les discussions actuelles dans les États ouvriers que dans la planification et dans la nouvelle constitution.

C'est pour la même raison que les Soviétiques insistent, dans la discussion avec les partis communistes français, italien et espagnol, que l'on peut avancer beaucoup électoralement, faire de grands progrès dans les luttes sociales, mais qu'on ne peut transformer la société qu'au moyen de la violence. Ils pouvaient déjà le dire depuis de nombreuses années. Ils le font seulement maintenant. Il y a quinze ans, par contre, que nous posons ces problèmes.

La bureaucratie ne peut plus concilier avec le capitalisme. Elle le fait encore sur des aspects politiques, elle établit certains accords, mais elle ne le fait plus dans les objectifs historiques. Et ce sont eux qui déterminent la conduite de l'État ouvrier, même s'il est dirigé par la bureaucratie. Celui-ci doit appuyer les mouvements anti-impérialistes. La bureaucratie ne le fait pas parce qu'elle est arrivée à cette conviction politique, ou parce qu'elle a assimilé la conception marxiste, elle le fait par concurrence économique, historique, par antagonisme avec le capitalisme. Et ce dernier a lui-même approfondi sa crise à un tel point qu'il ne peut concilier avec les États ouvriers. Ce sont des conditions nouvelles de l'histoire. La bureaucratie ne peut plus concilier, le capitalisme non plus. L'un et l'autre cherchent à subsister. Et il se crée toute cette situation actuelle. C'est pour cela que la bureaucratie a des positions plus à gauche que celle des partis communistes. Ce n'est pas qu'elle soit plus à gauche. Cette bureaucratie sort toujours du même moule que celle qui a trahi l'Espagne. Mais il y a des différences de conditions historiques.

Staline a fait un accord avec le capitalisme et a abandonné l'Espagne. Aujourd'hui, l'Union Soviétique appuie l'Angola contre le capitalisme. Comment peut-on ne pas se rendre compte qu'il y a des changements historiques ! Mais ces changements ne sont pas le produit d'une déduction, de l'intelligence de la bureaucratie. C'est le développement social et économique de l'État ouvrier et la décadence du capitalisme qui élèvent la fonction de l'État ouvrier, qui exigent une structuration et une planification scientifique pour développer l'économie, qui se heurte au capitalisme parce que l'État ouvrier a besoin de planifier mondialement.

Les couches moyennes et inférieures de la bureaucratie sont, elles aussi, un obstacle pour la grande bureaucratie. Avant, les intérêts locaux de ces couches - intérêts de province, d'états, d'organismes, de syndicats - faisaient partie de toute la structure de la bureaucratie.

C'étaient les secteurs qui recevaient le moins, mais ils maintenaient en place la structure de l'appareil bureaucratique, et lui servaient d'intermédiaire dans leur relation avec la population. Maintenant, ces secteurs sont une gêne, parce que leurs intérêts locaux se heurtent aux intérêts de centralisation de la grande bureaucratie. Des présidents de plusieurs organismes de l'État soviétique ont été fusillés récemment, du fait que leur intérêt local se heurte à l'intérêt de centralisation de la bureaucratie.

Ce progrès de la bureaucratie n'est pas dû à sa compréhension scientifique, au développement de son intelligence, ou à son acceptation du progrès. Mais ses intérêts ne coïncident plus avec ceux des autres secteurs. Le progrès de l'économie, de la science, de la technique en Union Soviétique est tel que celle-ci a besoin de développer la planification et l'unification avec les autres États ouvriers. Et c'est pour cela qu'elle se heurte au système capitaliste. Il n'y a pas d'accord entre eux mais un antagonisme. Staline avait la possibilité de faire des accords. Aujourd'hui la bureaucratie ne peut plus le faire, justement à cause de ces intérêts qui entrent en jeu. C'est pour cela qu'elle liquide des secteurs bureaucratiques et concentre le pouvoir en moins de mains.

Les partis communistes du monde ne comprennent pas cela. Ils ne manquent pas d'intelligence ou de compréhension, mais ce sont des appareils bureaucratiques qui dépendent des conceptions stalinienne antérieures. Beaucoup de conséquences de la conception stalinienne subsistent chez eux, en même temps qu'ils se défendent contre l'usurpation et la centralisation stalinienne. Des conceptions telles que l'indépendance de chaque parti, un programme d'ascension au gouvernement et de transformations sociales, par des moyens pacifiques, la conciliation réformiste avec le système capitaliste, sont des conséquences du stalinisme. De telles conceptions ont permis le développement de la tendance eurocommunisme, l'opposition à la dictature du prolétariat et à l'internationalisme prolétarien.

Les rapports de forces actuels ne laissent pas de place à des jugements, des pensées, des programmes spécifiques de chaque parti communiste. Au contraire, les partis communistes se trouvent face à une décision historique, à échelle mondiale, de classe contre classe. C'est le règlement final des comptes. Ces partis communistes ne se sont pas préparés à cela. C'est en cela que consiste notre fonction : nous devons alimenter théoriquement, politiquement, et programmatiquement ces partis, et intervenir dans la discussion afin d'élever leur compréhension.

J. POSADAS  
19 Octobre 1977

Le conflit entre le Burkina Faso et le Mali, qui à cause d'une provocation malienne en est arrivé à l'affrontement militaire à la fin de décembre 1985, est utilisé pour porter des coups contre le processus révolutionnaire en cours au Burkina Faso. Les problèmes territoriaux qui existent depuis des années n'en sont pas la cause déterminante. La raison principale de ce conflit est politique : il est utilisé pour contrer la direction actuelle burkinabé, qui cherche à développer le pays et une rupture avec la structure imposée par l'impérialisme français, en prenant des mesures de construction d'un État ouvrier.

Cette politique de la direction burkinabé a une grande influence dans toute cette région de l'Afrique, en particulier sur le Mali voisin. La clique au pouvoir au Mali, alliée à l'impérialisme français, a donc pris l'initiative de cette provocation militaire contre le Burkina Faso. Mais comme l'impérialisme français n'a pas la force de se mêler ouvertement et directement à cette action aux côtés du Mali, les forces militaires maliennes n'ont pas pu aller très loin. De plus, elles ne s'attendaient pas à la riposte rapide des masses et de la direction du Burkina en défense du processus révolutionnaire. Aussi, la provocation militaire du Mali, dont l'objectif était de renverser la direction burkinabé, a-t-elle échoué.

Il existe un grand progrès de la révolution burkinabé, en particulier en ce qui concerne les mesures permettant une plus grande intervention de la population. Les Conseils de Défense de la Révolution (CDR) se sont étendus dans tout le pays, la justice s'exerce sur la base des Tribunaux Populaires, les droits des femmes ont été élargis. L'État réorganise la faible économie existante en faveur de la population. L'immense pauvreté est un des obstacles majeurs que doit affronter la direction dans l'immédiat. Les ressources existent, mais non les moyens de les exploiter. L'impérialisme français, allié aux cliques locales dont leur pouvoir est basé sur des relations tribales, veut empêcher la stabilisation de la direction burkinabé. Bien que le Burkina soit un petit pays, sans importance économique en Afrique, les profondes intentions révolutionnaires de la direction de Sankara sont un facteur d'influence très grand. De plus, le processus révolutionnaire du Burkina est en train de s'unir à celui du Ghana, qui est lui un pays plus important.

Le développement de la révolution mondiale, des forces de progrès de l'histoire, empêche, à condition que le pays ait une direction disposée à avancer, l'impérialisme d'avoir la capacité de s'imposer. L'impérialisme yankee par exemple s'avère incapable d'organiser une action contre la petite Libye. Ce n'est pas par manque de force militaire, mais par manque de force sociale et politique, et parce que l'Union Soviétique est là. Cela signifie que le monde entier est mûr pour la révolution. Ces mêmes conditions historiques déterminent l'échec des initiatives du système capitaliste dans le monde, et en particulier celles de l'impérialisme français qui cherche toujours, malgré les bonnes manières de Mitterrand, à maintenir sa domination en Afrique.

L'attaque du Mali contre le Burkina s'est produite peu de temps après la réunion des pays d'Afrique francophone à Paris, à laquelle le Burkina n'avait justement pas pris part. De telles réunions,

L'impérialisme français perd de plus en plus de force et de capacité de décision en Afrique. Les événements du Burkina en sont une nouvelle démonstration. La direction burkinabé est d'origine mili-

## RESOLUTION DU BUREAU EUROPEEN

# Le conflit Burkina Faso-Mali n'est pas un problème de frontières



taire - ces mêmes militaires qui, en général, ont été formés par l'impérialisme pour empêcher l'intervention des masses de leurs pays, et soutenir les différentes cliques qui se battaient entre elles tandis que les forces colonialistes tiraient les ficelles. Cette étape est dépassée pour l'Afrique.

même sous la présidence de Mitterrand, ont pour but de maintenir tous ces pays sous l'influence du système capitaliste. Elles ne visent pas à programmer le développement des pays, ni à coordonner des mesures en faveur des populations, mais à soumettre ces pays et à discuter de mesures d'appui réciproque entre les différentes cliques gouvernantes et l'impérialisme français. Il n'y a aucun exemple montrant une intervention de la France pour soutenir une tendance progressiste. Même dans la lointaine Nouvelle-Calédonie, son intervention a consisté à défendre les intérêts capitalistes français, et ceux de la propriété privée des grands latifundistes locaux, français ou non.

L'attitude de la direction du Burkina vis-à-vis de la France est donc tout à fait juste. Le gouvernement burkinabé a dénoncé la présence de soldats blancs parmi les troupes des agresseurs dans la zone frontalière. L'impérialisme français a été partie prenante de cette agression contre le Burkina. Il agit avec ou sans l'accord de Mitterrand. Les appareils militaires agissent pour leur propre compte, et le gouvernement socialiste n'a pris aucune mesure importante pour les en empêcher. L'expérience de l'affaire Green Peace en a été une autre preuve.

Il est nécessaire de discuter ces problèmes en France. Le Parti Communiste doit les mettre sur la table et appeler les socialistes à une discussion publique sur les perspectives du développement des ex-colonies africaines. Sous le capitalisme, il

n'y en a aucune. Il faut appeler à appuyer les directions qui sont en train d'apprendre à s'organiser pour construire un État ouvrier.

Le Burkina Faso n'a pas de moyens, mais il a la décision sociale de prendre des mesures socialistes et de passer de l'état tribal à des formes d'État ouvrier. Il faut aider les masses et la direction de ce pays, qui n'a pas d'expérience antérieure sur laquelle se baser. Il est normal que ces directions puissent se tromper, mais ce sont les erreurs de quelqu'un qui apprend.

Les partis communistes commettent une erreur bien plus importante quand ils ne comprennent pas et ne discutent pas ces processus. Il faut appuyer le processus de libération nationale et sociale en Afrique. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays africains ne peuvent se développer dans le cadre du marché capitaliste. Le système capitaliste, dans sa phase actuelle de crise finale et totale, ne laisse aucune place pour que des pays africains puissent développer une industrie locale et faire la concurrence aux grands pays capitalistes. Le capitalisme entretient les divisions nationales, régionales, tribales, dans le but d'empêcher l'unification économique, sociale et politique des pays et des masses d'Afrique, qui est pourtant une nécessité logique du développement du continent.

Le conflit entre le Burkina Faso et le Mali obéit à de tels intérêts, en ce qui concerne le Mali. Mais nous ne sommes plus à une époque où de tels conflits peuvent se répéter et s'étendre de telle façon que l'impérialisme justifie son intervention par une fonction de « pacificateur », et en profite pour installer ses forces militaires. Il l'a fait antérieurement, que ce soit au Congo, au Tchad, il a essayé de le faire dans le conflit entre l'Irak et l'Iran. Il a essayé également de le

faire au Liban, mais il a échoué. Face à cette politique du système capitaliste, le mouvement communiste et révolutionnaire doit répondre par un programme d'unification de l'Afrique sur la base de l'étatisation et de la planification de l'économie, et du rapprochement avec les États ouvriers.

Il faut soutenir ce processus révolutionnaire du Burkina, et en même temps appeler les masses du Mali à intervenir : proposer l'unification des deux pays sur la base d'un programme de construction d'un État ouvrier. Le problème ne dépend pas de l'existence ou non d'une classe ouvrière, mais d'un programme pour le développement économique et social des masses. Ce programme est celui de l'État ouvrier. Au Burkina non plus il n'y a pas de classe ouvrière, mais celle-ci existe en Union Soviétique, et c'est elle qui décide.

Nous appelons la direction du Burkina à accompagner les mesures militaires de défense et la mobilisation des masses sous forme de milices, par des appels aux masses du Mali, afin de s'unifier et de discuter un programme commun pour progresser. Le Mali a déjà fait une profonde expérience d'État révolutionnaire, celle-ci n'a pas pu continuer à cause d'une absence de direction mondiale et d'intervention des États ouvriers pour aider à la formation des directions nationalistes révolutionnaires. Mais les masses maliennes ont cherché à intervenir, elles ont manifesté leur conscience, leur objectivité et leur réceptivité aux expériences du reste du monde, en appuyant toutes les mesures de type socialiste, et non celles de type capitaliste.

L'impérialisme français, ainsi que l'impérialisme américain, tout en étant concurrents, vont essayer de frapper, de créer des conflits, des discordes, de mener toutes sortes d'actions terroristes et assassines, comme ils le font actuellement contre la Libye. Entre-temps, ils continuent leurs préparatifs de guerre contre les États ouvriers. Ils voient que la Libye ne pourrait pas faire ce qu'elle fait sans l'existence de l'Union Soviétique. Le problème n'est pas Khadafi, mais Gorbatchev et les millions de Soviétiques. Comme l'impérialisme ne peut plus décider comment, quand, ni où il fera la guerre, il continue à vivre en menant des actions contre-révolutionnaires comme celle contre la Libye ou le Burkina, qui pour être clandestines n'en sont pas moins criminelles.

Nous appuyons la direction burkinabé. Nous appelons le mouvement communiste, révolutionnaire, les mouvements nationalistes révolutionnaires, à en faire autant. Nous appelons également les États ouvriers, et en particulier l'Union Soviétique, à intervenir par l'intermédiaire du PCUS ou des syndicats, pour soutenir la révolution burkinabé. Il ne s'agit pas seulement d'une aide militaire ou économique - qui est bien sûr importante -, mais aussi d'une intervention politique et sociale, afin que les masses du Burkina voient l'État ouvrier soviétique comme une partie d'elles-mêmes, comme leur propre instrument pour progresser et mettre en déroute l'impérialisme.

Nous appelons la direction du Burkina à promouvoir une discussion publique sur les moyens de résoudre les problèmes de l'Afrique, entre autres la sécheresse et la famine. Il faut démystifier l'aide du système capitaliste. Celui-ci vise tout d'abord à maintenir son influence et son pouvoir sur les cliques locales au pouvoir, et aussi à faire face à sa propre opinion publique qui condamne toutes les dépenses des gouvernements en armements,

(Suite page 6)

Suite de la page 1



Usine des ordinateurs de Moscou. Réunion des membres du parti à la veille du Congrès du P.C.U.S.

La IVe Internationale Posadiste intervient dans tous les pays où elle est présente avec ses sections, et aussi au plan général, pour mettre en évidence l'importance historique du progrès actuel et des changements que nous vivons et saluons en Union Soviétique, pour faire connaître et discuter le nouveau programme du PCUS, pour faire comprendre aux mouvements nationalistes, aux directions des États révolutionnaires, aux mouvements catholiques, socialistes, et aussi aux partis communistes qui se sont repliés sur des conceptions nationalistes étroites du communisme, quelle est la nature, la force d'exemple et d'impulsion de tout ce processus en Union Soviétique.

Nous croyons qu'il est nécessaire de poser concrètement de nouveaux jalons dans l'unification du mouvement communiste et révolutionnaire et progressiste dans le monde. Comme nous soutenons la proposition du camarade Gorbatchev au Congrès, de réaliser un congrès mondial pour le développement de l'économie dans la sécurité, nous proposons de faire appel à une assemblée mondiale des mouvements de libération, de progrès, de lutte anti-impérialiste pour échanger les expériences d'un bout à l'autre du monde et fixer en commun des objectifs de lutte. Nous proposons de généraliser, pour le monde entier, les congrès et réunions latino-américaines qui se sont tenues l'année dernière sous l'impulsion de Cuba pour faire face aux problèmes de la dette extérieure des pays sous-développés.

Chers camarades du PCUS, nous vous souhaitons chaleureusement d'arriver aux meilleures conclusions dans votre congrès et nous saluons, par votre intermédiaire, le magnifique peuple soviétique qui est le garant et l'espoir du progrès communiste de toute l'humanité.

Le 25 Février 1986

Le Secrétariat International  
de la IVe Internationale Posadiste.

## Le conflit Burkina Faso - Mali

Suite de la page 5

alors que la famine sévit. Mais ce qui pousse surtout les pays capitalistes à donner cette «aide», c'est leur besoin d'empêcher une plus grande influence des États ouvriers en Afrique.

Les États révolutionnaires ne peuvent pas, dans les conditions actuelles, réaliser un grand développement économique. Mais ils peuvent avancer beaucoup dans l'organisation sociale et politique, parce que les masses sont mûres pour le faire. Il faut pour cela construire le parti, et organiser les expériences des masses pour diriger la société, rompre avec toute forme de privilèges dans l'organisation sociale et économique, planifier l'économie en fonction d'un plan central et de l'étatisation de l'économie, mais en y faisant pleinement participer les masses, établir des formes de contrôle populaire sur les aides et les projets des pays capitalistes au Burkina. C'est la population et non les techniciens ou les missionnaires qui doivent tout contrôler. Au travers de l'aide qu'il fournit, l'impérialisme parvient à corrompre des chefs de tribus, des dirigeants locaux, afin de créer des difficultés au gouvernement révolutionnaire.

Il faut aussi faire appel aux masses et au gouvernement du Mali, afin de programmer en commun le développement de l'économie des deux pays, et que ce soit sur la base du programme d'étatisation et de planification économique sous contrôle populaire. Il faut proposer par exemple d'exploiter en commun - et avec l'aide des États ouvriers - les ressources minérales de la région frontalière entre le Burkina et le Mali.

Nous saluons la volonté de progrès et la décision du gouvernement de Sankara, du Conseil National de la Révolution, des Comités de Défense de la Révolution, et de toutes les masses burkinabés, de mener de l'avant le processus révolutionnaire et de ne pas céder aux pressions de l'impérialisme français et de ses alliés locaux en Afrique. Nous appelons à discuter ce programme qui est, pensons-nous, nécessaire pour faire avancer la révolution au Burkina et pour influencer le Mali, afin de résoudre ce conflit de frontières.

10 Janvier 1986

Bureau Européen  
de la IVe Internationale Posadiste.

Le 5 Mars 1986

### A L'ATTENTION DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE DE SUEDE

Chers amis et camarades,

Notre organisation, la IVe Internationale Posadiste, tient à exprimer à votre Parti et au peuple suédois sa solidarité au moment où un acte criminel vient de mettre fin à la vie courageuse d'Olof Palme. Ce crime réalisé par des professionnels à la solde de l'impérialisme mondial, ne vise pas seulement le processus démocratique de la Suède, mais le processus démocratique de toute l'Europe et du monde.

L'assassinat d'Olof Palme n'a pas eu lieu à n'importe quel moment, mais alors que d'importantes décisions sont sur le point d'être prises dans de nombreux pays d'Europe : le référendum en Espagne qui doit décider de l'appartenance ou non de ce pays à l'OTAN, les élections législatives en France, la crise dans le Parti Social-Chrétien en Allemagne, la crise du Parti Conservateur en Angleterre, pour ne citer que les situations les plus significatives.

En assassinant Olof Palme, on a voulu intimider les masses progressistes européennes et du monde. Nous sommes sûrs que les effets iront contre l'impérialisme, car pour toutes les masses progressistes, il apparaît clairement que l'on a voulu assassiner un de ceux qui ont le plus lutté pour la paix à l'intérieur du mouvement social-démocrate. Olof Palme n'avait pas d'ennemi personnel, son assassinat ne s'explique que d'un point de vue politique, et seul l'impérialisme mondial pouvait avoir un intérêt à le liquider. Les masses réagiront contre cela, et ce sera là le meilleur hommage que celles-ci rendront à notre camarade disparu.

Nous serons à vos côtés dans toutes les campagnes que vous organiserez pour empêcher l'impérialisme mondial de lancer la guerre. Nous serons à vos côtés dans la campagne contre le maintien et l'installation éventuelle de nouveaux missiles nucléaires en Europe. Nous serons à vos côtés comme aux côtés de tout le mouvement progressiste et révolutionnaire mondial pour empêcher l'impérialisme de commettre de nouveaux crimes. Olof Palme avait été présent dans toutes les batailles, condamnant entre autres l'aide ouverte que l'administration Reagan donne aux contre-révolutionnaires du Nicaragua. Le meilleur hommage qu'on puisse rendre à Olof Palme, c'est de continuer la lutte qu'il menait contre l'intervention de l'impérialisme au Nicaragua, et contre les atteintes que fait et cherchera à faire l'impérialisme dans le reste du monde.

Recevez, chers amis et camarades, nos salutations révolutionnaires, et l'assurance de toute notre affection.

Bureau Européen de la IVe Internationale Posadiste.

## La crise pour la construction du Parti dans l'état révolutionnaire du Yémen

Les médias en Europe ont présenté le conflit qui a éclaté au Yémen du Sud comme un affrontement entre deux tendances également «pro-soviétiques», se disputant pour le pouvoir, comme une sorte de révolution de palais qui allait créer un sérieux problème à l'URSS du fait de ses intérêts stratégiques dans la région. Analyse malheureusement partagée par plusieurs organisations de gauche.

Le Yémen du Sud est un État révolutionnaire qui a conquis son indépendance depuis 1969 et qui tend à se développer en tenant compte des nécessités des masses populaires, en appliquant certaines mesures socialistes. Il a cherché logiquement l'appui économique et militaire des États ouvriers pour pouvoir se défendre et garantir ces processus de transformations contre les pressions de tous les autres États arabes réactionnaires ou plus «modérés». Mais dans ce processus, comme c'est le cas dans beaucoup d'autres pays d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Amérique Latine, la difficulté la plus grande que rencontre le mouvement révolutionnaire est celle de la construction du Parti de la Révolution Socialiste, instrument indispensable pour mener le pays vers un État ouvrier, pour organiser les masses et pour appliquer un programme socialiste conséquent.

Des courants différents ont surgi au Yémen, dont celui d'Ali Nasser qui redoutait l'avance de la révolution et voulait développer plus de relations avec les autres pays arabes, moyennant des mesures de frein au processus révolutionnaire intérieur. Ce groupe a eu la main sur le gouvernement et sur différents organes de l'appareil de l'État, et a voulu également s'imposer à la direction du Parti Socialiste du Yémen, usant de violence. C'est ainsi qu'ils ont blessé Abdel Fatah Ismaël et d'autres camarades en pleine «réunion» pour régler un problème de direction politique.

Le camarade Abdel Fatah Ismaël, auquel nous rendons notre hommage fraternel communiste, a défendu les positions du progrès socialiste du Yémen et du renforcement de ses liens avec l'Union Soviétique. Même si dans ce conflit le groupe de Ali Nasser a pu chercher appui sur les relations tribales dont il est issu, ce conflit n'avait rien de tribal. Il était politique, et dès que la tendance la plus progressiste a pu prendre le dessus dans les affrontements armés, le conflit était terminé.

Les Soviétiques - dont nous ne connaissons pas les interventions antérieures pour surmonter cette crise - ont aidé à sa solution en donnant leur appui à la tendance d'Abdel Fatah Ismaël, qui est aussi celle qui a le soutien des masses yéménites, comme on a pu le voir lors de la manifestation de masses qui s'est réalisée lors de l'enterrement du camarade Ismaël.

Cette crise du Yémen du Sud met en évidence les difficultés que rencontrent les révolutionnaires dans un État révolutionnaire, sans un parti préparé pour avancer vers le socialisme. La question de la construction du parti est fondamentale. Des situations similaires vont se poser dans d'autres États révolutionnaires, elles proviennent du fait que le processus objectif est beaucoup plus mûr que la formation des directions conscientes pour le conduire.

Mais il faut souligner également que l'impérialisme a dû assister de loin à ce conflit, et qu'il n'a pas pu en profiter pour intervenir, comme il l'a fait à La Grenade, pour essayer d'écraser les forces révolutionnaires. D'une part, il doit supporter la chute de deux dictateurs, Duvalier et Marcos, qui étaient des points d'appui importants de sa politique internationale, et de l'autre, il ne peut rien faire pour empêcher qu'une crise éclatant dans un État révolutionnaire comme le Yémen, se résolve en faveur des secteurs les plus progressistes, et par un renforcement de leurs liens avec le camp socialiste.

## à cinq ans de la mort du camarade Posadas

Voilà cinq années que le camarade Posadas a cessé de vivre, à la suite d'une pénible maladie. Sa pensée, ses textes, l'exemple de sa vie de communiste intègre, restent toujours aussi vivants dans notre esprit et dans notre cœur comme dans les luttes et les créations de toute l'humanité. Il voyait loin dans ses analyses. Quand on relit aujourd'hui des textes vieux de cinq ou dix ans, il semble qu'ils ont été écrits hier. Quand il qualifiait de «régénérescence partielle» le processus de changements en cours en Union Soviétique, et dans les autres États ouvriers, les éléments et les signes de ces changements étaient à peine perceptibles. Aujourd'hui, ils s'épanouissent de plus en plus clairement, et font de l'État ouvrier soviétique le centre de plus en plus conscient qui détermine le cours de l'histoire. Le nouveau programme et le 27e Congrès du PCUS en sont des manifestations, bien qu'encore limitées par les restes de la pensée bureaucratique. Mais le comportement du peuple soviétique et celui des dirigeants de l'État ouvrier face aux épreuves historiques vont beaucoup plus loin que ce qu'expriment les documents officiels. Face à l'attaque assassine de l'impérialisme américain contre la Libye, les masses de l'URSS n'ont pas hésité à exprimer leur appui au jeune État révolutionnaire, tout en ayant bien conscience que l'impérialisme vise à déclencher la guerre mondiale à n'importe quelle occasion. Face à l'accident nucléaire de Tchernobyl, la population soviétique a réagi avec une sérénité et une capacité d'organisation très profondes. C'est l'expression de la sécurité dans le communisme, que le camarade Posadas avait si profondément senti lui-même en se faisant l'interprète des masses de l'Union Soviétique, comme dans son texte sur «le triomphe de l'humanité aux Jeux Olympiques de Moscou».

J. Posadas, au travers de son oeuvre, continue d'être l'interprète le plus conscient et le plus complet de la fonction de l'État ouvrier soviétique et des aspirations profondes de l'humanité et de son aptitude au socialisme. Il a aussi construit l'instrument pour soutenir et poursuivre cette tâche historique, la IVe Internationale Posadiste, un parti mondial pour appliquer de la façon la plus homogène le même programme, la même politique et la même conception communiste de la vie et des relations humaines, et pour agir dans tous les coins du monde comme le représentant conscient qui généralise les progrès de l'humanité et les expériences universelles de la construction de l'État ouvrier, et lutte pour l'organisation de la nouvelle Internationale qui sera le genre humain, et dans laquelle elle s'intégrera elle-même naturellement et harmonieusement.

Notre hommage au camarade Posadas est dans notre engagement total pour cet objectif, et aussi dans la résolution de poursuivre la publication et la diffusion la plus large de son oeuvre.

## Tchernobyl

### et ses conséquences

**Nous transmettons par le journal toute notre sympathie aux victimes de l'accident nucléaire de Tchernobyl. Nous saluons la population de l'Union Soviétique, les responsables politiques, les collectifs de travailleurs, les syndicats, le PCUS pour leur courage et leur abnégation face à l'adversité.**

La TV, la radio, les journaux, nous ont informés à toute heure de «la catastrophe... du cataclysme, de l'apocalypse nucléaire de Tchernobyl». Ils crient et écrivent «2.000 morts et plus... 15.000 40.000, 200.000 personnes, toute la population de Kiev (1.700.000 d'habitants) sont irradiées et condamnées au cancer. La Pologne subira le même sort... Tous ces propos délibérés pour amener les gens à déduire que l'URSS est un pays dirigé par une clique inhumaine pour qui les populations n'ont aucune valeur ; c'est le goulag... Les idées communistes sont généreuses, mais leur réalisation commence dans le sang et se poursuit sur le sang des innocents... Les communistes sont incapables d'organiser la société dans l'intérêt du peuple... En fait, mieux vaut accepter Martens-Gol, les patrons électriciens, la politique de Reagan, sinon nous risquons de mourir communistes irradiés ! Voilà le sens de ces informations.

Nous ne voulons pas minimiser l'importance de l'incendie de la centrale nucléaire de Tchernobyl. C'est la première fois que l'homme perd le contrôle de l'énergie nucléaire à usage pacifique. Cet accident met en évidence une série de points : aucune technique n'est parfaite, et il faut toujours rechercher de nouvelles protections, arriver à mieux maîtriser l'atome, adopter une technique d'inter-

vention en cas d'accident. Il faudrait aussi pouvoir concentrer tous les acquis, les connaissances et les secours au niveau de la planète.

Dès que l'accident est survenu à Tchernobyl, les travailleurs, les pompiers ont été appelés pour intervenir, pour dégager les 299 blessés et les 2 morts (aujourd'hui il y a 10 décès). Ils ont travaillé jour et nuit. Il n'y avait pas de fusil dans leur dos, seule la conscience sociale les stimulait dans leur tâche. Au bout de deux jours, les travailleurs établirent un roulement grâce à des techniciens volontaires venus d'ailleurs. A Tchernobyl, ville distante de 18 kms de la centrale (distance de Liège à Tihange), le conseil municipal, les responsables politiques se sont réunis à 4 heures du matin, trois heures après l'accident. Les relevés de la radioactivité ambiante indiquaient une intensité proche de la normale. Ils prirent la décision d'aider activement les pompiers, de soigner les blessés avant leur transfert. Ils avertirent la population et à 10 heures du matin tous les citoyens étaient au courant. Par mesure préventive, les populations commencèrent à être évacuées le lendemain, et cela dans un rayon de 30 kms. Le 5 Mai, 48.000 habitants et 40.000 têtes de bétail étaient entièrement évacués et répartis dans 4 districts. Les gens sont suivis en permanence par les médecins. L'alimentation et les animaux sont strictement surveillés, et les produits suspects sont éliminés. La population a montré sa confiance dans la structure de l'État ouvrier. Personne n'a été laissé pour compte comme à Three Miles Island ou à Bhopal.

(Suite page 2)

# Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste  
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière  
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.  
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de  
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -  
1050 Bruxelles.

23e année

numéro 368

mai 1988

10 Francs

## POUR UNE ISSUE ANTICAPITALISTE DANS LES LUTTES ACTUELLES

### ÉDITORIAL

**POUR LE RÉTABLISSEMENT DE TOUS LES ACQUIS SOCIAUX !**

**POUR UN FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS WALLONS  
ET FLAMANDS !**

La grève générale des services publics du 6 Mai, la grève des mineurs du Limbourg et les mobilisations des jeunes, sont une démonstration éloquentes que les travailleurs de ce pays résistent à la politique de régression sociale du gouvernement Martens VI. Les travailleurs en ont assez de faire les frais de la crise du système capitaliste.

Cette grève de 24 heures est un avertissement de la part du mouvement ouvrier. Mais le gouvernement Martens ne va pas reculer après 24 heures de grève seulement. Il faut être bien conscient qu'il prépare ses batteries pour affronter le mouvement ouvrier. Un mouvement national, interprofessionnel de la classe ouvrière mettrait en question de façon radicale le pouvoir capitaliste représenté par ce gouvernement.

Cette grève des services publics se situe dans un contexte de luttes sociales qui ne se sont jamais interrompues en Belgique. 20.000 mineurs du Limbourg font grève pendant un mois pour défendre leur droit au travail, avec l'appui des autres couches de la population de la région. Les travailleurs de la FN se sont mobilisés pendant plusieurs semaines. Il y a un ras-le-bol général. Parmi les jeunes également. Même les jeunes lycéens subissent les conséquences de la politique réactionnaire du gouvernement.

La grève du 6 Mai est une démonstration de force du mouvement ouvrier dans son ensemble, et pas seulement des entreprises publiques. Elle est organisée en front commun syndical et à échelle nationale. Elle a été imposée aux directions syndicales, tant FGTB que CSC, par la volonté de combat des travailleurs. Cette mobilisation est une nécessité pour défendre les acquis sociaux des travailleurs, et pour regagner ce que le capitalisme nous a déjà pris. Ce doit être une étape dans la riposte de toute la classe ouvrière aux plans gouvernementaux et à ceux du grand patronat. Il ne faut en aucun cas se contenter d'une action d'avertissement. Il faut établir un programme de revendications communes entre le secteur public et le secteur privé pour unifier les luttes et leur donner une perspective anti-capitaliste, et pas seulement proposer de «négocier avec le gouvernement».

A une étape antérieure, il était encore possible de faire des actions de grève pour obtenir de nouvelles conquêtes du pouvoir capitaliste. Le capitalisme avait les moyens de faire quelques concessions, de supporter des arrêts de travail, et ensuite de négocier certaines revendications avec les directions syndicales. Mais

aujourd'hui, toute revendication, même salariale, ou même apparemment sectorielle, met en cause le pouvoir capitaliste, parce que c'est ce gouvernement qui centralise la défense des intérêts des banques, des entreprises capitalistes privées, et qui soumet de plus en plus les entreprises publiques à ces intérêts capitalistes privés.

Les directions syndicales, tant FGTB que CSC, sont coincées dans leur politique réformiste. Même ainsi, le pouvoir capitaliste cherche à attaquer tous les droits et les statuts syndicaux, avec les nouvelles lois sur le fonctionnement des conseils d'entreprises. Il y a de moins en moins de possibilités de conciliation, de négociation, de faire des accords de paix sociale.

Mais d'un autre côté, le gouvernement Martens VI ne parvient pas à appliquer toutes les mesures qu'il voudrait contre les travailleurs, parce que ceux-ci lui opposent une résistance déterminée, partout dans le pays, et dans de très nombreux secteurs : jeunes ou vieux, wallons ou flamands, secteur public ou entreprises privées. Il y a une grande solidarité dans la population exploitée, entre wallons et flamands, entre belges et immigrés. Lorsque la délégation des mineurs du Limbourg est venue au meeting des cheminots à Bruxelles, elle a été accueillie avec des ovations. Dans les manifestations en appui aux mineurs à Hasselt, les délégations de travailleurs de la FN et d'autres entreprises métallurgiques étaient reçues dans l'enthousiasme. Chez les travailleurs, il

(Suite page 2)

## Sommaire

J. POSADAS

**LA RELIGION, LE PROGRÈS  
SOCIAL DE L'HISTOIRE  
ET LE SOCIALISME**

Voir page 3

**L'AGRESSION DE  
L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN  
CONTRE L'ÉTAT  
RÉVOLUTIONNAIRE DE LIBYE**

page 5

## POUR UN FRONT DE LA GAUCHE ET LE RENFORCEMENT DU FRONT COMMUN SYNDICAL CONTRE MARTENS VI ET LE CAPITALISME !

n'y a pas de différence entre wallons et flamands, belges et immigrés. Ce sont les appareils syndicaux qui ont peur de mettre toute cette force en route et qui empêchent qu'elle s'exprime pleinement. C'est pour cela qu'ils maintiennent les luttes région par région, entreprise par entreprise, secteur public d'un côté, secteur privé de l'autre. Et surtout, ils ont peur de mettre en question le régime capitaliste.

Dans toutes les mobilisations et les grèves, il faut défendre les revendications immédiates, les acquis sociaux. Mais il faut aussi discuter la nécessité d'un programme anti-capitaliste, sans quoi n'importe quelle revendication est rapidement récupérée, une augmentation de salaires est absorbée par l'augmentation des prix, une réduction des heures de travail est rattrapée par l'augmentation des cadences. Et c'est de nouveau la classe ouvrière qui paie.

Il est donc fondamental de discuter un programme remettant en cause le régime capitaliste lui-même : la lutte pour le rétablissement de l'index, pour des salaires décents, pour les 35 et 32 heures sans perte de salaires, pour le partage du travail entre tous, sous contrôle ouvrier et sans perte de revenus est toujours indispensable. En même temps, il ne faut pas en rester à ces positions défensives, mais discuter un programme pour sortir de cette crise capitaliste : une remise en question du pouvoir du régime capitaliste, par la nationalisation sous contrôle ouvrier des banques, de l'énergie, et de tous les secteurs clés de l'économie belge, par la planification économique en fonction des besoins de la population, et non des profits capitalistes, par l'élargissement des services publics et pour que ceux-ci servent entièrement à satisfaire le public.

Pour lutter contre Martens VI et pour ce programme, le mouvement ouvrier a besoin d'un relais politique. Les travailleurs s'opposent dans les entreprises aux conséquences de la politique du gouvernement, mais il leur est impossible de régler les problèmes au niveau national, d'unifier les revendications et d'en faire un programme global politique pour résoudre tous les problèmes du pays.

Les intérêts des travailleurs et de toutes les couches exploitées du pays, des chômeurs, des jeunes, des immigrés et des femmes, ne sont pas défendus, ni au niveau du Parlement, ni au niveau du pouvoir politique. Le gouvernement est formé d'une coalition de partis de droite, auxquels l'ensemble des travailleurs n'a pas donné son appui. La politique social-démocrate et réformiste du PS-SP ne lui a pas permis d'avoir une force électorale suffisante pour s'imposer. Certains travailleurs donnent encore leur confiance au CVP parce qu'il n'y a aucune alternative de gauche. Mais il n'y a pas que le parti socialiste comme force de gauche dans ce pays. Au lieu de critiquer les écolos pour avoir fait alliance avec la droite, comme le fait Philippe Moureaux, le PS ferait mieux de proposer à la discussion un programme anti-capitaliste, pour chercher à unifier la gauche, y compris les écolos.

Les écolos recueillent les voix d'un électoralat de gauche qui n'est pas attiré par le PS ou le PC. Comme les grands partis ouvriers PS-SP ne proposent pas d'alternative sociale, ils n'attirent que les travailleurs qui votent traditionnellement socialiste.

La droite a retrouvé une majorité électorale représentée au gouvernement, non pas parce qu'elle est forte, mais parce que la gauche n'est pas unie sur la base d'un programme contre le capitalisme, contre la propriété privée.

Au travers du front commun syndical, les travailleurs des services publics ont démontré toute leur force et leur détermination. L'unification des forces syndicales correspond aux aspirations des travailleurs. Il en est de même au niveau politique. Beaucoup de travailleurs chrétiens votent encore PSC et CVP parce qu'ils ne voient pas de perspective ailleurs et parce qu'ils ne sont pas convaincus par d'autres propositions. Mais à part le PS et le SP, il existe d'autres organisations de gauche et révolutionnaires qui n'ont peut-être pas de représentants parlementaires, mais qui agissent sur le terrain des luttes ouvrières, et dont il est indispensable de tenir compte : le Parti Communiste, le PTB, le POS, et les Posadistes.

La préoccupation des travailleurs et de beaucoup de militants syndicaux partout dans le pays est la suivante : faire tomber Martens-Gol ! D'accord ! Mais comment ? Et ensuite, par quoi le remplacer ? L'expérience de la grève de 60-61 resurgit à la mémoire de tous, mais actuellement, les travailleurs ne se laisseront plus mener sur une voie de garage fédéraliste, comme André Renard a pu le faire à cette époque. Pour renverser Martens-Gol et le remplacer par un gouvernement qui prenne en charge les intérêts des travailleurs et de toutes les masses exploitées du pays, il faut changer le PS-SP, il faut créer une organisation chrétienne dans laquelle les travailleurs chrétiens de gauche se sentent à l'aise.

Le 26 Avril, l'Agence Internationale à l'Énergie Atomique siégeant à Vienne, a été avertie par télégramme. Son directeur général, Monsieur Blix, le confirme. Cela veut dire que tous les États membres ont été aussitôt avertis. L'URSS a fait appel à la communauté internationale et il y eut des réponses de 15 pays, et notamment de médecins américains spécialistes dans la greffe de la moelle osseuse.

Les médias soviétiques ont comme principe de ne pas chercher le sensationnel. On ne montre pas une petite fille en train de mourir dans une mare d'eau, comme ce fut le cas à Armero en Colombie. De même, on ne montre pas les brûlés de la centrale nucléaire. Cela n'est pas de l'information, mais un détournement de la réflexion générale par un détail.

Un nuage radioactif se propage dans l'atmosphère et atteint un certain nombre de pays, dont la Belgique. Les compteurs Geiger de la Protection Civile n'enregistrent aucune augmentation significative de radioactivité. L'IRM, équipé d'appareils ultrasensibles, enregistre une infime augmentation. Cette variation n'a aucune incidence sur la vie. Aucun scientifique dans le monde n'a exprimé catégoriquement que ce nuage représentait un danger. Seuls les politiciens, les médias, ont inventé une radioactivité dangereuse pour la vie. Mais si elle était aussi dangereuse, pourquoi d'un côté faire courir le bruit du danger de consommer les épinards frais, et de l'autre ne pas interdire la congélation de ces mêmes légumes ? Les paysans doivent vendre à des prix dérisoires, notamment à la mul-

Suite de la page 1

## EDITORIAL

Une unification de la gauche est indispensable pour atteindre cet objectif avec un programme anti-capitaliste minimum :

\* Rétablissement de tous les acquis sociaux et de l'index !

\* Blocage des prix ! Augmentation des salaires !

\* Contre le chômage : partage du travail entre tous avec contrôle ouvrier !

\* Nationalisation des banques et des holdings : Société Générale, BBL, Krediet bank !

\* Nationalisation de l'énergie et des secteurs clés de l'économie, et planification de l'économie en fonction des besoins des gens !

\* Développement et extension des services publics gratuits pour tous : enseignement, soins médicaux, transports en commun !

L'initiative du PS de faire des accords avec la FGFB est une arme à double tranchant : d'une part l'objectif des dirigeants socialistes est de tenter de museler la FGFB et les militants syndicaux membres du PS dans la ligne politique du parti, d'autre part les militants les plus actifs dans cette action sont les délégués syndicaux FGFB - socialistes qui veulent faire peser au sein du PS l'opinion des travailleurs, et qui veulent mener une lutte effi-

cace contre le gouvernement. Simonet a quitté le PS, mais il reste encore des gens de droite en son sein. La création, l'extension et le développement des sections socialistes d'entreprises sont un moyen qui permet de les éliminer et de faire peser l'opinion de la classe ouvrière sur sa politique, son programme et son organisation, afin « qu'il ne reste pas au balcon », ou qu'il ne gère pas la crise dans la même conception capitaliste que la droite, mais avec une coloration plus « sociale ».

Les meetings communs PS-FGFB doivent se poursuivre et s'étendre aux autres formations de gauche. Il ne faut pas s'arrêter aux quelques meetings réalisés. Il faut faire de ces meetings des assemblées-débats où tous les militants puissent s'exprimer. Jusqu'à présent, seuls les dirigeants ont parlé...

L'expérience du gouvernement de gauche en Espagne, en France, au Portugal, est très présente dans la tête des militants socialistes. Il ne suffit pas d'avoir un meilleur programme social, d'améliorer les conditions de vie et de travail des plus démunis, ni même d'avoir nationalisé une partie des banques et des grandes entreprises comme en France. Il est indispensable de remettre en cause la conception capitaliste de l'économie, de changer les structures de l'État. L'expérience du gouvernement de gauche en France démontre qu'avec les socialistes au gouvernement, il est possible d'obtenir certaines réformes sociales, mais pour que la gauche reste au pouvoir, le PS doit s'unir à toutes les forces politiques qui sont à sa gauche et s'appuyer sur la force du mouvement ouvrier pour un programme anti-capitaliste.

le 17 Mai 1986.

## TCHERNOBYL ET SES CONSEQUENCES

Suite de la page 1

tionale Unilever (Iglo). Nous voyons bien qui a intérêt à maintenir cette psychose.

Une partie de la Pologne a subi un taux de radioactivité supérieur à la normale, mais sans atteindre aucun seuil critique. Et nous voyons tous les suppôts de Solidarnosc parler de la nouvelle disette. Les radios occidentales diffusent constamment vers la Pologne des nouvelles alarmistes pour inciter les gens à acheter de grandes quantités d'aliments de manière à perturber l'économie et donner l'impression d'un manque alimentaire. Le gouvernement polonais a invité les autorités scientifiques des pays occidentaux à venir sur place pour contrôler la véracité des faits. En réponse, le silence de bois est venu de l'Ouest.

Malgré les examens négatifs sur les fruits, légumes et viandes venant des pays de l'Est, y compris la Yougoslavie, la CEE en a interdit l'importation. La politique américaine vise à réduire et même à supprimer le commerce avec les États ouvriers, les États révolutionnaires, les États rebelles à l'impérialisme. Toutes les occasions sont bonnes pour avancer une politique de rupture. La Pologne rembourse sa dette aux banques capitalistes en exportant une partie de son élevage de chevaux. Elle devrait répondre par un gel des remboursements jusqu'à la levée des restrictions.

Mais, d'un autre côté, les gouvernants occidentaux voudraient bien atténuer cette campagne anti-soviétique hystérique. Les populations occidentales demandent des comptes sur les centrales de ces pays.

En Belgique, plus de 2.300 incidents nucléaires se sont produits en 1985. Cela va

de la petite fuite dans les centrales à l'émission de gaz radioactifs dans l'atmosphère, au déversement d'eau contaminée dans la Meuse et dans l'Escaut. Mais aucun responsable politique n'a dit qu'il ne fallait pas manger les poissons de ces eaux, ni s'y baigner. On a fait travailler, dans des endroits exposés à la radioactivité, par le biais de sociétés d'intérimaires, des immigrés ignorant totalement le danger. Ils restaient là pendant une courte période. Ainsi, le cheptel humain se renouvelle. Et si plus tard ces hommes sont malades, ils ne savent pas pourquoi. Les gouvernants belges ont montré leur incapacité d'établir des mesures de sécurité pour nos populations. Qu'en sera-t-il à la suite d'une guerre nucléaire ? Leurs projets de participation à la guerre des États-Unis nous condamnent à périr, soit par les explosions atomiques, soit par la radioactivité. C'est de ces vérités que nos dirigeants ont peur. Mais ils retomberont vite sur leurs pattes en inventant de nouveaux impôts pour offrir des subsides aux patrons électriciens, pour une soi-disant meilleure sécurité.

Malgré tout ce nuage anti-communiste, le capitalisme n'arrivera pas à supprimer de la tête des gens qu'il est responsable de la réduction du pouvoir d'achat, de l'augmentation du chômage et de la misère, de la pollution (Vilvorde, Hoboken, Willebroek, etc...) La bourgeoisie n'arrivera pas à faire croire que l'installation des Cruise à tête atomique et chimique, la participation à l'IDS, la vassalisation envers l'impérialisme américain, sert à nous protéger. Cela sert à préparer une guerre ou Tchernobyl ressemblera à une piqûre d'épingle.

Le 19 Mai 1986.

Il faut analyser le problème de la religion par rapport à l'actualité, afin de déterminer notre attitude, celle des États ouvriers et des partis communistes, dans le développement par lequel se fait la lutte de classes.

Considérant la fonction et le développement de la religion à cette étape de l'histoire, la conduite que le mouvement communiste et la gauche doivent adopter est une conduite d'alliés et d'ennemis, ceci parce que la structure de l'église est ennemie, alors que sa base est alliée à la lutte pour les transformations sociales.

Dans l'église comme dans n'importe quelle autre organisation, le principe de la lutte de classes s'exprime : les gens agissent en fonction de la nécessité sociale. La religion est un recours qui, à une étape antérieure, était celui de la conscience, et qui postérieurement s'est transformé en un recours artificiel et social. On ne peut mesurer la fonction de la religion qu'en fonction du niveau de la lutte de classes, chose qu'on peut voir par les effets de celle-ci sur les couches dirigeantes de l'église en général, qu'elle soit catholique, juive, musulmane ou autre.

L'organisation de la religion se développe en même temps que les luttes sociales et le progrès social : face au Pape se trouvent l'URSS, la Chine, Cuba, l'Angola, ainsi que les pays qui, surgissant d'une arriération ancestrale, résolvent les problèmes sur la base de la programmation de l'économie, l'expropriation de la propriété privée. Ils éliminent le plus important de la propriété privée, et programment la production sur la base de l'intervention des gens à la direction de la société.

Sans attaquer la religion, ni les préceptes religieux, ni les principes, ni les fins religieuses, les gens s'éduquent sur la base de ce programme, et voient que le principe de la vie est uni à l'intervention dans l'économie, la direction, la distribution. Ils voient que la culture, l'art et la science - qui se manifestent d'une façon inégale mais qui de toutes manières expriment le développement de l'intelligence -, leur permettent de connaître, de savoir, et de ne pas dépendre du hasard ou d'un processus qu'ils ne peuvent déterminer. Avec la culture, la science, et l'art dans une moindre mesure, les gens sentent qu'ils développent la capacité d'organiser l'économie et de prévoir.

L'économie, les phénomènes du temps - astronomiques, météorologiques et autres -, les problèmes de la relation avec la nature et le cosmos, tout ce que l'être humain peut organiser et prévoir, élèvent sa capacité à déterminer la conduite humaine face au temps, et plus que cela, la conduite sociale. L'être humain peut déterminer socialement ce qui est meilleur pour lui, et il le voit dans les États ouvriers.

Le capitalisme accuse les États ouvriers d'être des «expropriateurs, des exploités et des couches de patrons», mais les gens voient que là-bas il n'y a pas de chômage, pas de faim, pas de misère, il n'y a personne vivant dans la rue. Même si ces pays ont quelques conflits limités, comme en Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie, les gens voient qu'ils réalisent de toutes façons un progrès immense. Ils voient que ces pays sont partis d'une arriération très grande, de structures semi-féodales, et qu'ils sont passés directement à construire des relations qui leur permettent de développer l'économie et l'intelligence des gens, la capacité artistique, la capacité culturelle.

Les gens voient cela et se développent en fonction de cette expérience, et ce développement répond à l'inquiétude et à la préoccupation qui ont donné naissance à la religion : pourquoi sommes-nous là ? Comment vivons-nous ? Comment faisons-nous ? De quoi dépendons-nous ? Un conducteur du sen-

## J. Posadas LA RELIGION, LE PROGRES SOCIAL DE L'HISTOIRE ET LE SOCIALISME

timent et de la conscience est-il nécessaire, ou faut-il intervenir dans la société qui organise les sentiments et la conscience ? La société organise la conscience et le fait intelligemment. On le voit dans le comportement des gens : ils suivent la religion et les préceptes religieux, mais quand ils doivent décider socialement, ils le font en fonction de la nécessité de la lutte de classes. Un tel comportement est chaque fois plus large, c'est pour cela qu'il y a de moins en moins de force religieuse organisée, et moins de poids de la religion sur les gens. Ce processus existe avec n'importe laquelle des religions.

L'élévation des gens est déterminée essentiellement par l'existence des États ouvriers. Ils voient qu'il n'y a pas de problèmes sociaux, économiques, culturels, scientifiques, humains, dans les États ouvriers, et qu'il s'y trouve au contraire un grand développement. Des peuples arriérés comme l'étaient ceux de la Russie à l'époque des Tsars, sont après 63 ans les plus avancés du monde. Et tout cela n'est pas la conséquence de la peur, de la dépendance de l'être humain par rapport au ciel, à la terre ou au temps, mais la forme consciente de l'être humain pour organiser la vie. Ceci impulse les gens à la résolution d'intervenir dans les luttes sociales, en fonction des nécessités sociales déterminées par la participation directe de l'être humain dans les rapports sociaux.

Les gens voient, jugent, analysent, et ne se sentent pas dépendants d'une influence, quelle soit orale, écrite, sentimentale ou mentale, ou d'un calcul provenant du manque de connaissance sur l'endroit où nous allons, ou ce qu'il y a après le monde. L'arrivée de l'être humain sur la Lune a retiré à la religion 40% de sa force. La naissance de l'enfant dans l'espace projetée en même temps que la naissance sous l'eau lui a enlevé encore 20%. Et unie à cela, il y a l'influence que signifie l'intervention des masses arriérées de Chine, de Russie, du Mozambique, de Cuba, d'Éthiopie, qui ont impulsé des pays féodaux à devenir des États ouvriers. En Éthiopie, la base de la connaissance scientifique était déterminée par le Négus, et toutes les relations entre la terre et les astres avec l'être humain et dieu étaient basées sur la conception que la terre était carrée. Cela a développé chez l'être humain le sentiment d'être enfermé parce qu'il ne pouvait rien décider. C'était le ciel qui décidait, et le Négus représentait le ciel.

Les masses d'Éthiopie n'ont rien cru de cela. Elles ont cru à Lénine et ont vu la possibilité d'éliminer le Négus. Celui-ci donnait à manger de la viande spéciale aux lions, aux chiens et aux chevaux sélectionnés qu'il possédait. Il utilisait un personnel immense pour le maintien de ces animaux. En même temps, à quelques

distances du palais du Négus, les gens mouraient de faim dans les rues parce qu'ils n'avaient rien à manger.

Toutes les bases de la connaissance scientifique, du développement social, démontrent qu'il n'y a pas de place pour une perspective obscure comme celle qu'a été l'Éthiopie du Négus. Le mystère de l'économie est essentiellement une des bases de la religion, parce que les gens ne savent pas ce qu'est l'économie. Celle-ci dépend de l'aveuglement du marché, alors les êtres humains n'ont pas le pouvoir d'organiser, de diriger, de contrôler ou de déterminer le cours de la vie et de l'économie. Par contre, il y a maintenant les États ouvriers qui font des plans et les mènent de l'avant. Là où les plans ne s'accomplissent pas, comme en Chine, en Roumanie ou en Yougoslavie, cela vient de la bureaucratie dirigeante que le capitalisme cherche à impulser.

La presse bourgeoise parle maintenant des grèves en Pologne. Par contre, elle ne dit rien lorsque le Pape s'est trouvé en Pologne face à presque un million de personnes, et qu'il n'a même pas pensé à dire qu'il était en dissidence avec l'État ouvrier, ou à demander la liberté pour les gens et pour l'économie, parce que s'il le disait, les Polonais le mettaient dehors.

### LA RELIGION NE DÉTERMINE PLUS LA CONDUITE DES GENS

Pour intervenir, il faut considérer le progrès de la lutte de classes et son influence sur la religion et les croyants. Mais le développement des États ouvriers influence puissamment les masses religieuses du monde. Par exemple en Italie, la Démocratie-Chrétienne perd constamment des forces parmi sa propre base, et surtout parmi les jeunes qui s'incorporent à la lutte sociale. Aucun d'entre eux ne s'incorpore à la Démocratie-Chrétienne. Ceux qui le font représentent un pourcentage minime, le reste va vers les commu-

(Suite page 4)

## VIVE LE 8<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE



## DE LA REVOLUTION EN AFGHANISTAN

Les tribus frontalières se rallient au gouvernement dans une grande assemblée

( Loya Jirgah des tribus frontalières)

# LA RELIGION, LE PROGRES SOCIAL DE L'HISTOIRE ....

Suite de la page 3

nistes, les socialistes ou les groupes. C'est pour cela qu'aux dernières élections, il y eut 17% - quelques 7 millions de personnes - qui se sont abstenus, ont voté blanc, ou ont écrit sur le bulletin. Ces votes ne venaient pas de la bourgeoisie, mais d'une grande quantité de jeunes qui ne se sont pas sentis attirés, et n'ont pas trouvé une réponse de la part des communistes ou des socialistes. Le même processus existe dans le monde entier.

La religion n'est déjà plus ce qui détermine la conduite des gens, mais plutôt la conception basée sur l'expérience de la lutte de classes. Et les gens voient que la lutte de classes se développe dans le monde, dirigée par les États ouvriers. C'est le rapport mondial des forces qui détermine la conduite des gens, et non la croyance religieuse. La croyance religieuse se concentre chaque fois plus dans de hauts cercles. C'est dans ce sens qu'il faut tenir compte de deux aspects différents : l'un est la croyance religieuse et l'autre la structure politique de l'église au service du capitalisme. Une chose est la structure de l'église et une autre les gens qui assistent au rite religieux.

La connaissance, qui se développe de façon ininterrompue pour pouvoir calculer les processus météorologiques ou astronomiques, permet aux gens de ne pas dépendre des phénomènes naturels, mais au contraire de prévoir leurs effets et leurs conséquences. De cette manière, les gens comprennent que ce n'est pas la prière qui détermine de tels processus, mais qu'il s'agit de problèmes de la nature qu'il faut étudier. L'économie apparaissait comme un mystère, qui faisait partie de la vie, et donnait ainsi les fondements au mystère de la religion. Alors la religion surgit parce que la vie apparaît mystérieuse, et dieu guide ce mystère. Aujourd'hui, les gens apprennent qu'il n'en est pas ainsi, et cela donne lieu au surgissement d'une couche immense d'origine religieuse qui n'est plus militante de la religion, mais qui croit encore à la nécessité d'une certaine réglementation de la vie humaine. Ils voient la barbarie qui existe, et l'État ouvrier n'a pas encore gagné l'autorité suffisante pour les attirer.

Dans les couches religieuses, il existe une séparation entre la conduite syndicale, politique, sociale, l'accomplissement des tâches religieuses. Les gens vont à l'église et font leurs prières, mais aussitôt sortis, ils font la grève et votent pour les communistes. Ceci n'est pas le produit d'une influence passagère, mais une conduite que les gens adoptent parce qu'ils voient que l'État ouvrier est le seul pays à résoudre tous les problèmes, non seulement ceux qui concernent le temps et l'espace, mais aussi les problèmes de la terre. De cette manière, il apparaît qu'on peut produire tout ce qui est nécessaire, que l'économie n'est pas un mystère, ni même la crise et le chômage. Tous ces problèmes sont le produit de la direction capitaliste. Les gens élèvent alors leur compréhension de la nature des problèmes sociaux et dépendent donc moins de la religion.

L'une des origines de la religion a été la relation entre la vie et la mort, entre la nécessité et la possibilité de répondre à la nécessité, entre le développement de la vie et le passage de l'animal à l'être humain, qui par la suite s'est donnée une forme plus organisée à travers le mystère de l'économie.

Tous ces facteurs - la vie et la mort, la relation avec la terre, les phénomènes naturels, le problème de l'âme -, sont des bases de la création de la religion, qui à travers l'existence de l'âme essaie de maintenir la possibilité d'une survie. «L'âme continue à vivre et monte au ciel» : ceci constitue une trame de l'église qui a pu surgir du fait du manque de connaissance qui existait alors, par un élément qui se présentait comme un mystère. Qu'est-ce qui se passe après la vie ? L'église a recouru à cette situation et l'a transplantée dans une catégorie de vie qui continue après la mort, mais au ciel. Il faut avoir pour cela la conduite qui permet d'aller au ciel, et cette conduite est déterminée par l'église, qui le fait en même temps en fonction de l'intérêt de la propriété privée.

Le développement de la lutte de classes, des États ouvriers, a donné l'assurance à l'humanité, qui ne sent pas la mort individuelle ou d'une personne proche comme un motif d'éloignement de la préoccupation de la vie. Les gens continuent à vivre, et personne ne se sent plus prostré par la mort d'un parent : «il est mort, mais il faut continuer à vivre...»

Les masses religieuses du monde s'élèvent au-dessus de la soumission à la direction ecclésiastique. Elles sont religieuses mais non ecclésiastiques. Elles ont un sentiment de croyance, que ce soit en dieu ou en une forme extraterrestre, mais elles agissent d'une façon toujours plus régulièrement accentuée, d'un point de vue social, en fonction de la nécessité du progrès de la vie qui n'est pas religieux. Le progrès de la vie se fait au moyen des transformations sociales, et avec l'intervention des masses.

Au nom de dieu, il y a encore une énorme quantité de curés, de popes, d'ayatollahs, ou autres, qui meurent dans la lutte pour défendre la répartition des terres. Par exemple au Nicaragua, au Salvador, en Bolivie, en Argentine, au Brésil, un grand nombre de prêtres de haute catégorie lutte pour la défense de la terre des paysans, pour le droit des ouvriers, de ceux qui n'ont pas de maison. En participant à la défense de ces droits, ils sont assassinés. Ils le font au nom de dieu, ce qui indique que l'influence sociale est plus puissante que la limitation culturelle qui détermine la conception religieuse.

Il faut impulser l'intervention des masses religieuses, et très bientôt, d'ici peu d'années, nous allons trouver qu'il n'y a aucun besoin de facteurs étrangers à la relation humaine : c'est la relation humaine qui détermine tout. Il faut rendre les moyens plus faciles pour l'intervention des masses religieuses, des catholiques, des musulmans, des juifs, mais ces derniers à un degré inférieur dû à la caste dirigeante et au peu de poids qu'ils ont. De cette manière, les masses religieuses vont faire l'expérience. On ne doit pas poser comme condition que la religion est «l'opium des peuples». Nous sommes d'accord avec ce qu'a signalé Marx, mais en fonction d'une série de conditions et d'opportunités, nous passons de là à utiliser l'opium contre le capitalisme. Pour les hautes sphères de la direction de l'église, on maintient que «la religion est l'opium des peuples». Par contre, le croyant ne se comporte pas comme quelqu'un ayant subi l'opium, mais comme un dynamisateur révolutionnaire qui tend à transformer la société, parce que l'expérience qu'il fait se situe dans la vie et qu'il l'applique dans la vie.

## LA CONDUITE DE LA DIRECTION DE L'EGLISE ET DES MASSES RELIGIEUSES

Il y a une immense partie des masses qui continue à être catholique, et qui a une certaine croyance. Mais leur conduite sociale se caractérise par la lutte pour le

progrès. Le mouvement communiste, les États ouvriers, la gauche en général, et nous-mêmes, avons besoin de comprendre comment intervenir tactiquement dans ce



Les masses catholiques du Nicaragua ont chassé Somoza

processus. Nous avons déjà adopté une conduite en Iran, ce qui est une très bonne expérience.

Il faut apprendre à comprendre les mouvements religieux, ne pas leur imposer de laisser de côté le sentiment religieux, ou leur dire que la religion est «l'opium des peuples». En tant que structure et principe, la religion continue à être l'opium du peuple, mais elle n'exerce déjà plus cette fonction. Le processus mondial de la lutte de classes dépasse toutes ces limitations, de telle façon que l'opium n'a socialement aucune force historique. C'est un petit opium qui est le refuge des grands capitalistes ou des secteurs capitalistes intermédiaires, mais non celui des gens.

La preuve de tout cela se trouve dans l'attitude du Pape qui doit s'adapter au processus de la lutte de classes. Ce n'est pas la lutte de classes qui doit s'adapter au Pape. Celui-ci s'accommode à chaque pays qu'il visite, ce qui signifie qu'il prépare des discours, des analyses, et qu'il prend des attitudes différentes à chaque fois. Mais tout ce qu'il fait part d'un principe : il ne peut prendre la religion comme conducteur, comme juge pour imposer aux masses de se soumettre à celui qui commande. Au contraire, elle doit apparaître comme juge de celui qui commande, même superficiellement, elle doit juger le capitalisme et non l'État ouvrier.

Il faut évaluer ce Pape et comparer la structure actuelle de l'église à celle qu'elle avait auparavant. Le Pape ne s'anime pas à attaquer directement les États ouvriers, il doit le faire d'une façon indirecte ou figurée, cachée, parce que sinon il n'aurait pas l'appui des gens, et que l'État ouvrier est une puissance économique, sociale, culturelle, scientifique et artistique. La puissance artistique est moindre, mais la puissance culturelle et scientifique est très supérieure.

Le Pape est parti en voyage pour maintenir l'influence de l'église. Il suffit de voir les derniers événements dans le monde pour se rendre compte qu'ils vont tous contre la hiérarchie de l'église, que ce soit le Nicaragua, le Salvador, le Brésil, la Bolivie. C'est pour cela que le Pape essaie de maintenir l'autorité et de s'adapter au processus actuel de l'histoire. Il n'a pu défendre nulle part ouvertement le système capitaliste, les propriétaires, soutenir la lutte contre l'URSS, ou dire que les États ouvriers sont des assassins. Il n'a même pas pu attirer l'attention des masses pour qu'elles s'opposent aux États ouvriers. Et quand il a dû défendre la propriété privée, il a dû le faire d'une façon très générale. Cela indique la maturité du monde et des gens, qui sont allés l'écouter, qui l'ont pris comme point d'appui contre les gouvernements de chaque pays, comme cela s'est produit au Mexique et au Brésil. Ils ne se sont pas dérangés pour appuyer le Pape, mais pour manifester leur opposition aux gouvernements de ces pays.

L'église sent qu'elle perd de l'autorité et de la force sociale parmi sa propre base et même parmi les cadres moyens et plus élevés. Au Nicaragua, des ministres sont des prêtres. En Iran, des ayatollahs interviennent en approuvant des mesures d'organisation de la production et des relations qui sont anti-capitalistes. Et cela ne sert pas à «contenir la clientèle», mais est impulsé par la conviction. Une grande partie des secteurs de l'église accepte le fait que pour progresser, il faut faire des transformations sociales.

(Suite page 6)

Résolution du Bureau Européen de la IVe Internationale Posadiste :

## L'agression de l'impérialisme américain contre l'état révolutionnaire de Libye

La IVe Internationale Posadiste exprime toute sa solidarité aux masses et à la direction révolutionnaire de Libye, et à toutes les victimes civiles ou militaires de cette nouvelle action terroriste de l'impérialisme yankee. Cette action assassine avait pour objectif de liquider Kadhafi, de frapper le peuple libyen et d'impulser le retour au pouvoir des vieilles couches féodales et bourgeoises délogées par la révolution en 1969.

C'est aussi un acte de revanche, aussi criminel que désespéré, des secteurs les plus réactionnaires de l'impérialisme au travers du fantôme de Reagan, pour reprendre l'initiative après la réunion de Genève entre Gorbatchev et Reagan, qui avait acculé l'impérialisme à proposer des mesures réelles de désarmement nucléaire. En frappant la Libye, l'impérialisme vise l'URSS, ainsi que tous les mouvements dans le monde qui luttent pour leur libération, pour changer la société vers le socialisme, et en particulier, le Nicaragua et les peuples en lutte en Amérique Centrale.

Pour l'impérialisme, les «terroristes» sont tous ceux qui luttent pour changer la société, pour le socialisme, et en premier lieu l'URSS, qui représente l'accomplissement de ces objectifs. L'accusation des États-Unis que l'URSS, la Bulgarie ou la RDA alimentent le terrorisme international n'est pas neuve. Avant le «terrorisme de Kadhafi», il y avait «la filière bulgare». Celle-ci a été démontée complètement faute de la moindre preuve. Mais pendant plus de quatre ans, des diplomates bulgares sont restés en prison en Italie, et les vociférations du fasciste Ali Agça avalées comme de l'eau bénite. A présent, Reagan invente le terrorisme de Kadhafi parce que l'impérialisme ne peut pas faire ouvertement ce qu'il veut, écraser un mouvement de progrès social, les Soviétiques. La plupart de ces attentats, et en particulier ceux de Rome, Vienne, Berlin, sont le fait direct de la CIA, qui crée ou utilise des groupes «arabes», ou des groupes fascistes, ou des groupes du type des Brigades Rouges afin de provoquer la peur dans la population européenne, et aligner l'Europe sur les plans agressifs de l'impérialisme.

L'impérialisme américain a subi un nouvel échec en lançant cette attaque contre la Libye. Il a cherché à entraîner les bourgeoisies européennes dans ses plans de guerre mondiale, avec les expéditions qu'il lance, comme actuellement dans la Méditerranée. Mais il a rencontré beaucoup de résistances et d'hésitations de la part de l'Europe capitaliste à utiliser l'infrastructure de l'OTAN pour ses visées contre-révolutionnaires. Mais en dernière instance, la bourgeoisie européenne n'a pas d'autre remède que de s'aligner sur les États-Unis, même quand elle est placée devant le fait accompli, comme le jour de l'attaque contre la Libye : la veille, les Douze avaient voté une motion demandant aux États-Unis de ne pas recourir à la force militaire. Bien que les gouvernements français et espagnol aient refusé le droit de passage sur

leur territoire aux avions US, ceux-ci ont quand même survolé les Pyrénées, avec la complicité d'une partie des forces militaires et gouvernementales de ces pays. Même si les gouvernements européens disent qu'il ne faut pas utiliser les bases de l'OTAN (l'Italie et la Grèce), certaines parties de ces bases sont inaccessibles aux

nationaux, et restent complètement sous le contrôle des États-Unis, et elles ont été bien utilisées pour préparer l'agression contre la Libye. Cette attaque est l'acte militaire le plus important des États-Unis depuis la guerre du Vietnam. Ce ne fut pas un simple avertissement. Ils sont partis pour tuer et terroriser les masses libyennes, pour liquider leurs dirigeants, et Kadhafi en premier lieu.

Cela montre plus que jamais que la lutte contre l'OTAN en Europe et pour chasser les bases américaines, et établir de nouvelles alliances politiques et militaires, signifiant une véritable défense des territoires d'Europe, doit être maintenue. Il faut le discuter, même avec les secteurs de la bourgeoisie européenne qui n'ont pas les mêmes intérêts internationaux que les Américains, et qui voient où mène la soumission à la politique de Reagan. Mais on ne peut pas non plus attendre du capitalisme européen de devenir neutre et de changer ses alliances. En effet, toute sa vie son fonctionnement, ses capitaux, sont liés aux intérêts de l'impérialisme, même si cela n'empêche pas une concurrence très aiguë entre eux. Mais le capitalisme européen ne peut pas avoir les mêmes relations avec les pays arabes, entre autres avec la Libye, que les États-Unis, parce qu'il dépend d'eux pour son approvisionnement en pétrole et en gaz, de même qu'il a développé des relations particulières avec eux sur d'autres plans de l'économie. Mais, à côté de cela, la bourgeoisie européenne est liée à l'impérialisme américain par la défense des mêmes intérêts historiques contre les États ouvriers, et contre tout progrès anti-impérialiste, anti-capitaliste dans le reste du monde, au Moyen-Orient et en Afrique en particulier.

Du Portugal à la Grèce, la lutte contre l'OTAN est à l'ordre du jour. Il faut unir cette lutte à l'instauration de mesures anti-capitalistes pour aller vers des gouvernements de gauche, ou l'approfondissement de telles mesures de la part des gouvernements de gauche existants. L'OTAN est un instrument pour la contre-révolution et pour la préparation de la guerre contre l'URSS et les autres pays socialistes, et non un instrument de défense des territoires européens.

Il faut montrer cela clairement dans les programmes, les propositions, la politique des partis communistes et socialistes européens.

D'autre part, l'agression des États-Unis contre la Libye est une attaque contre l'Union Soviétique. On ne peut pas, comme l'a fait la presse bourgeoise, dire que «l'URSS a eu une attitude prudente». L'Union Soviétique a donné son appui à la Libye et a conclu récemment

avec son gouvernement d'importants accords économiques, sociaux, culturels et militaires. Elle a réitéré et augmenté cet appui à la suite de l'agression yankee, l'a qualifiée clairement, et a dénoncé les intentions de provocation à l'échelle mondiale qui se trouvaient derrière cette agression. Si les bateaux soviétiques se sont retirés des environs du Golfe de Syrte un peu avant l'attaque, ce fut pour

(Suite page 6)

### A PROPOS DE LA MANIFESTATION DE BRUXELLES

Des milliers de personnes manifestaient à Bruxelles le 20 Avril pour dénoncer l'attaque des avions américains contre la Libye. Cette manifestation a été l'objet de la critique du gouvernement qui a inventé qu'elle était manipulée par «des intégristes fanatiques». Au lendemain de la démonstration, la presse en avait rendu compte, sans lui donner une importance particulière. Après les déclarations du ministre Gol contre les intégristes, tous les journaux ont commencé à mettre en épingle cette manifestation, à publier des photos «prouvant que les intégristes la dominaient, etc...», et à orchestrer toute une campagne contre la population arabe de Bruxelles. Le gouvernement a profité de la situation pour faire expulser une trentaine d'immigrés maghrébins dont les papiers n'étaient pas en règle.

Cet amalgame entre des manifestants anti-impérialistes et des intégristes fanatiques est un nouveau moyen utilisé par la bourgeoisie pour essayer de semer la confusion dans la population belge, dans le mouvement démocratique.

La droite considère d'ailleurs aussi que le fait de crier «Reagan, assassin» est un geste de xénophobie contre l'Amérique... et elle met dans le même sac l'intégrisme et le régime progressiste de Libye.

La faiblesse de la participation des mouvements de gauche belges dans la manifestation a permis le développement de cette campagne. Dans d'autres pays d'Europe occidentale, il y a eu aussi des mobilisations de masse contre l'agression américaine, avec les mêmes mots d'ordre, mais les partis de gauche et les mouvements de la paix y participaient pleinement, en comprenant bien la menace que représentait ce coup de force militaire américain et de l'OTAN pour la paix et pour le progrès des peuples.

En Belgique, le CNAPD a même refusé d'organiser la manifestation et n'a fait aucun appel pour que les gens y viennent. Cet aveuglement politique affaiblit beaucoup la lutte contre la guerre en Belgique et la mise en évidence des responsabilités dans la «course vers la guerre». Il faut le discuter. Il faut aussi donner tout notre appui aux organisations progressistes arabes en Belgique pour qu'elles ne soient pas la cible de la répression du gouvernement.



Dimanche, le 20 avril, près de 3000 personnes se sont rassemblées à Bruxelles sous une pluie battante, pour manifester contre l'agression US en Libye.

Photo "Solidaire"

# LA RELIGION...

Suite de la page 5

Les États ouvriers ont de l'influence sur les couches catholiques des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, et d'une partie de l'Europe. Ce sont les couches les plus basses de la direction de l'église qui élèvent essentiellement leur manque de confiance dans la structure de l'église, parce qu'en vivant la révolution, elles apprennent à résoudre les problèmes sociaux. Ceux-ci ne se résolvent pas sur la base de la prière, des oraisons, ou en espérant et en dépendant de l'église, mais sur la base de l'intervention des gens. C'est ce qui gagne les couches de religieux, même d'une façon limitée.

Notre tactique vis-à-vis des mouvements religieux doit être celle que nous avons en Iran : participer en impulsant ces mouvements. Nous le faisons de la même façon au Nicaragua, au Salvador, car c'est une tactique qui vient de 1956 - 1958.

Nous répétons qu'il faut bien différencier l'attitude de la direction religieuse et celle des masses auxquelles se joignent certains hauts dirigeants religieux. Il faut faire attention à la conduite des masses religieuses, et coordonner notre conduite politique et organisationnelle par rapport à elles, afin de les attirer. Il faut le faire, non avec des mensonges ou des choses que l'on cache, mais directement en comprenant que la masse catholique cherche le progrès de la société. Et pour qu'elle puisse impulser le progrès social, cela dépend de l'existence d'une direction ayant une politique et une tactique appropriée.

C'est à l'intérieur d'un processus que la masse religieuse apprend à se libérer socialement de la dépendance religieuse. Tout en conservant ses croyances religieuses, elle fait un pas très important en se libérant socialement de la soumission à la direction religieuse au service du capitalisme. C'est par cette expérience que les masses religieuses apprennent la conduite qui consiste à se servir des croyances religieuses comme d'un moyen pour progresser socialement. Sans s'attendre à un abandon, à un dépassement ou à une élévation de sa capacité culturelle - qu'elle ne peut acquérir maintenant parce qu'elle n'en a ni le temps, ni les moyens -, il faut voir qu'elle apprend socialement et rapidement la notion de la lutte de classes. Elle apprend que ce qui décide l'histoire est soit la bourgeoisie, soit le socialisme, et bien qu'elle ne soit pas socialiste, la masse religieuse choisit les formes socialistes pour progrès de la société. C'est cette conclusion qui doit déterminer la conduite politique vis-à-vis des mouvements religieux, et c'est celle-ci qui a déterminé notre conduite en Iran, comme au Nicaragua et au Salvador.

Dans ce processus, il faut impulser la participation de la masse religieuse à diriger la société. Elle va ainsi apprendre à dépendre d'elle-même et non de dieu ou de la prière : dépendre de soi et de sa capacité. De cette manière, sans abandonner encore sa croyance religieuse, elle affirme sa conduite sociale sur le plan de l'intervention matérialiste dialectique. Et cela va élever sa conscience dans la relation avec la religion.

L'église est une institution qui a un appareil au service du grand capital, mais qui doit maintenant se défendre de lui pour pouvoir subsister. Pour cela, elle fait une série de concessions qui de toutes manières la différencie du grand capital, mais ne s'en sépare pas. C'est la raison de l'attitude du Pape, qui doit faire des déclarations qui ne sont pas toutes favorables au grand capital.

Les partis de l'Internationale doivent ajuster leur tactique pour intervenir là où ces mouvements ont de l'importance, en devant déterminer leurs relations en fonction du développement de la lutte de classes, et en tenant compte du fait que tous ces gens vont venir à la lutte de classes, car ils sont aptes pour cela.

En général, quand un pays est plus arriéré, il y a une plus grande influence de la religion. Même sans être organisés, les gens vont à la religion comme un moyen de s'expliquer la manière dont ils vivent. Mais même dans les endroits les plus arriérés, il faut compter sur le fait que le progrès de la révolution socialiste influence les masses et les dirigeants religieux.

L'intervention des masses catholiques en tant que direction faisant front unique avec les communistes, les socialistes, les mouvements de gauche, et apprenant à résoudre les problèmes sociaux - en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine, et en partie en Europe -, libère et crée une force d'opposition à la direction catholique soumise au capitalisme. L'exemple de l'Italie est très probant : l'immense majorité des catholiques ne vote pas pour la Démocratie-Chrétienne mais pour les communistes, les socialistes et les groupes de gauche.

C'est la grande bourgeoisie, la petite-bourgeoisie aisée, la mafia, qui votent pour la Démocratie-Chrétienne, ainsi que l'appareil de clientèle qu'elle a structuré, mais non la masse catholique. A l'intérieur de la Démocratie-Chrétienne il y a un secteur important bien à gauche, mais faible socialement et intellectuellement, parce qu'il n'a pas été déterminé par l'influence communiste. Les communistes les influencent sur quelques problèmes, mais non en ce qui concerne la formation de la compréhension sociale. Cette influence et cette impulsion que sent la masse catholique, viennent du rapport mondial de forces, et essentiellement du fait que les masses des États ouvriers résolvent les problèmes économiques. Il y a des grèves comme celles de Pologne, ou celles qu'il y a eu en Roumanie, en Hongrie et en Yougoslavie, mais ce ne sont que des grèves. Par contre, les gens voient que les États ouvriers résolvent bien les problèmes sociaux. Il y a des maisons, une bonne éducation, une bonne assistance sanitaire, et ce sont des pays qui sont sortis de l'arriération la plus grande, et qui résolvent tous les problèmes sans passer par une étape de soumission à la croyance, ni à la religion, ni au ciel. Ils partent de ce qu'ils font et de ce qu'ils sont en train d'apprendre. Ils n'éliminent pas tous les sentiments religieux, mais leur dépendance envers lui. Ce sont des phases dans lesquelles s'élèvent les masses religieuses.

En Iran, tout ce que nous analysons a beaucoup d'importance. Pour pouvoir liquider le Shah, ils ont dû utiliser la force religieuse parce que c'est elle qui a constitué le centre d'unification, car il n'y avait pas de partis, pas de syndicats et de direction politique. C'est pour cela que la lutte contre le Shah s'est déroulée à travers le mouvement religieux. Mais le progrès de l'Iran ne dépend plus de la structure, du programme ou du commandement musulman, parce qu'il faut faire progresser l'économie : planifier, étatiser et apprendre à diriger. Tout cela n'est pas

contenu dans les commandements religieux, ni dans le Coran, ni dans la Bible, mais se trouve dans l'expérience que les gens sont en train de faire. Khomeini doit intervenir pour influencer les masses et les

diriger contre la menace de l'impérialisme yankee. Une partie de ce mouvement croit qu'il est possible de progresser socialement et de faciliter ce progrès. Il faut donc avoir une tactique vis-à-vis de ces secteurs, et faire un front unique comme nous l'avons proposé.

Cette alliance avec des secteurs de la direction religieuse doit être faite sur la base de la compréhension que pour avancer, il est nécessaire de prendre des mesures et de faire des concessions qui affectent le système capitaliste. La limitation de cette direction religieuse est propre à ce type de mouvement, qui n'a pas eu auparavant de point d'appui pour se développer. La force de Khomeini ne lui vient pas de la religion, mais de la volonté de changements sociaux du peuple iranien. Comme la direction du processus est religieuse, il apparaît comme celui qui centralise tout, mais il n'en est pas ainsi. La droite musulmane, les intégristes, sont un petit groupe. Même électoralement, les révolutionnaires musulmans ont eu presque deux millions de voix. Cela signifie qu'ils représentent un très grand mouvement.

La tactique doit être de considérer que ce mouvement religieux représente une certaine force sociale, mais non la direction sociale. Ce sont des forces

Suite de la page 5

Libye...

ne pas permettre une provocation plus grave de l'impérialisme, de ses secteurs les plus pressés et fous pour lancer la guerre maintenant, pour ne pas laisser à l'impérialisme l'initiative de décider une guerre quand il le voulait.

Mais en même temps, les Soviétiques affirment que, dans ces conditions, on ne peut continuer les rencontres prévues à Genève comme s'il ne s'était rien passé. C'est-à-dire qu'ils mettent en évidence la responsabilité mondiale de l'impérialisme américain et sa façon de chercher des prétextes ou des occasions pour lancer une guerre mondiale. La situation est telle qu'à n'importe quel moment, la guerre peut survenir, et ce malgré l'opposition de grands secteurs de la bourgeoisie européenne et d'une bonne partie de l'impérialisme américain lui-même. Mais ceux qui, comme le Pentagone, ont les commandes en mains, sont de plus en plus exaspérés, et aussi désespérés. Et le maintien de la paix est chaque fois plus mis en danger.

Il faut voir que l'URSS n'a fait aucune concession à l'impérialisme. Elle affirme et augmente son appui à l'État révolutionnaire de Libye. Mais une conclusion s'impose : la nécessité d'un front unique mondial contre l'impérialisme, pour pouvoir faire intervenir les syndicats, les organisations de masses et le Parti Communiste soviétique, aux côtés de tous les mouvements progressistes et révolutionnaires dans le monde, pour se soulever en commun contre cette agression - et les prochaines - de l'impérialisme yankee. Maintenant, c'est la Libye qui est visée, avant c'était Grenade, demain ce peut être le Nicaragua, Cuba, ou tout autre pays ou mouvement en lutte pour la libération sociale du peuple.

En Europe et dans de nombreux autres pays du monde, de grandes mobilisations et manifestations des masses ont eu lieu pour protester contre cette attaque assassine de l'impérialisme. Il y en a eu jusqu'aux États-Unis, alors que pas une seule mobilisation n'a pu être organisée pour soutenir cette action de l'impérialisme. Dans de nombreux pays d'Europe,

sociales sur lesquelles il faut compter pour faire le front unique. En même temps, il faut chercher à ce que les syndicats interviennent dans ce front, car s'il se réduit à un front entre ces mouvements et le parti communiste, sa portée devient limitée.

Les syndicats doivent exercer la fonction d'éducateur de la classe, et cela consiste à la faire intervenir au niveau de la direction de la société. Les masses doivent savoir lire, écrire, intervenir dans les réunions, faire des conférences, participer dans les assemblées, mais le plus important, c'est qu'elles doivent le faire en dirigeant l'économie, en intervenant dans l'usine, dans le quartier, en apprenant à développer les qualités pour diriger la société. C'est sur cette base que la classe ouvrière se libère de l'influence religieuse et de la direction qui veut la contenir.

Les gens qui participent aux mouvements religieux apprennent qu'ils peuvent résoudre tous les problèmes sans besoin de dieu, de la prière, du rite. Ils savent que la connaissance scientifique est nécessaire, et que cela se fait sur la terre. Cette expérience les élève au-dessus de leur limitation religieuse, car ils apprennent à voir les problèmes scientifiques de la vie. Ce qui est essentiel, c'est d'impulser l'intervention des gens et de toutes les masses religieuses.

J. POSADAS  
11 Août 1980

et spécialement en Italie, - alors que « le sentiment national » pouvait être offensé à cause des missiles lancés par les Libyens sur une île italienne -, il y eut de grands mouvements pour exiger la paix dans la Méditerranée et une politique d'entente et d'accords avec les pays arabes et contre l'OTAN. Il y en eut aussi en Espagne, où cette action militaire a mis encore plus en évidence le rôle des bases américaines, même après le référendum. L'opposition à l'OTAN reste très vive et très importante. Il en est de même en Grèce, ou en Angleterre, où le soutien de Thatcher à Reagan a encore renforcé l'opposition des masses à ce gouvernement conservateur.

D'autre part, il faut que toutes les organisations de gauche voient clairement et sans restrictions la nécessité d'appuyer la révolution libyenne, l'État révolutionnaire qui est en marche vers le socialisme. Il ne s'agit pas seulement de condamner l'agression des États-Unis, mais aussi d'établir ou de renforcer le front unique avec l'État révolutionnaire de Libye. C'est une direction qui veut progresser et qui est influencée par l'État ouvrier, par l'URSS, mais qui n'a pas de préparation ni de passé marxiste. Il ne s'agit pas de soutenir toutes les prises de positions politiques de Kadhafi, qui ne sont pas toujours conséquentes, ni cohérentes, et ne tiennent pas toujours compte des rapports de forces mondiaux, mais l'essentiel est que la direction libyenne veut impulser la révolution, et c'est dans ce camp, en front unique, qu'il faut discuter avec elle. Il faut voir aussi qu'en Libye il y a un progrès économique et social énorme, basé sur l'étatisation de la propriété et la volonté de répondre aux besoins des masses et de faire intervenir la population dans les décisions de l'État. Au sein d'un front unique anti-impérialiste, il faut discuter les problèmes de la politique et de la tactique pour affronter l'impérialisme et le capitalisme mondial, et pour incorporer toutes les masses du monde dans cette lutte, les masses d'Europe, des États-Unis, de tous les pays dits du tiers-monde et les pays socialistes.

25 Avril 1986

Bureau Européen de la  
IVe Internationale Posadiste

# Le mouvement communiste mondial et le 27e congrès du parti communiste d'URSS

(Extrait de «*LOTTA OPERAIA*» - Organe de la Section Italienne de la IVe Internationale Posadiste)

Il ne faut pas mesurer la signification et l'importance historique du Congrès du PCUS seulement par ses conséquences intérieures, aussi profondes puissent-elles être, mais par son insertion dans le rapport mondial des forces. Ce Congrès est une démonstration de la force et de la capacité que l'État ouvrier est en train d'acquérir dans le processus de progrès permanent de la révolution mondiale.

Les résolutions du Congrès, les critiques envers la bureaucratie, contre les privilèges de l'appareil, ne sont pas une réaction abrupte, improvisée, d'une tendance qui se serait imposée sur les autres en URSS. La présidence de Gorbatchev, les changements que celui-ci préconise, expriment le mûrissement d'un processus gigantesque de l'humanité, de la lutte contre l'impérialisme, contre le système capitaliste et contre toutes les formes d'oppression, dont celle de la bureaucratie. Gorbatchev n'inaugure pas un nouveau cours, il est le produit d'un processus inexorable que J. Posadas avait prévu et analysé.

La structure de l'État ouvrier crée et développe la force et la capacité nécessaires à sa défense, à son extension et son progrès. Le progrès est la condition même de son développement. C'est sur cette base théorique que J. Posadas s'est appuyé, il a appliqué le marxisme à cette nouvelle étape de développement de la lutte de classes, mettant au centre l'État ouvrier et non plus la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, mais celle de l'État ouvrier contre le système capitaliste.

C'est dans ce contexte historique qu'il faut analyser le Congrès du PCUS et les initiatives de sa direction. Les changements se caractérisent fondamentalement par le nettoyage au sein du parti et de l'appareil, comme conséquence d'une correction des relations entre parti et gouvernement. Il ne s'agit pas d'une simple substitution d'un appareil à un autre, d'une simple lutte inter-bureaucratique. Celle-ci existe, mais à un niveau secondaire. Ce qui est en jeu maintenant, c'est le mouvement de l'État ouvrier, qui n'a pas d'autre voie que celle de son progrès. La bureaucratie doit s'adapter à ce processus inéluctable. C'est cela la régénérescence partielle.

Pour avoir une idée concrète des changements en cours dans l'appareil du parti, il faut considérer que sur les 5.000 délégués au Congrès, 3.827 y allaient pour la première fois, c'est-à-dire que 76,5% des délégués étaient des cadres nouveaux. Au Comité Central, 131 nouveaux membres ont été élus sur un total de 317. Parmi les suppléants, les nouveaux membres sont 116, sur un total de 170. A la commission de contrôle du Comité Central, 62 nouveaux membres sur 83 ont été élus. Ces chiffres ont déjà par eux-mêmes une certaine importance. Mais le plus important est de considérer sur la base de quelles discussions ces changements se sont opérés.

Un élément central dans la discussion préparatoire au Congrès a consisté dans l'application du principe «à chacun selon ses besoins» ou «à chacun selon ses capacités». Gorbatchev a déclaré à plusieurs occasions que l'URSS en est à l'étape du socialisme, et que l'économie doit encore s'organiser en fonction du principe «à chacun selon ses capacités». Il a fait aussi une analyse critique de «l'égalitarisme» et de ses conséquences négatives et paralysantes sur l'économie soviétique. Mais quel est le fond de cette discussion ? En revenir à certaines formes d'économie de marché comme on le présente parfois, ou corriger certains aspects du fonctionnement de l'économie ? Dans le fond, il y a une lutte contre l'énorme appareil de la bureaucratie, qui accapare une part significative de la richesse produite en URSS. Celle-ci, au nom de «l'égalité» avait imposé un système de rétribution, de distribution dont elle tirait avantage. C'est pourquoi cette discussion sur le principe «à chacun selon sa capacité» s'accompagne d'une critique envers la bureaucratie.

Les critiques et les changements contre la bureaucratie sont corrects. La formulation théorique ne l'est pas. Il est exact que l'État ouvrier, dans une première étape qui n'est pas encore le socialisme, organise la distribution sur la base de relations bourgeoises, «à chacun selon sa capacité». Mais le principe qui oriente l'organisation permettant d'élever les relations sociales, consiste à éliminer toute forme de distribution inégale. Cette erreur de formulation est compensée, en partie, par un plus grand développement de la démocratie soviétique, par une plus grande intervention du parti.

(Suite page 2)

Texte du télégramme envoyé au Vietnam pour la mort du camarade LE DUAN.

Manifestons notre peine pour mort camarade Le Duan. Saluons sa contribution à la lutte contre l'impérialisme américain et réunification socialiste du Vietnam. - Bureau Politique du PORT(P).

## SOMMAIRE

J. POSADAS	
L'écologie, la crise du capitalisme et l'issue socialiste	page 3
Nouvelles de l'Internationale	page 4
Manifeste du 1er Mai du Secrétariat International	page 5
L'an IV de la Révolution au Burkina Faso	page 6

# Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste  
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière  
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.  
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de  
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -  
1050 Bruxelles.

23e année - numéro 369 - Août 1986 - 10 francs

## La lutte de classes continue pendant les "vacances"

ÉDITORIAL

Au cours des mois de Mai et Juin derniers, les travailleurs de ce pays ont suffisamment exprimé leur rejet de la politique du gouvernement Martens-Gol. Les dernières journées de grèves tournantes, dont l'ultime a été celle du 20 Juin, ont été une réussite, malgré les conditions dans lesquelles elles ont été organisées : grèves tournantes par région, pas de front commun, mots d'ordre tardifs. Les transports en commun de Liège, Bruxelles, Charleroi, ont suspendu la grève depuis le 3 Juin, après vingt jours de mobilisation, et la région du Centre La Louvière a été paralysée pendant près de deux semaines également. Malgré toutes ces difficultés, la grève du 20 Juin a été suivie par près de 60% de travailleurs. Les dirigeants syndicaux CSC, mais aussi FGTB, ont tout fait pour ralentir, freiner et empêcher une extension, une généralisation des mouvements de grève vers une grève générale en front commun, interprofessionnelle, public et privé, et à échelle nationale. Pourtant, cette volonté s'est exprimée en permanence parmi les travailleurs, et les délégués de base, mais aussi parmi certains cadres moyens des organisations syndicales.

Les 300.000 participants à la manifestation du 31 Mai ont montré la force, la puissance du mouvement ouvrier et la recherche de l'unification. Les directions syndicales ont voulu faire de cette manifestation un objectif final, mais pour la majorité des participants, il s'agissait d'une étape dans la lutte, d'une manière différente de montrer la détermination des travailleurs de ne pas faire les frais de la crise.

De partout, de tous les secteurs, de tous les coins du pays, des plus petites aux plus grandes entreprises, des délégations étaient présentes, de Wallonie et de Flandre, des jeunes et des vieux, des travailleurs immigrés et également beaucoup de drapeaux verts de la CSC, malgré les tentatives de découragement de la part des chefs syndicaux CSC. Cette manifestation imposante a véritablement un caractère historique parce que depuis 60-61, c'est la plus grande manifestation du mouvement syndical, national, qui a éliminé toutes les consignes et drapeaux fédéralistes, et manifeste la recherche et le besoin d'unification wallons-flamands sur une base anti-capitaliste. Dans toutes les dernières actions qui se sont développées dans le pays, apparaît cette nécessité d'unification syndicale contre le gouvernement Martens-Gol, et contre le plan de Val Duchesse. La division du pays en deux ou trois régions autonomes, l'indépendance de la «Wallonie rouge» face à une Flandre CVP n'est plus du tout défendue comme elle l'était auparavant dans les milieux de gauche socialistes et autres. C'est un progrès et un mûrissement important, parce que surgit alors plus nettement le besoin de mettre en cause la structure de la société, la propriété privée et le système capitaliste. Une des raisons de ce mûrissement est que les travailleurs de Flandre participent activement à toutes les luttes et sont tout à fait concernés de la même manière par les plans du gouvernement. La région flamande n'est pas du tout favorisée comme certains le pensaient, le niveau de chômage y est très important également.

Dans toutes les luttes et les actions, le mouvement ouvrier a progressé, même si le plan de Val Duchesse est en train d'être appliqué pour le moment. Il a quand même ébranlé sérieusement la confiance du gouvernement dans sa capacité de mettre en oeuvre ce programme drastique. Il a conscience qu'il devra affronter l'ensemble du mouvement ouvrier et des masses de ce pays, et surtout une partie de sa clientèle électorale, du moins en ce qui concerne le PSC-CVP.

Le gouvernement a été ébranlé par la détermination des travailleurs, mais les directions syndicales également : Vanderbrouck a reçu des oeufs pourris lors de son discours à la manifestation du 31, et il s'en souviendra. Cette attitude n'a rien d'anti-syndical, mais au contraire, c'est un moyen de pousser les dirigeants syndicaux à proposer des consignes plus radicales, combatives et une critique sévère pour leur passivité et leur lenteur dans la mobilisation interprofessionnelle. Le progrès réalisé dans ces actions se manifeste par des conquêtes importantes, les travailleurs, les délégués de base et les délégués moyens ont obtenu et gagné des positions face aux appareils contre la collaboration de classes, contre la politique réformiste, contre la régionalisation et la partialisation des luttes.

(Suite page 2)

## Le mouvement communiste mondial et le 27e congrès du parti communiste d'URSS

L'État ouvrier est dans un processus de correction, dans lequel la direction est obligée d'apprendre. Gorbatchev représente une tendance liée aux bases du parti et aux secteurs qui interviennent dans l'économie sans intérêts de technocrates. Lorsqu'il définit Brejnev, J. Posadas affirmait : « Brejnev représente une couche bureaucratique qui concilie entre les technocrates de droite et les bases du parti qui sont plus à gauche, ou avec des secteurs de dirigeants plus liés à la société, au parti, à la classe ouvrière, et qui n'ont pas des intérêts de technocrates. Brejnev constitue la gauche tout en se défendant de la droite, ce qui peut mener, par conséquent, à toutes sortes d'arrangements, y inclus avec la droite ».

Voilà ce qui caractérisait la phase, appelée par les Soviétiques « immobilisme brejnévien ». Cela ne voulait pas dire qu'il n'y a pas eu de progrès. Il y eut, entre autres, l'intervention soviétique en Afghanistan et les Jeux Olympiques de Moscou. Le progrès de l'État ouvrier soviétique dépend moins de sa direction aujourd'hui qu'à son origine. Sous Staline, l'existence même de l'URSS a été mise en danger parce que la politique de cette direction était opposée à la nécessité de progrès de l'État ouvrier. Mais aujourd'hui, la direction soviétique, quelle qu'elle soit, est obligée d'affronter le système capitaliste. Elle doit, par conséquent, appuyer le processus révolutionnaire anti-impérialiste et anti-capitaliste : voilà la base du progrès soviétique.

Quand une direction prend des initiatives, comme Gorbatchev est en train de le faire, elle impulse le progrès parce qu'elle devient le représentant de cette nécessité. Sa fonction s'éleva parce qu'elle répond plus aux nécessités du processus intérieur de l'URSS et du monde. Les changements dans la direction soviétique contiennent des éléments importants de conscience, de retour aux principes. Mais ils ne sont pas entièrement conscients. Ils sont le résultat, dans une grande mesure, de l'expérience recueillie par un secteur du parti et qui s'impose dans la discussion. C'est pour cette raison qu'ils se produisent sous une forme contradictoire.

Ce Congrès a affirmé un principe fondamental de l'époque de Lénine : celui de la séparation entre la fonction du parti et celle du gouvernement. La fonction du parti s'affirme comme essentielle en tant que direction politique de la société. Ce qui requiert une élévation de la vie et du fonctionnement du parti pour augmenter son autorité. Le Congrès a affirmé des principes de conduite et de morale des cadres communistes, qui proviennent de l'époque de Lénine et de Trotsky. Par exemple : le membre du parti ne doit avoir aucun privilège, au contraire c'est lui qui a le plus de devoirs et qui doit être un exemple pour les autres. On a établi la norme selon laquelle aucun membre du parti, quel que soit son poste ou sa fonction dirigeante, ne peut être exempté de rendre des comptes au parti et à la société.

Ce principe de la séparation du parti et du gouvernement avait déjà été posé dans la Constitution de l'URSS en 1977. A ce sujet, J. Posadas disait : « Ce principe établi dans la Constitution va contre des tendances bureaucratiques de l'appareil de l'État qui subissent une influence capitaliste... A l'époque de Lénine, la direction du gouvernement était considérée comme quelque chose de séparé de celle du parti. Le parti prenait les décisions et le gouvernement les appliquait. De cette sorte, la bureaucratie que signifiait le gouvernement était contrôlée par le parti. Mais à l'époque de Lénine, les syndicats jouaient un rôle fondamental dans ce contrôle ». Et plus loin, analysant le fait que Brejnev accumulait la charge de direction au parti et au gouvernement : « Aujourd'hui Brejnev, président de l'URSS et secrétaire du parti, n'est pas autonome. C'est le même secrétaire du parti qui est président du pays, bien que la Constitution proclame le rôle prédominant du parti pour déterminer la politique de l'Union Soviétique. Mais il s'agit quand même d'un progrès incontestable, parce que cette position sert à combattre la bureaucratie liée à l'appareil productif, scientifique, aussi bien qu'à contenir la gauche du parti communiste. Cela veut dire aussi qu'il y a une tendance de gauche assez grande. Voilà un changement en URSS. La Constitution doit rendre compte des divergences existantes... »

J. Posadas prévoyait le cours actuel en signalant l'existence d'une gauche ayant un grand poids dans le parti et dans le pays. La discussion actuelle confirme pleinement cette prévision. Gorbatchev lui-même déclare, dans une de ses interventions au Congrès : « Pourquoi n'avons-nous pas changé plus tôt, alors que nous voyions tous les problèmes et les erreurs ? » Un autre délégué au Congrès déclare que depuis 15 ans, on discutait le problème de l'alcoolisme et la nécessité de prendre des mesures pour y remédier, mais que la production et la vente de boissons alcoolisées n'avaient cessé d'augmenter. C'est une attaque ouverte contre l'appareil du gouvernement et de l'économie, les technocrates qui mesurent encore la société avec des critères bourgeois et qui résistent à la direction du parti et à l'intervention de la classe ouvrière.

Sous Staline, la bureaucratie a développé un gigantesque appareil d'État qui n'avait aucune fonction dans l'économie ni dans la société, qui profitait de l'État ouvrier et reproduisait le pouvoir bureaucratique. Mais le développement de l'État ouvrier a balayé les méthodes staliniennes de direction et impulsé la nécessité de revenir aux méthodes de direction et de fonctionnement des 7 premières années de l'URSS, c'est-à-dire au fonctionnement démocratique soviétique. Aucun progrès n'est possible en URSS sans cela, l'État ouvrier ne peut développer ses bases historiques et matérielles que par l'élévation des rapports sociaux. La bureaucratie est un accident de l'histoire. Si on croit que c'est l'étatisation de la propriété et la planification centralisée qui provoquent la bureaucratie, alors on ne peut pas expliquer pour quelle raison cette même bureaucratie prend des positions qui vont contre elle, en préconisant la simplification des fonctions de l'État et du gouvernement. Les mesures discutées à ce Congrès et déjà discutées antérieurement sont de cette nature : décentralisation dans l'application des plans centraux, simplification de ceux-ci, pouvoir plus grand à la classe ouvrière au travers des collectifs de travailleurs, élévation de la fonction du parti, de la conception communiste du parti, élimination des privilèges bureaucratiques des dirigeants, etc...

Mais il faut élever la discussion et le front unique, pour armer les partis communistes, révolutionnaires, l'avant-garde ouvrière, intellectuelle, artistique, dans la compréhension que l'impérialisme prépare la guerre et peut la lancer à n'importe quel moment.

(Suite page 4)

## La lutte de classes continue pendant les "vacances"

Pour le moment, toutes les actions ont été suspendues. Mais dans la tête des travailleurs, il n'y a aucun découragement, ni aucun désespoir, mais au contraire, une réflexion pour mieux s'organiser et se préparer à vaincre Martens-Gol dès la rentrée. Il ne faudra plus attendre trois ans pour engager des mouvements importants. En 1983, les médias informaient de la reprise du travail décidée en haut lieu par le Conseil National de la FGTB. Cette fois, les travailleurs des services en assemblées générales ont décidé la suspension de la grève par manque de relais avec le secteur privé.

Dans les transports en commun, après 20 jours de grève, Monsieur De Croo a promis de réduire les économies d'un milliard. Mais l'enveloppe globale reste la même, il faudra donc de toute façon trouver 195 milliards répartis dans tous les secteurs. Et l'enseignement en sera une victime privilégiée. Un simple exemple : le minerval d'entrée à l'ULB a augmenté de 10.000 francs à 16.000 francs par étudiant.

Le Fond Monétaire International a donné son approbation au gouvernement Martens-Gol, qui est dans la bonne voie dit-il, mais la somme d'économie demandée est trop faible, précise le FMI. Martens-Gol est donc dans la bonne voie des gouvernements réactionnaires des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne.

La lutte de classes ne s'arrête pas pendant les vacances. Les travailleurs de Michelin viennent d'apprendre quelques heures avant les départs en congés payés, la fermeture de l'entreprise. La riposte est immédiate, après assemblée générale des 1.100 travailleurs de l'usine, l'occupation des locaux est décidée. Il est évident que l'occupation ne va pas résoudre les problèmes qui sont dans les mains des sociétés multinationales européennes et dont la décision n'est pas prise en Belgique, mais les travailleurs manifestent leur opposition à la fermeture alors que les patrons viennent de faire des bénéfices, et qu'il a été consenti des réductions de salaires pour préserver l'emploi.

Et pendant les vacances, la majorité des habitants de ce pays ne partent pas. 41% des belges seulement partent en vacances à l'étranger. C'est le niveau le plus bas d'Europe, avec la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande. Les raisons essentielles sont économiques. La persistance des gouvernements réactionnaires appauvrit la population, crée des situations angoissantes pour certaines familles, qui savent dans le budget « le moins nécessaire » : vacances, voiture... Le système capitaliste est au bout du rouleau... Il ne peut offrir que misère, chômage, maladie, pollution, guerres, angoisse et solitude. Tous les acquis sociaux que les travailleurs ont obtenus par des luttes sont en train d'être récupérés petit à petit.

Pendant que le gouvernement met en application un plan de misère contre les travailleurs de ce pays, il continue de soutenir à bout de dollars les régimes pourris et corrompus de Kinshasa et de Prétoria. La discussion des gouvernements de la Communauté Européenne autour du boycott économique de l'Afrique du Sud est ridicule. Ils proposent de boycotter 3 kgs de pommes et rien de plus. Les intérêts économiques et politiques en jeu avec l'Afrique du Sud sont trop importants pour prendre d'autres mesures de restrictions économiques. Les gouvernements européens ne sont animés par aucun sentiment humain en défense des droits des noirs d'Afrique du Sud, ils ont simplement peur de perdre le marché qu'ils ont dans ce pays si la révolte des noirs prend des proportions de guerre civile qui oblige à un changement de régime. La seule chose qui les intéresse est de préserver leurs intérêts quelque soit le pouvoir en place, et pour cela ils font semblant de protester.

La politique se retrouve partout, y compris dans les activités sportives comme le Mondial ou le Tour de France. Les affaires de gros sous se sont manifestées parce qu'il était soutenu par Bernard Tapie !

Les équipes d'URSS ont été éliminées des finales du Mondial de football parce qu'elles ne sont pas capables de s'adapter aux magouilles financières qui animent toutes les équipes des pays capitalistes. Malgré leurs qualités techniques, de jeu collectif, de fair-play, de discipline sportive, de solidarité humaine, reconnues par tous les joueurs, ils ont été éliminés. Malgré la pourriture et la corruption qui existent dans le Mondial, on ne peut s'empêcher d'avoir un penchant pour les équipes des « pays du tiers-monde », comme l'Argentine qui s'est quand même bien battue dans son match contre l'Angleterre qui représente l'impérialisme de toute façon.

La lutte de classes ne s'arrête pas pendant les vacances, ni dans le monde, ni en Belgique. Et si les mouvements sociaux ont été suspendus, ce n'est que pour mieux les préparer à la rentrée. Dès la rentrée, il faut reprendre toutes les réunions, les assemblées inter-régions, inter-secteurs, faire des réunions en front commun FGTB-CSC, pousser aux contacts entre les services publics et privés pour empêcher que les appareils syndicaux court-circuitent la volonté des travailleurs. Les objectifs doivent être clairs, comme dans la manifestation du 31 Mai : que le gouvernement retire toutes les mesures de Val Duchesse ! Et s'il n'est pas capable d'organiser l'économie du pays pour le bien de tous, qu'il s'en aille !



Aucun parti bourgeois ne peut accepter une alliance avec les écologistes, car la pollution des eaux, de l'atmosphère, des plantes, des aliments, est une des conditions essentielles de l'existence du régime capitaliste. Les lois de la concurrence exigent que le capitalisme, pour maintenir l'accumulation et le profit, raccourcisse les phases de la production, utilise des produits chimiques pour accélérer le processus. Tout cela conduit à l'empoisonnement de l'air, de l'eau, de la terre, à la création de produits empoisonnés, y compris les produits textiles.

Le capitalisme a besoin de raccourcir le temps de production pour maintenir le niveau de ses profits, pour se faire la concurrence, pour se défendre des luttes du mouvement ouvrier et des États ouvriers. C'est pourquoi les capitalistes sont de plus en plus enclins à augmenter la pollution ; ils doivent augmenter la technification et cela crée un empoisonnement des gens, des déchets industriels qui contaminent les eaux, cela diminue aussi la qualité de la production, parce que le niveau du profit reste le même alors que la matière première de qualité est de moins en moins utilisée. La valeur d'usage diminue. C'est ainsi que le capitalisme, dans son ensemble, accentue le caractère criminel de la production quotidienne. Non seulement il prépare la guerre, mais il est aussi criminel dans la production de tous les jours, pour les aliments, les vêtements, tout.

La crise du capitalisme est d'abord une crise normale de son système de production : inflation, chômage, augmentation quotidienne du coût de la vie, élimination croissante de capitalistes, concentration du capital, productivité accrue. Et la consommation ne s'accroît pas. Des millions de gens sont mis de côté et le capitalisme ne peut plus du tout les intégrer. A cette crise normale s'ajoute celle qui est provoquée par le développement des États ouvriers, le progrès de la politique de l'URSS dans son appui aux mouvements révolutionnaires de libération anti-impérialiste : l'impérialisme est obligé de faire des investissements de plus en plus importants, ce qui affaiblit le système capitaliste. L'intervention soviétique envers les mouvements de libération fait partie de la préparation de la guerre et est également destinée à contenir l'impérialisme. Tout cela oblige l'impérialisme à des investissements de guerre très importants, aussi doit-il diminuer la qualité de la production pour pouvoir, malgré tout, maintenir ses profits. Ce processus va augmenter sans cesse.

Les déchets industriels chimiques ou contenant des éléments radioactifs proviennent des usines du monde entier. Les usines capitalistes tendent chaque fois plus à produire des éléments chimiques qui empoisonnent les populations, que ce soit par les aliments qu'elle consomme ou par tous les objets qu'elle utilise, et qui distillent constamment une partie du poison. Le capitalisme ne peut pas surmonter ce problème, il ne peut que continuer dans cette voie.

Les mouvements écologistes doivent comprendre, il faut les aider à comprendre que le capitalisme est tout à fait incapable d'accomplir la solution qu'ils cherchent. Il faut le renverser. Les écologistes avancent déjà dans cette compréhension. Ce qui leur manque, c'est un programme, une politique qui leur permettent de s'unir aux luttes pour les revendications ouvrières. Il faut appeler les écologistes à se joindre aux luttes pour la destruction du système capitaliste.

Le capitalisme augmente l'intervention de la technique dans la production. Mais il le fait aux dépens des gens. Le système capitaliste ne peut pas combiner une augmentation de la technique avec

## l'écologie, l'usage de l'énergie atomique, la crise du capitalisme et l'issue socialiste aux problèmes de l'humanité

### J. Posadas

*L'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl en Union Soviétique ne peut pas cacher la nature du problème de l'utilisation de l'énergie nucléaire, tel que J. Posadas le pose dans l'article, inédit jusqu'à ce jour, que nous publions ci-après.*

*L'énergie nucléaire dans les mains du capitalisme reste toujours une source de bénéfices privés, et un moyen de préparation à la guerre. Par contre, l'État ouvrier - l'Union Soviétique - même en souffrant un accident comme celui de Tchernobyl, trouve les ressources pour surmonter les conséquences de cet accident, la compréhension et l'organisation de la population soviétique qui se fait responsable de Tchernobyl comme une partie de sa lutte pour se préparer à faire face à l'impérialisme mondial.*

*Dans le camp capitaliste, c'est tout le contraire qui se produit : le mouvement écologiste s'est solidarisé de l'URSS (les Verts en Allemagne), et la méfiance et l'opposition au programme nucléaire - civil ou militaire - du capitalisme ne font que se développer. C'est cela que J. Posadas voyait en perspective dans l'article qui suit.*

une augmentation du niveau de vie de la population. Il faut montrer la nécessité de maintenir ce niveau technique, mais il faut chasser le capitalisme pour pouvoir utiliser cette technique au bénéfice de la population. Il faut unir le problème de l'utilisation de la technique à la lutte des écologistes pour préserver l'environnement, contre l'étouffement et l'empoisonnement provoqués par tout ce que l'impérialisme produit. Le capitalisme ne peut pas changer cette politique. La concurrence l'oblige, coûte que coûte à augmenter la productivité, à accroître le rythme et le niveau d'accumulation du capital.

Le progrès technique répond à une nécessité. Mais aux mains de qui doit-il être ? Le capitalisme ne fait que tuer les gens. Il faut donc le renverser. Un bon exemple de la façon de poser le problème du progrès technique est celui des ouvriers de l'imprimerie en Allemagne (RFA). Ils sont en grève et disent : « Nous ne sommes pas contre le progrès de la science, de la technique, mais nous sommes contre le fait que cela se fasse à nos dépens ». Et ils ont obtenu que les entreprises leur paient le salaire intégral pendant huit ans, même s'ils sont licenciés demain à cause des modifications de technologie.

Les États ouvriers, ainsi que la révolution mondiale, augmentent leur concurrence avec le système capitaliste mondial : l'Éthiopie, l'Angola, le Mozambique, le Vietnam, sont des concurrents du système capitaliste et l'affaiblissent. Le capitalisme, pour subsister, doit augmenter l'empoisonnement de la population.

La pollution provient de la préparation de la guerre atomique, de l'utilisation des armes atomiques et de l'utilisation de l'énergie atomique. Il faut accepter l'utilisation de l'énergie atomique, comme un moyen de produire de l'énergie, mais le capitalisme ne va l'utiliser que pour faire la guerre.

Nous ne sommes pas contre l'usage de la technique, et nous ne sommes pas contre l'utilisation de l'énergie atomique au bénéfice de la population. Mais le capitalisme est incapable de faire cela ! Il

empoisonne les gens, il les tue, il fabrique des armes atomiques et prépare la guerre. Il faut donc prendre le pouvoir.

Il faut faire comprendre à ces mouvements écologistes qu'il faut chasser le capitalisme pour empêcher que la pollution continue et pour pouvoir utiliser à bon escient l'énergie atomique. Cette énergie permet de se passer de moyens plus coûteux, arriérés ou dangereux pour obtenir de l'énergie. Mais sous le capitalisme, l'utilisation de l'énergie atomique cause autant de torts que de progrès, à commencer par le fait qu'elle sert à préparer la guerre, et ensuite parce que les déchets nucléaires empoisonnent les gens.

Le déficit provient des partis ouvriers qui ne mènent pas une politique conséquente. Ils n'ont pas encore discuté à fond le problème de l'utilisation de l'énergie atomique : l'énergie atomique représente un danger parce que le capitalisme l'emploie pour fabriquer des armes, et parce qu'il produit des déchets qui tuent les gens. Mais que faut-il faire alors ? Se passer d'une source de progrès énorme ? Ou chasser le capitalisme qui provoque tant de maux en utilisant cette énergie ? La conclusion est simple, il faut chasser le capitalisme. Mais il n'y a pas de coordination politique entre les partis socialistes, communistes, les syndicats, pour aboutir à cette conclusion. Celle-ci implique l'affrontement contre le système capitaliste.

Tous ces problèmes vont augmenter dans les principaux pays capitalistes. Par exemple le Japon. Ce mouvement des paysans japonais (ndrl : lutte contre la construction d'un aéroport) est magnifique, ils défendent à la fois un niveau de vie acquis et la pureté de l'environnement. De plus, ces aéroports sont destinés à des usages militaires. Ce mouvement paysan n'est pas guidé par un sentiment ou une conscience patriotique, il a surgi des nécessités propres de la lutte de classes, même sous des aspects limités.

Il faut tenir compte que ces mouvements de paysans au Japon, tout comme les mouvements des écologistes, ont leur raison d'être, une raison historique et concrète très profonde. Ce sont les partis communistes et socialistes, les syndicats,

qui doivent faire un front unique, adopter un programme de front unique contre le système capitaliste en intégrant ces luttes. Ils développeront ainsi la conscience que pour utiliser l'énergie atomique au bénéfice de l'humanité, pour utiliser la terre et la production au bénéfice de l'humanité, il faut abattre le capitalisme. Sans quoi, celui-ci va continuer à tout empoisonner.

Ces mouvements sont encore de peu de poids, mais ils s'étendent dans le monde entier. Les écologistes attirent dans leur mouvement des intellectuels, des scientifiques qui ne sont pas communistes à l'origine, mais qui en viennent à la conclusion de la nécessité du communisme en voyant ce que fait le capitalisme. Il y a un grand progrès de l'influence des États ouvriers, des révolutions du monde sur tous ces pays. Le progrès des États ouvriers et les luttes de libération d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine - par exemple l'Éthiopie - ont une grande influence. Ces mouvements arrivent à comprendre la lutte anti-capitaliste. C'est là une très grande défaite pour le capitalisme. Ce n'est pas seulement au Japon que ces secteurs paysans se mobilisent. Ils le font également en France. Des couches de paysans moyens ou même aisés voient que le mouvement ouvrier est une garantie pour eux, alors que le capitalisme ne garantit rien, et au contraire, empoisonne chaque fois plus les gens.

Le mouvement écologiste a une raison d'être. Il répond à une nécessité historique qui aurait dû rencontrer une réponse parmi les partis ouvriers, communistes et socialistes, et les syndicats. Ce sont eux qui devaient faire cette tâche. Ils auraient dû s'occuper non seulement des problèmes écologiques, mais aussi de ceux de la santé des ouvriers à l'usine où il y a une détérioration brutale des conditions de travail. En France ou en Italie par exemple, les ouvriers ont obtenu les 40 heures par semaine, mais ils travaillent comme des bêtes pendant ces heures-là ! L'absentéisme des ouvriers est de plus en plus important, parce qu'ils ne peuvent plus travailler comme cela. Sur cent ouvriers qui s'absentent du travail, il y en a peut-être cinq qui le font pour éluder le travail, mais tous les autres le font parce que c'est impossible de travailler ainsi ! Il faut qu'ils se reposent, parce que leur travail est tuant, atroce. En plus du travail à la chaîne, il y a la pollution chimique ou radioactive. Le problème n'est pas seulement de « travailler, travailler », mais de voir qu'il y a un degré de contamination, de maladies, d'infections pulmonaires, cardiaques, des voies digestives, chaque fois plus élevé. L'empoisonnement au travail est un des maux dont la classe ouvrière souffre le plus.

L'élévation des conditions de vie de la classe ouvrière à l'usine est un point essentiel à poser dans la lutte en commun avec les écologistes.

J. POSADAS  
29 Mars 1978.

## Le mouvement communiste mondial et le 27e congrès du parti communiste d'URSS

Le processus de régénérescence de l'État ouvrier consiste en un retour à ses racines historiques. Cela ne veut pas dire un retour au passé. Mais l'immense progrès dû à la structure de la propriété étatisée, de la planification centralisée et du monopole du commerce extérieur, requiert pour continuer à se développer l'application des principes et des méthodes qui ont permis le triomphe et le renforcement de la révolution d'Octobre pendant ses 7 premières années d'existence. On ne peut pas parler de «réforme» de l'État ouvrier pour qualifier le processus en cours. Il n'y a aucune réforme de la structure de l'État ouvrier, mais bien une modification dans le fonctionnement bureaucratique de celui-ci. Il y a un processus de transformation politique de la direction, mais non pas des bases historiques, économiques ou sociales de l'État ouvrier.

La discussion sur l'autonomie des entreprises n'a pas un caractère différent. On ne discute pas de donner une plus grande autonomie aux entreprises dans le cadre d'une économie de marché, mais de les rendre plus responsables, en décentralisant l'application des plans de production. Cela requiert d'avoir plus d'instruments de décisions au sein de l'entreprise, sans quoi il n'y a aucune décentralisation. C'est une simplification de l'appareil d'État, qui fait partie de l'élévation des relations socialistes.

Pour avoir une idée de l'appareil bureaucratique gigantesque hérité de l'étape de dictature bureaucratique stalinienne, il suffit de considérer qu'il y a encore 86 ministères, dont 17 rien que pour l'industrie. Les entreprises, les collectifs de travailleurs, restaient prisonniers de cet immense appareil, opposé à tout changement, à une plus grande souplesse dans le fonctionnement et à une élévation de la qualité de la production. Tout cet appareil organisait une production pour satisfaire à ses propres besoins, à part de celle qui était destinée à l'ensemble de la population. Le Congrès a posé ce problème et a dénoncé l'existence des magasins où l'on ne peut acheter qu'avec des devises, et dans lesquels on trouvait de tout. Seuls les membres du haut appareil pouvaient acheter là.

Il faut aussi considérer que la plus grande autonomie accordée aux entreprises, s'accompagne d'un plus grand fonctionnement démocratique soviétique au plan général, et à une vie plus grande dans le parti. Les fonctions de direction dans l'économie sont soumises au contrôle de la base. On parle même de rendre les postes de directeurs éligibles et d'instaurer la révocabilité des mandats. Là où des collectifs de travailleurs fonctionnent déjà, le poste de directeur est soumis à son accord. Cela ne se heurte pas à la planification centralisée, mais cela permet au contraire une application et une discussion plus profondes des plans au travers d'une auto-direction socialiste.

Ce Congrès du PCUS représente le progrès de l'État ouvrier et celui du monde. Tout ce qu'il y a de meilleur dans les luttes des masses du monde était présent à ce Congrès : tous les mouvements de libération nationale et sociale, les États révolutionnaires et les partis communistes. Ce Congrès du PCUS est un événement déterminant dans l'histoire, qui organise et oriente la lutte de l'humanité. Le capitalisme n'est capable de rien faire de pareil. Il fait des réunions pour discuter comment préparer la guerre, ou pour voir comment exploiter l'humanité, avec ses «bourses des valeurs», avec les hausses et les baisses du dollar, avec la pollution des aliments et de l'atmosphère.

La discussion qui a précédé et présidé à ce Congrès va se poursuivre. Cette direction doit faire son expérience et apprendre en cours de route. Elle doit, entre autres, s'élever théoriquement et politiquement pour comprendre la conception du socialisme et des relations humaines. Une telle direction représente la nécessité suprême du développement de l'URSS et de la construction mondiale du socialisme. A l'étape actuelle se posent des problèmes nouveaux auxquels les directions communistes, ni même la direction soviétique qui est la plus avancée de toutes, ne sont pas préparées à répondre. Elles ne sont pas préparées à répondre, mais elles doivent faire face à un problème aussi fondamental que celui de la guerre que prépare l'impérialisme.

Les Soviétiques font des propositions de paix importantes et audacieuses, qui développent la crise au sein du système capitaliste. Mais celui-ci, aussi divisé soit-il, prépare la guerre et va la faire. La flotte yankee n'est pas en promenade, elle prend des mesures et fait des préparatifs de guerre pour imposer aux bourgeoisies la guerre de classe, la centralisation de classe contre l'ennemi de classe qu'est l'État ouvrier. Tous les mouvements de l'impérialisme sont des actes de guerre et de concentration vers ce but. Entre autres raisons de ceux-ci, l'impérialisme voit l'opposition énorme qui se forme au sein même des États-Unis. La politique des Soviétiques a beaucoup d'effet aux États-Unis, parmi les masses nord-américaines.

Il faut développer la lutte contre les plans et les actions de guerre de l'impérialisme et l'unir à la lutte pour les transformations sociales. Il faut arracher le pouvoir au capitalisme. C'est la seule façon de développer la lutte pour la paix. Il faut mener cette discussion dans le mouvement communiste mondial. Cette conclusion ressort du Congrès du PCUS : ce sont les États ouvriers qui développent des relations sociales et économiques permettant le progrès sans limites du genre humain.

20 Avril 1986

## NOUVELLES DE L'INTERNATIONALE

### ARGENTINE



El camarada Pedro Stillman, en un momento de su intervención el pasado 24 de mayo

La Section Argentine de la IVe Internationale Posadiste a organisé une séance d'hommage au camarade J. Posadas pour le 5e anniversaire de sa mort. Le syndicat des ouvriers du livre du Buenos Aires a offert son local pour la réalisation de cette réunion, qui a rassemblé plus de cent personnes, parmi lesquelles il faut souligner la présence de la Confédération Socialiste, du Parti Communiste, des délégations de divers syndicats et d'une représentation diplomatique des pays socialistes, et en particulier de l'Union Soviétique.

### URUGUAY

Le Partido Obrero Revolucionario, Section Uruguayenne de la IVe Internationale, a repris ses émissions de radio, interrompues par la dictature militaire. Une émission a été également consacrée le dimanche 24 Mai 1986 à un hommage au camarade J. Posadas.

Par ailleurs, le Frente Amplio est en train d'examiner la réincorporation de notre parti en son sein. Le secrétariat politique du Frente Amplio a résolu de recommander cette intégration lors de la prochaine assemblée plénière de l'organisation. Pour cet examen, le POR Posadiste a reçu en particulier l'appui de L. Serigni, Président du Frente Amplio et du Parti Communiste d'Uruguay.

### BOLIVIE

Le jugement des assassins de notre camarade Carlos Flores, de Quiroga Santa Cruz (dirigeant du Parti Socialiste), et de huit autres membres du MIR (qui furent tués le jour même du coup d'État par lequel Garcia Meza renversa le premier gouvernement de Siles Suazo) s'est ouvert en Juin à La Paz. Luis Garcia Meza y a comparu et a nié avoir été l'auteur matériel de ces meurtres. Le jour de ce procès, de nombreuses manifestations d'étudiants, d'enseignants, de travailleurs, ont eu lieu pour mettre les juges devant leurs responsabilités.

### COLOMBIE

Lors des récentes élections en Colombie, un front de gauche s'est créé : l'Unité Patriotique, comprenant les FARC, le Parti Communiste, le Parti Ouvrier Posadiste, et d'autres tendances révolutionnaires. Ce front a obtenu 5% des voix, ce qui est un grand succès vu qu'il ne se présentait que dans cent districts sur 1.200.

La victoire du candidat libéral ne représente aucun succès pour le capitalisme en Colombie, car celui-ci doit affronter maintenant une intervention politique des masses dans laquelle se combinent l'activité politique de l'Unité Patriotique, les luttes syndicales et le mouvement de guérillas, pour présenter au pays un vaste front anti-impérialiste et un programme qui tend à arracher la Colombie des mains des trafiquants de drogue, de toutes les mafias et de sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain.

**Soutien à l'appel du POUP**  
**pour une conférence mondiale des partis communistes**  
**et mouvements révolutionnaires**  
**pour la défense de la paix**

# MANIFESTE DU 1er MAI 1986 de la IVe Internationale Posadiste

Ce manifeste du Secrétariat International nous étant parvenu avec retard de courrier, nous n'avons pas pu l'éditer pour le 1er Mai. Nous en présentons quelques extraits ci-dessous.

A l'étape du règlement final des comptes : tout notre appui à la formation du front unique mondial anti-impérialiste des pays socialistes, des États révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, des partis communistes, socialistes, ouvriers, des mouvements anti-impérialistes, des gouvernements progressistes, des centrales syndicales nationales, des syndicats et des organisations culturelles et sociales de chaque pays dans le monde.

Aux ouvriers, paysans, techniciens, intellectuels, militants anti-impérialistes et aux scientifiques,

A l'Union Soviétique, aux États ouvriers et à l'avant-garde révolutionnaire.

L'impérialisme, stade suprême et ultime du système capitaliste, développe sa phase ultime, féroce et assassine avant son effondrement final. L'impérialisme essaie désespérément et par-dessus ses alliés de classe, les bourgeoisies nationales, de mener de l'avant ses plans de guerre mondiale contre-révolutionnaire. L'action criminelle contre la Libye, l'action chaque jour plus ouverte contre l'État révolutionnaire du Nicaragua, l'agression contre les mouvements et les gouvernements nationalistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, tout comme celle menée contre des leaders socialistes d'Europe, font partie intégrante de l'affrontement système contre système, entre les États ouvriers (pays socialistes) ayant l'URSS à leur tête, et l'impérialisme et le capitalisme mondial.

L'impérialisme yankee prend des décisions militaires et économiques afin d'entraîner le reste du capitalisme mondial à la guerre contre-révolutionnaire. C'est pour cela qu'il assassine et conspire contre des gouvernements et des dirigeants qui s'opposent à sa politique fasciste, comme ce fut le cas d'Olof Palme en Suède. Après la Conférence de Genève entre Gorbatchev et Reagan, l'impérialisme a intensifié les préparatifs et les actions concrètes de guerre, comme l'action contre la Libye. Ceci montre que du côté de l'impérialisme «la guerre est inévitable», non contre l'URSS en tant que pays, mais contre la révolution socialiste mondiale dont l'URSS est le centre, en tant que premier État ouvrier de l'histoire.

## LES DÉLAIS SE RACOURCISSENT ET LA FONCTION DES ÉTATS OUVRIERS S'ÉLÈVE

Les États ouvriers (pays socialistes) sont les formes conscientes et organisées du prolétariat mondial, comme l'a défini J. Posadas. C'est pour cela que leur activité intérieure et extérieure a une importance vitale pour le processus révolutionnaire. Ce 1er Mai a lieu au moment où se conclut une étape de l'histoire de l'humanité : les facteurs de progrès font pression objectivement pour une issue socialiste, tandis que le régime capitaliste caduc historiquement ne peut montrer un seul élément de progrès pour l'humanité, ni dans la science, ni dans l'art, ni dans la culture.

Tous les mouvements révolutionnaires en développement dans le monde suivent la tendance historique qui consiste à partir de l'anti-impérialisme pour courir vers l'anti-capitalisme : c'est le cas en Libye, au Burkina Faso, au Yémen du Sud, au Pérou, au Nicaragua. Le Nicara-

gua accomplit une fonction de bien public pour les masses d'Amérique Latine en se refusant à signer le compromis de paix proposé par un groupe de Contadora «médiatisé», qui permettrait à l'impérialisme de peser pour essayer d'écraser les gouvernements et les mouvements de masses d'Amérique Latine qui l'affrontent.

En Europe également, des millions de gens sont sortis pour désarmer socialement l'impérialisme dans la guerre qu'il a déjà commencée. Ces manifestations, tout comme les actions des masses nord-américaines contre leur gouvernement, non seulement empêchent l'impérialisme de centraliser sa politique d'affrontement contre les États ouvriers et la révolution socialiste mondiale, mais permettent d'élever de nouvelles directions locales et d'impulser le processus de régénérescence des États ouvriers, en donnant ainsi des formes plus harmonieuses, plus élevées que jamais, dans la lutte de l'humanité pour son progrès social.

Le système capitaliste ne trouve pas de points d'appui parmi les masses pour sa survie en tant que système. C'est ainsi que des millions d'êtres humains qui ont résolu leurs problèmes économiques les plus importants, c'est-à-dire qui ne font pas partie de la lutte quotidienne pour la subsistance comme c'est le cas pour la classe ouvrière et les paysans, et qui devraient être le soutien social de la grande bourgeoisie, de l'impérialisme, sont gagnés à la révolution, comme le mouvement des «Verts» et des autres écologistes spécialement aux États-Unis et en Europe capitaliste. Ils voient que le régime capitaliste de production, que les grandes industries chimiques, d'armements de l'impérialisme, sont en train de détruire la nature, d'empoisonner le milieu ambiant, et que les «missions» spatiales de l'impérialisme comme celles de Challenger sont utilisées au service des plans de guerre et non au service de la recherche scientifique.

Nous vivons une étape dans laquelle des directions qui ont été organisées pour être les soutiens du système capitaliste, sont gagnées à la révolution ou se retournent contre le capitalisme, ou deviennent un facteur de destabilisation de la centralisation politique de l'impérialisme yankee. C'est le cas par exemple des gouvernements socialistes de France, d'Espagne, du Portugal, d'Italie et de Suède. Et maintenant, comme pour Olof Palme, l'impérialisme les assassine.

L'impérialisme n'a aucune assurance dans ces gouvernements sociaux-démocrates, parce que ceux-ci cherchent des alliances avec les États ouvriers, et sont influencés par les avances de ces derniers. Ce sont des secteurs qui, comme le disait J. Posadas, voient que «l'impérialisme est la mort et le socialisme la vie».

Il faut unir ce processus au progrès de gouvernements révolutionnaires comme celui du Burkina Faso, du Mozambique, de l'Angola, de l'Éthiopie, aux mobilisations des peuples arabes et des masses noires d'Afrique, à la belle et héroïque lutte des masses chiliennes, à la liquidation de Duvalier à Haïti et de Marcos aux Philippines par une insurrection populaire de masses qui ne garantit à l'impérialisme aucune continuité à travers Corazon

Aquino, comme celui-ci l'espérait au début. Face à ces processus qui acquièrent un profond contenu révolutionnaire objectivement anti-capitaliste, l'humanité n'a pas pu se concentrer en créant l'instrument conscient, l'organisme qui pourrait affronter l'étape du règlement final des comptes : l'Internationale Communiste de Masses.

En quatre siècles d'existence, le capitalisme a réalisé la plus grande concentration de la propriété et de l'accumulation sociale du travail, sous forme de produits et de pouvoir, dont l'impérialisme yankee possède l'essentiel. Mais il n'a pu empêcher qu'à l'intérieur de son propre camp l'humanité atteigne des formes de développement culturelles, scientifiques ou artistiques qui le nient, et cherchent une issue dans la nouvelle société socialiste. Mais il n'existe pas encore la direction sociale centralisée qui permette d'atteindre l'étape de l'humanité où le progrès du genre humain se développera à l'infini en harmonie avec la nature et le cosmos.

## LE PEUPLE NORD-AMÉRICAIN

Au cours des journées de Chicago de 1886, dans la lutte des ouvriers assassinés aux États-Unis, on voyait déjà les structures de Marx et d'Engels, de la lutte pour une société communiste se développant au sein même de ce qui allait devenir le bastion du système capitaliste : l'impérialisme yankee.

Aujourd'hui, les masses nord-américaines sont une partie fondamentale de la lutte mondiale anti-capitaliste. Reagan et sa bande ne sont pas l'expression des masses nord-américaines, des ouvriers, de la petite-bourgeoisie pauvre, des paysans, des millions de «chicanos» mexicains, des portoricains, etc... Reagan a été élu par moins de 20% de la population nord-américaine. D'autre part, le gouvernement sait que lors d'une nouvelle élection possible, il ne remportera pas même cela. Des secteurs comme Carter voient que Reagan les mène à la guerre et veulent gagner du temps. Et quand Carter déclare : «Si on tuait ma fille Emi comme ils ont tué celle de Kadhafi, je n'aurais de cesse avant de faire payer le crime à son auteur», c'est parce que la lutte au sein des cercles dirigeants est énorme et l'opposition à Reagan des masses nord-américaines est très grande.

Les manifestations aux États-Unis contre la guerre, les collectes de millions de dollars faites par les artistes afin d'aider leurs frères d'Afrique et d'Asie, les collectes des églises, des mouvements pour la paix et des écologistes à l'intérieur des États-Unis en faveur du Nicaragua, sont les indices de la véritable raison du peuple nord-américain. C'est pour cela que la déclaration de Kadhafi proclamant «son amour du peuple américain» est totalement juste. La continuité de la vie des martyrs de Chicago se fait aujourd'hui à travers le prolétariat nord-américain qui n'a pas été écrasé par le fait de vivre au cœur même du bastion de l'impérialisme. Car ni le Vietnam, ni Cuba ni l'Angola, ni maintenant le Nicaragua ou la Libye ne pouvait triompher sans le poids favorable de l'opinion publique nord-américaine, et essentiellement celui du prolétariat.

Des «accidents» comme celui de Challenger ou de la fusée Titan, qui explosent en plein vol (l'un ayant des objectifs militaires, et l'autre ayant pour but de mettre en action des satellites et des instruments secrets au-dessus de la Méditerranée contre la Libye), démontrent la furieuse lutte de tendances au sein de l'impérialisme, où certains secteurs procèdent à des sabotages pour chercher à contenir ceux qui veulent lancer la guerre. La fameuse guerre des étoiles dont le coût est supérieur à celui de la dette extérieure des pays d'Amérique Latine, est un indice de l'aire de guerre dans laquelle l'impérialisme agit.

C'est pour cette raison que ce premier centenaire du 1er Mai n'est pas un anniversaire de plus dans l'histoire de l'humanité. La concentration du processus englutit et écrase les directions qui ne développent pas une fonction de progrès, alors que s'élèvent rapidement de nouvelles directions plus mûres et légitimes. C'est le développement inégal et combiné dans lequel l'aspect combiné est celui qui décide et pèse socialement (...)

## APPELS

En ce 1er Mai, nous lançons un appel à tous les partis communistes à discuter le programme et la politique pour affron-

(Suite page 6)



# POUR LE 3<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION AU BURKINA FASO

La IV<sup>e</sup> Internationale Posadiste salue à l'occasion de ce 4 Août 1986, le camarade Thomas Sankara, le Conseil National de la Révolution et tout le peuple révolutionnaire du Burkina Faso, avec toute notre fraternité communiste, pour le progrès permanent de la révolution burkinabè depuis le 4 Août 1983.

Depuis la victoire du coup d'État révolutionnaire de 1983 et des mobilisations populaires qui l'ont accompagné et soutenu, le Burkina Faso a vécu un riche processus de transformations sociales, avec la liquidation du pouvoir féodal dans les campagnes, la nationalisation de la terre et du sous-sol, l'étatisation ou la semi-étatisation des industries et de la production d'énergie, avec la création d'un réseau de coopératives d'achat et de commercialisation des produits agricoles, et surtout, avec la création et le développement des Comités de Défense de la Révolution et de tous les organismes de participation de la population aux décisions qui la concernent : les tribunaux populaires, l'organisation armée du peuple à côté de l'armée professionnelle. Déjà la simple mais rigoureuse volonté de justice sociale et d'intégrité du camarade Président Sankara et de la direction de la révolution a représenté un profond changement pour tout le pays, en éliminant la corruption des relations sociales, en permettant que les fonds parvenant de l'aide internationale contre la faim arrivent réellement à leur destination, et en réalisant ainsi un progrès tangible jusque dans le plus éloigné des villages du Burkina : partout les enfants ont été vaccinés, partout il y a en construction ou en fonctionnement une école, un dispensaire et un puits.

Ce processus ne manque pas d'attirer l'attention hostile de l'impérialisme (français, américain ou anglais, qui se disputent le maintien de la domination dans cette région d'Afrique), ainsi que des gouvernements et régimes réactionnaires des pays d'Afrique environnants. Les complots contre le camarade Sankara qui ont été déjoués à plusieurs reprises, et les provocations armées du Mali à la frontière avec le Burkina, «la guerre de Noël», en sont des exemples.

Mais la guerre plus insidieuse que livrent l'impérialisme et ses alliés, et ses agents des gouvernements africains, est en marche : elle consiste à empêcher la réalisation du programme de développement que s'est donné le Conseil National de la Révolution, à discréditer le processus et la direction révolutionnaire en sabotant ses projets économiques et sociaux, et en faisant le chantage financier du FMI et des autres organisations de bandits internationaux pour étouffer les intentions d'approfondir les transformations sociales au Burkina Faso.

C'est pourquoi le FMI «recommande» maintenant l'abandon de la construction du chemin de fer de Tambao, ou la privatisation de toutes les sociétés qui ont été étatisées ou placées sous contrôle de l'État - indépendamment qu'elles soient ou non rentables ! Le capitalisme international veut imposer que le Burkina reste dans le camp capitaliste et étouffer sa force d'exemple pour les autres pays de cette région d'Afrique.

Toutes les expériences de l'histoire montrent qu'aucun pays ne peut se développer sous un régime capitaliste, et moins encore un pays sorti de la domination colonialiste de l'impérialisme. Les seuls qui se «développent» dans les pays d'Afrique restés dans le camp capitaliste, ce sont les petits cercles de la bourgeoisie locale, et toutes les couches de fonctionnaires, de politiciens, qui sont les intermédiaires pour faire subsister la domination impérialiste et capitaliste sur le pays.

Le socialisme est la seule perspective de progrès et de vie pour toute l'humanité. Et tous les pays qui se sont engagés dans la voie des transformations socialistes progressent et peuvent développer le bien-être de la population, de Cuba à la Chine, au Vietnam, et fondamentalement à l'Union Soviétique. Pour pouvoir réaliser le programme de développement que se propose la révolution burkinabè, il est nécessaire, ici aussi, d'approfondir les mesures de transformations socialistes du pays.

Les conditions que le FMI et autres bailleurs de fonds impérialistes veulent mettre à la concession de crédits pour financer le Plan Quinquennal, sont intolérables. Il faut mettre ce problème en discussion publique dans tout le pays, et que toutes les masses populaires, des villes et des campagnes, participent à cette discussion, et proposent leur réponse à ce diktat. Il faut que toute la population comprenne bien en quoi consiste le chantage du FMI, pour ne pas donner l'occasion de discréditer le gouvernement et le camarade Président, et de les séparer des masses. Il est vrai qu'on peut utiliser, en partie, les contradictions et la concurrence entre les différentes puissances capitalistes, mais les manoeuvres sont très limitées dans ce terrain, et le capitalisme français a encore entre ses mains le système monétaire qui régit toute cette région d'Afrique, des lois et des structures commerciales et financières qu'il ne veut pas partager ou céder aux concurrences capitalistes. Tôt ou tard, le Burkina devra affronter cette structure et la rompre, tout comme refuser les conditions du FMI pour pouvoir continuer à avancer.

Dans ce combat, il est certain que le Burkina doit compter sur ses propres forces, sur la volonté révolutionnaire très profonde des masses, et approfondir les mesures de transformations sociales du pays, les étatisations, la collectivisation et le développement des coopératives dans les campagnes, envisager la nationalisation du commerce et le monopole d'État du commerce extérieur, intégrer l'ensemble de l'économie dans la planification. Mais il faut compter aussi qu'en Afrique et dans l'ensemble du monde, le rapport des forces n'est pas pour l'impérialisme et le capitalisme. Le système socialiste est un rempart et une garantie, par sa seule existence, pour la défense et le développement des révolutions sur tous les continents. Le Nicaragua, et maintenant la

Libye, qui affrontent l'impérialisme militairement, s'appuient sur les forces et le soutien économique, social, militaire des États ouvriers, et fondamentalement de l'Union Soviétique. De même en Afrique, l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe, l'Éthiopie, développent la transformation de l'État révolutionnaire vers des États ouvriers, en comptant sur les pays socialistes, sur l'Union Soviétique. Il y a en fait un grand nombre de pays d'Afrique qui sont devenus ou sont en train de devenir des États révolutionnaires. Il faut tendre à leur unification, à un front unique de tous les États révolutionnaires d'Afrique pour échanger toutes les expériences de construction d'une nouvelle société, pour affronter ensemble l'impérialisme, pour mettre en commun leur économie et rompre la dépendance du camp capitaliste, et pour développer ensemble un front unique avec les pays socialistes et établir une politique et un programme communs d'affrontement contre l'impérialisme, et de développement économique et social.

*Suite de la page 5*

ter nationalement et mondialement l'impérialisme, et la nécessité de l'alliance en défense de l'URSS et des États ouvriers, ainsi que du Nicaragua et de la Libye, avec toutes les tendances disposées à lutter pour le progrès social révolutionnaire.

En ce 1er Mai, qui commémore le centenaire des martyrs de Chicago, nous lançons un appel à l'Union Soviétique à développer une politique destinée à surmonter les problèmes existants avec la République Populaire de Chine. Nous appelons les masses de l'État ouvrier chinois à discuter intérieurement du besoin du front unique avec tous les autres États ouvriers et avec l'avant-garde communiste et révolutionnaire mondiale. Nous appelons à appuyer le développement du Vietnam, du Cambodge, et à étendre la planification des économies des États ouvriers en ouvrant le CAME aux États révolutionnaires du monde, et en y incorporant les économies des pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. C'est la façon de montrer comment, économiquement, politiquement et socialement, l'État ouvrier est supérieur au système capitaliste. Nous appelons à rompre avec le FMI et les organismes financiers contrôlés par les yankees et leurs adeptes, comme la Banque Mondiale, etc...

Nous lançons un appel aux États ouvriers, à l'URSS, à développer une stratégie mondiale qui parte du fait que pour soutenir la paix il est nécessaire de développer la révolution socialiste mondiale, en tant que forme concentrée du progrès. Nous lançons un appel à la direction de l'État ouvrier soviétique à mobiliser toute l'immense force du pouvoir soviétique en revenant à un fonctionnement total des organismes des masses soviétiques.

Comme à Stalingrad, dans la défaite du nazisme, au Vietnam, à Cuba, au Nicaragua, au Salvador et en Libye, les masses sont le soutien sûr et ferme du progrès de l'histoire. Ni les armes, ni les guerres n'ont paralysé les peuples, et

Il ne s'agit pas de «se soumettre» à une quelconque politique de l'Union Soviétique, mais de considérer - comme le posait le camarade J. Posadas - que «l'Union Soviétique n'est pas un modèle, mais un programme».

En discutant et en développant la nécessité d'établir ce programme, d'approfondir les transformations sociales au Burkina, se forme aussi la base pour constituer le Parti de la Révolution Burkinabè, qui est une tâche que se propose la direction de la révolution. Le Parti ne peut pas se former par décret, mais il est le catalyseur et l'organisateur concentré de toutes les forces révolutionnaires burkinabè qui sont convaincues de poursuivre la lutte pour le socialisme au Burkina.

La IV<sup>e</sup> Internationale Posadiste est partie intégrante de votre combat et de la volonté immense du peuple burkinabè pour sortir de l'arriération économique et sociale imposée par les siècles d'oppression de l'impérialisme et du capitalisme. Nous saluons cette décision de progrès, et en ce troisième anniversaire de la révolution, nous souhaitons de toutes nos forces son renforcement et son avance vers le socialisme.

Vive le progrès de l'État révolutionnaire du Burkina Faso vers le socialisme !

Vive le front unique anti-impérialiste africain et mondial !

Pour l'unification de toutes les forces des États et mouvements révolutionnaires dans le monde, avec les pays socialistes, pour en finir définitivement avec l'impérialisme et le capitalisme !

Bureau Européen  
de la IV<sup>e</sup> Internationale Posadiste.  
26 Juillet 1986.

n'ont empêché leur progrès à travers l'histoire. Elles n'ont pas pu mettre l'URSS en déroute malgré les 23 millions de Soviétiques morts dans la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, et malgré les millions qui meurent aujourd'hui en luttant dans le monde entier pour le progrès socialiste.

Alors que l'impérialisme se prépare à la destruction, les peuples du monde développent la vie. Les masses du Vietnam, du Cambodge, d'Angola, du Burkina Faso, du Nicaragua, du Salvador et de tous les peuples appelés du «tiers-monde» font l'exercice de la vie et de la lutte pour la survie. Nous ne voulons pas la guerre atomique, et personne ne peut la vouloir, mais l'impérialisme va la lancer. Le «bourbier atomique» fait partie de l'inévitable étape du règlement final des comptes du système capitaliste qui meurt de ses propres contradictions avec le socialisme, étape en marche vers le communisme.

Nous saluons, en ce premier centenaire du 1er Mai, les millions de jeunes, de vieux, qui comme au Chili, au Salvador au Moyen-Orient, en Europe capitaliste et en Amérique Latine, en Afrique et en Asie, luttent et donnent la vie de façon consciente pour le progrès de l'humanité toute entière. Aux jeunes et aux enfants qui comme au Vietnam, au Nicaragua et au Salvador, sont et se sentent les «défenseurs de l'humanité».

L'humanité a montré que, dans sa conscience, elle vit déjà de façon communiste. Les masses agissent, vivent et se comportent en appliquant le principe que «la vie n'a pas de sens sans la lutte pour le socialisme avec toutes ses conséquences», comme l'a dit J. Posadas. Et nous tenons à rappeler cette pensée finale de sa vie, parce que c'est avec cette structure qu'agit l'humanité aujourd'hui face à la guerre de l'impérialisme, et c'est sur cette base que les États ouvriers, l'URSS et toutes les directions révolutionnaires doivent s'appuyer.

26 Avril 1986  
Secrétariat International  
de la IV<sup>e</sup> Internationale Posadiste.

# Les diversions linguistiques et la crise capitaliste

## EDITORIAL

Il y a toujours une «affaire Happart» en réserve quand le gouvernement a besoin de détourner les attentions de la population et, surtout, des organisations politiques et syndicales de gauche. Avec un cynisme sans limite, Martens-Gol crée la crise aux Fourons et déclare, en même temps, qu'il y a des problèmes sociaux et économiques bien plus importants à résoudre que ces broutilles communautaires.

Les partis au gouvernement sont divisés entre tous leurs courants plus ou moins régionalistes et leurs intérêts bourgeois particuliers, mais ils ont tous besoin de poursuivre la politique d'austérité qui consiste à faire payer la crise capitaliste aux masses travailleuses et aux secteurs les plus démunis de la population. C'est pourquoi ils ne tiennent pas à ce que le gouvernement Martens VI tombe aujourd'hui sur un problème comme celui des Fourons.

Par contre, cette affaire des Fourons leur sert d'alibi et de couverture tandis qu'ils continuent de plus belle le démantèlement de tous les acquis des travailleurs et des droits démocratiques les plus fondamentaux, comme celui à l'instruction et à la vie tout simplement. L'énergie que les dirigeants du PS ont manifestée pour soutenir Happart, ils auraient pu l'employer pour organiser la lutte pour défendre ces droits démocratiques de base de la population, mais face à cela, ils restent bien tranquilles.

Le chiffre de 500.000 chômeurs est à nouveau dépassé, inclus dans les statistiques officielles, et malgré tous les escamotages déjà effectués. Des centaines d'enseignants se sont retrouvés du jour au lendemain rejetés de leur emploi à cause des restrictions du budget de l'Éducation Nationale. Maintenant, le ministre Hansenne a inventé de nouveaux délinquants : les jeunes qui poursuivent des études ne conduisant à aucun emploi, et propose donc de les punir par la suppression de tout droit aux indemnités de chômage à la sortie de l'école. Les chômeurs qui ont le malheur de vivre avec une autre personne gagnant plus de 32.000 francs nets par mois, se verront exclus du droit aux indemnités. Tout cela représente une atteinte sans précédents aux droits démocratiques des gens. Sans parler des licenciements de délégués syndicaux, de la poursuite judiciaire menée par des patrons contre des ouvriers qui font le piquet de grève comme à Cuivre et Zinc et aux chantiers Boel.

Toutes les raisons qui ont mené aux grandes mobilisations des travailleurs cette année encore, restent entières. On ne peut pas se laisser diviser ou démobiliser à cause d'un problème comme les Fourons. Les lois linguistiques de 1963, qui ont mis les Fourons, à majorité francophone, dans une région administrative flamande, ne sont certes pas démocratiques. Il faudra un nouveau pacte entre les organisations de gauche flamandes et francophones en Belgique pour les changer, et pour faire respecter les droits de toutes les populations du pays. Mais en attendant, l'unité des forces de gauche de tout le pays est urgente et indispensable pour les problèmes profonds qui pèsent sur tous les travailleurs, et ce qui a pu être obtenu dans les grèves des services publics de mai - juin, dans la manifestation des 300.000 à Bruxelles, du 31 mai, doit être sauvegardé : le front unique des travailleurs wallons, flamands et bruxellois, belges ou immigrés, pour refuser le plan d'austérité de Val-Duchesse.

Celui-ci est en train de s'appliquer aujourd'hui. Il faut poursuivre toute la lutte pour le liquider, et pas seulement pour lui trouver des aménagements. Val-Duchesse ne concerne pas seulement les travailleurs des services publics. Il porte atteinte à tous les travailleurs au travers des restrictions à la sécurité sociale, aux pensions, à l'enseignement. Même si, dans le secteur privé, un demi-accord a été trouvé entre représentants patronaux et syndicaux pour mener des négociations d'améliorations salariales (et encore selon les secteurs économiques), cela ne compense pas les attaques que toute la classe ouvrière a subies avec Val-Duchesse et les lois de blocage des salaires. Ces offres de négociations de la part du patronat sont d'ailleurs empoisonnées. Celui-ci fait semblant de s'opposer au gouvernement Martens, alors que les uns et les autres se partagent les tâches. Ils cherchent par ces accords séparés dans le secteur privé à empêcher l'union de tous les travailleurs contre eux, gouvernement et patronat.

Ce front unique est la force principale de la classe ouvrière. Sur cette base, il faut continuer les actions, les assemblées syndicales, les réunions communes FGTB-CSC, et discuter, en même temps, un programme commun de toutes les revendications anti-capitalistes.

Le 4 Novembre 1986.

## Sommaire

- \* J. POSADAS Sur le non-alignement..... page 2
- \* LA REUNION DE HARARE..... page 3
- \* NOUVELLES DE L'INTERNATIONALE..... page 4
- \* LA POLOGNE..... page 4

# Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste  
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière  
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.  
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de  
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -  
1050 Bruxelles.

23e année - numéro 370 - Novembre 1986 - 10 Francs

## REYKJAVIK ET LES MOUVEMENTS DE LA PAIX EN BELGIQUE

Les entretiens de Reykjavik entre Reagan et Gorbatchev ont mis en évidence le besoin impérieux de l'impérialisme américain de poursuivre le programme de l'IDS, dernier moyen en date de ses préparatifs de guerre contre l'humanité. C'est

pour ce programme que les États-Unis continuent leurs essais nucléaires et ont rejeté toute proposition de moratoire et renvoyé le moratoire unilatéral de l'URSS au niveau de «simple propagande». Mais ce programme a soulevé beaucoup d'op-

(Suite page 4)

## Mozambique

### NOTRE HOMMAGE ÉMU A SAMORA MACHEL, ASSASSINÉ PAR L'IMPÉRIALISME ET LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

Samora Machel, Président de l'État révolutionnaire du Mozambique, est mort assassiné par les dirigeants d'Afrique du Sud et les troupes de mercenaires à leur solde. Sa mort nous touche beaucoup, car c'est la perte d'un camarade dirigeant du Mouvement de Libération du Mozambique, qui a cherché à faire avancer son pays, et son organisation vers le socialisme. Les aléas et les limitations qui sont apparus dans la politique suivie par Samora Machel - dont la signature d'un accord de paix avec l'Afrique du Sud et une très relative ouverture à l'économie capitaliste occidentale - n'empêchent pas qu'il restait un dirigeant révolutionnaire profondément honnête et sincère, qui cherchait la compréhension et l'interprétation scientifique, marxiste, de l'histoire et du monde actuel.

Son assassinat, même s'il laisse un vide dans la direction révolutionnaire du Frelimo, et peut être utilisé pour provoquer plus de difficultés à l'État révolutionnaire, exprime surtout l'exaspération et l'aveuglement historique du régime fasciste de Prétoria qui escompte entraîner le désordre au Mozambique, par la disparition de son dirigeant. Les masses du Mozambique, avec les masses d'Afrique du Sud, ont déjà supporté les pires difficultés, et continuent à développer leur lutte sans se laisser abattre par les assassinats. La perte du camarade Machel est un coup pour tous les révolutionnaires du monde, mais elle est aussi une part de notre expérience et du renforcement de la résolution d'en finir avec toutes les forces d'oppression et de répression de l'histoire.



Le tiers-monde est une invention. Le monde est déterminé par les classes. Il y a une classe ouvrière et une classe bourgeoise. Ce sont les classes qui déterminent le comportement social, et par conséquent les relations mondiales. Il y a un monde capitaliste et un monde des États ouvriers. Entre les États ouvriers existent des différences de niveau de développement, mais ce sont des différences au sein d'une même classification. Ils ne perdent pas leur nature d'États ouvriers. L'État ouvrier soviétique est très puissant. La Chine, le Vietnam le sont moins, mais ce sont tous des États ouvriers. Les relations qu'ils ont avec le monde sont des relations en tant qu'États ouvriers, ce qui signifie sur les bases du socialisme. De l'autre côté, il y a le capitalisme.

Les Yougoslaves ont inventé un tiers-monde. Mais par quelle économie celui-ci est-il représenté ? Par quelles formes de propriété ? Par quel régime de propriété ? Un tiers-monde n'existe pas parce qu'on ne qualifie pas le monde selon les races, les nationalités, les ethnies. Les classifications sont sociales et elles se basent sur l'économie. Les Yougoslaves, en inventant le tiers-monde, veulent faire une séparation au sein du capitalisme, à ses différents degrés, et au sein des États ouvriers à leurs différents degrés, et ils inventent une possibilité de progrès de l'humanité sans guerre, sans intervention d'un pays dans l'autre, et en croyant que les capitalistes peuvent se comporter bien. Cette bonne conduite signifie que l'impérialisme devrait quitter Cuba qu'il occupe depuis cent ans. Mais Tito oublie qu'il n'a jamais dit aux Yankees de partir de Guantanamo, alors qu'il a pensé à dire aux Soviétiques de partir de l'Afghanistan !

Tito n'a jamais dit à l'impérialisme anglais ou français de quitter ses colonies. Il n'y a pas d'autre classification que celle qui détermine l'économie et le système de propriété. Il y a une grande diversité dans le cadre de la propriété privée. En Afrique par exemple existent des pays très arriérés mais on ne les classe pas en tant que «pays arriérés», sinon en tant que pays capitalistes arriérés. Il ne faut donc pas en faire un tiers-monde. Il faut les considérer comme des pays capitalistes arriérés, ce qui amène une série de mesures politiques, programmatiques, d'activités tactiques que l'on ne peut appliquer dans un pays capitaliste avancé. Dans le camp capitaliste, il y a les pays avancés et les pays non avancés.

C'est la seule classification à faire. Mais elle a beaucoup d'importance pour la tactique, et même le programme pour les différentes étapes de luttes. Par exemple, on disait que le Chili en était à l'étape de la révolution démocratique bourgeoise, de même que l'Uruguay, le Nicaragua, le Salvador. Nous avons toujours écrit qu'il n'en est rien. Ce n'est pas la révolution démocratique bourgeoise qu'il faut faire, mais la révolution anti-bourgeoise. Posadas a écrit le livre : «Amérique Latine : l'impossibilité du développement capitaliste et la lutte pour les transformations sociales». Le centre en est que les pays arriérés d'Amérique Latine sont une conséquence de la division mondiale du travail dirigée par le capitalisme et dans le camp de la propriété privée. De tels pays n'ont aucune perspective de faire concurrence aux grands pays capitalistes. Pour se développer, ils doivent transformer la société. Les problèmes de tactique, de politique et de programme se posent donc en considérant cette situation objective et cette perspective historique.

Il n'y a donc pas de révolution démocratique bourgeoise, mais une révolution anti-capitaliste qui accomplit la fonction démocratique que la bourgeoisie n'a pas pu remplir, et qui permet à toute la population d'intervenir en lui donnant l'objectif des transformations sociales pour développer le pays. Qu'a fait le Nicaragua ? Que fait le Salvador ? Le Surinam ? La Rhodésie ? Il n'y a pas de possibilité d'un

développement démocratique bourgeois. S'il existait un tiers-monde, cette possibilité existerait, et du tiers-monde surgirait un monde nouveau. Mais le tiers-monde est une création de pays comme la Yougoslavie, afin de résister au capitalisme, mais aussi aux États ouvriers. Pour la Yougoslavie, cela représente une dégradation politique.

Si les Yougoslaves avaient compris que l'État ouvrier est au-dessus d'un dirigeant comme Staline, au moment où celui-ci avait imposé le blocus au pays\*, ils auraient attendu et agi de façon différente. La preuve en est que Staline fut éliminé et que l'Union Soviétique a réalisé un très grand développement, qui est la base essentielle du rapport mondial de forces favorable au progrès du communisme. La programmation doit donc consister à s'appuyer sur un front unique anti-capitaliste pour combattre le système capitaliste. Cela augmente la puissance des États ouvriers, éduque et élève la compréhension des masses, et permet de gagner la petite-bourgeoisie cultivée, technique, à la décision des transformations sociales. C'est ainsi que font les masses du monde.

Mais quand les Yougoslaves appuient le tiers-monde, ils limitent le processus à une perspective de révolution démocratique bourgeoise. C'était le vieux programme du mouvement communiste issu de la politique conciliatrice de Staline. Nous avons aidé à le changer. Corvalan au Chili, Arismendi en Uruguay, n'ont plus ce programme de révolution démocratique bourgeoise. Ils combinent les deux révolutions, en luttant pour les revendications démocratiques bourgeoises en même temps que pour les transformations sociales. Cela dépend de la relation de forces, mais entre les deux, c'est la politique de transformations sociales qui détermine le progrès. Le processus est mûr à cause du rapport mondial des forces. Si l'Union Soviétique ou la Chine n'existaient pas, l'impérialisme aurait envahi le Nicaragua, la Rhodésie, le Salvador. Mais il ne peut intervenir parce qu'il existe un rapport de forces en faveur du camp de la révolution, et parce que l'Union Soviétique est en train d'intervenir dans ce sens en Europe, en Asie et en Afrique où elle le fait par exemple au travers de Cuba.

La compréhension des gens est une partie de ce rapport de forces mondial. C'est Tito qui ne comprenait pas cela. Quand il parlait de relation mondiale de forces, il se référait à la raison, à la justice. D'accord camarade Tito : la raison et la justice sont importantes, mais elles ne sont pas indépendantes de la force. Il y a longtemps que le socialisme a raison, mais cette raison ne marche pas si on n'emploie pas la force. En lisant Marx, on se rend compte qu'il a raison, mais on ne peut pas parler alors de «tiers-monde», «n'être ni avec l'un, ni avec l'autre». Le monde est divisé entre États capitalistes et États ouvriers. Il y a beaucoup à corriger, à changer dans les pays socialistes (États ouvriers), c'est vrai. Mais nous ne sommes pas à l'étape de corriger un État ouvrier ou un autre. C'est l'étape finale du système capitaliste, et il s'agit de relations globales. Il faut donc maintenir une attitude critique envers les bureaucraties des partis communistes et des États ouvriers, et comprendre en même temps qu'il s'agit du règlement final entre États ouvriers et système capitaliste.

Il faut unir toute l'activité dans un front unique avec les États ouvriers, contre le système capitaliste, sans taire ou annuler les jugements critiques, mais en les élevant à une considération persuasive envers l'État ouvrier, pour faire progresser celui-ci dans sa fonction contre le système capitaliste. C'est l'étape du règlement final des comptes et non celle du «tiers-monde» ! C'est le règlement final des comptes entre le système capitaliste et le progrès mondial du socialisme. Il n'y a pas d'autres directions que celles qui

# Le Tiers Monde n'est pas il y a les états ouvriers et les pays capitalistes

existent actuellement. Même en ce qui concerne les dirigeants chinois, nous leur faisons des critiques très aiguës, nous ne les confondons jamais avec la Chine État ouvrier. La Chine est un pays socialiste, même s'il est limité et bureaucratique. La Chine a une structure économique et sociale qui est celle d'un pays socialiste. Nous disons «pays socialiste» pour donner une qualification générale, mais ce n'est pas un pays socialiste, c'est un État ouvrier.

Tito n'a pas compris cela. De là le tiers-monde pour lui, qui existe en dehors des États ouvriers et des pays capitalistes. Le non-alignement n'existe pas, mais les «non-alignés» s'alignent. Ceaucescu de Roumanie, par exemple, se dit «non-aligné», mais dès qu'on lui pique le derrière, il court aussitôt vers le Pacte de Varsovie. Et là, il est bien aligné ! Le non-alignement est absurde. Quand il existe le régime capitaliste d'une part, et le régime des États ouvriers de l'autre, on s'aligne soit sur l'un, soit sur l'autre.

En Asie, en Afrique, en Amérique Latine, de nombreux pays ont une économie capitaliste, de propriété privée, mais avec une production très arriérée. Ils sont arriérés dans la culture, la science, la technique et l'art, mais ce sont des pays capitalistes. Pour changer et transformer ces pays, il faut transformer leur régime de propriété et leur communiquer les expériences des États ouvriers, y inclus celles de la Chine. Par contre, avec les pays du tiers-monde, c'est comme si on les plaçait en juges, en arbitres. Dans ce tiers-monde, on suscite un appareil bureaucratique qui vit et tire des profits pour lui-même. Mais cela affaiblit le rapport de forces mondial, parce qu'au lieu de créer des directions anti-capitalistes, on en fait des directions intermédiaires entre le capitalisme et les États ouvriers. Cela n'a aucun sens, ni aucune représentation historique.

Comment le pays «non-aligné» détermine-t-il sa fonction ? En n'étant ni avec l'un ni avec l'autre. Mais ce n'est pas «l'un ou l'autre» qui décide, c'est le régime de propriété de l'un ou de l'autre. Quand l'Union Soviétique intervient en Afghanistan, elle impulse ce pays vers le progrès. Comment ? Elle distribue les terres, elle planifie, fait intervenir les gens et développe la culture. L'Afghanistan était un fief dans lequel les gens ne savaient ni lire, ni écrire, où il y avait 86% d'analphabètes. Les femmes étaient entièrement couvertes par leur voile. C'est un des régimes de vie les plus arriérés de l'histoire, un pays vivant entre les montagnes et la glace. Les étudiants ne sont pas furieusement anti-soviétiques. C'est faux de dire cela. Il s'agit seulement d'un secteur. Pour être étudiant en Afghanistan, il faut être fils de grand propriétaire. Comment parler d'étudiants en Afghanistan alors que les gens n'étudient pas ? Ce ne sont pas des étudiants, ce sont des fils de grands propriétaires. L'Afghanistan n'a rien, si ce n'est l'arriération la plus brutale de l'histoire. Les capitalistes disent : «la jeunesse, l'intelligentsia est contre l'invasion soviétique». Quelle intelligentsia ! Ce sont des grands propriétaires. Mais il y a de toutes façons un secteur de propriétaires terriens qui est d'accord avec les Soviétiques. Un secteur d'étudiants appuie les Soviétiques, mais la majorité d'entre eux est contre et appuie l'impérialisme.

Comment Tito et les autres peuvent-ils dire : «que les Soviétiques quittent l'Afghanistan !», «respectez la liberté de l'Afghanistan !», «respectez la décision du peuple afghan !» De quelle liberté, de quelle décision s'agit-il ? Ce sont les cent mille grands propriétaires qui décident. Trois millions et demi de nomades vivent de commerce, de vol. Normalement, les nomades ne vivent pas du vol, mais dans un pays comme l'Afghanistan, le vol est inévitable, car les conditions de vie y sont tellement arriérées que les gens se font voleurs circonstanciellement. Ils se vendent comme bandes armées aux grands propriétaires. Comment Tito et certains partis communistes viennent-ils dire : «liberté pour l'Afghanistan ! Que le peuple décide !» Mais de quel peuple s'agit-il, si le peuple n'a jamais pu décider, ni participer !

Cette position erronée est une conséquence de l'invention du «tiers-monde» et de l'arriération des partis communistes. Il faut exiger des partis communistes qu'ils discutent cela. Par exemple, on n'a discuté de l'Afghanistan dans aucun parti communiste. On n'a pas discuté s'il faut ou non appuyer. Le Parti Communiste Italien s'est élevé furieusement contre les Soviétiques : «Quelle barbarie ! La liberté opprimée !...», tandis que la télévision montre un afghan réclamant la liberté, vêtu de soie, avec une mitrailleuse moderne. Ils étaient dix et tous parlaient parfaitement anglais : voilà le «peuple afghan opprimé» représenté par ces Anglais ! Les Yankees font une propagande mondiale par l'intermédiaire de la BBC, et ils la distribuent gratis à toutes les radios du monde. C'est une chose absurde et stupide.

Il faut exiger dans les partis communistes que l'on discute l'Afghanistan. On peut critiquer la bureaucratie soviétique, d'accord. Mais il faut le faire dans un but communiste, pour élever l'expérience, la capacité, la compréhension et la participation des gens. Il faut discuter entre autres choses que toute intervention n'est pas une invasion. Toute invasion ne signifie pas soumission. Cela dépend de la finalité historique. Si la finalité est d'impulser le pays, alors c'est une forme de progrès, même si la bureaucratie en tire momentanément certains avantages. Mais elle développe le pays contre le capitalisme. Ensuite il faut tenir compte des relations mondiales de forces.

Le capitalisme essaie d'encercler les États ouvriers, de les affaiblir, de les isoler. C'est le droit légitime des États ouvriers, y inclus de la Chine, de chercher à s'étendre pour éloigner les points de contacts avec le capitalisme, et impulser au maximum dans le monde des bases de lutte anti-capitaliste. Ceci est légitime, indépendamment du fait d'entrer dans un pays ou un autre sans en avoir la permission. Ce qu'il faut dire, ce n'est pas s'ils ont demandé démocratiquement la permission d'entrer dans un pays, mais si cette action de l'État ouvrier développe la révolution anti-capitaliste. C'est ce qui décide, et non la simple question de pénétrer dans un pays qui ne vous appartient pas. Penser autrement n'est ni scientifiquement, ni culturellement valable. Par exemple, le vaccin inventé par Pasteur est utilisé en Indochine, et les gens ne disent pas : «Ah non ! C'est Français !» De même, la musique de Beethoven est jouée au Pakistan, et personne ne dit : «Ah non ! Beethoven n'est pas Pakistanaï ! Qui est ce type ?»

# Existe pas: Ouvriers Capitalistes

J. POSADAS

Il faut demander aux partis communistes de discuter, de faire des débats pour apprendre. Que les directions discutent et les cellules aussi. Faire des conférences des partis par exemple, dans lesquelles on explique la différence entre invasion et intervention. L'invasion vise à soumettre. Soumettre veut dire que l'envahisseur occupe le pays et le fait travailler pour lui. Et pour faire cela, il maintient le régime social et de propriété existant. Par contre, l'intervention qui procède comme une invasion, car elle s'accomplit sans demander la permission, et qui organise la production, élève la culture, distribue les terres, élimine les capitalistes et développe la propriété étatisée et centralisée, assoit les bases du socialisme.

Si l'armée soviétique ou l'armée yankee intervient, toutes deux entrent dans un pays. Mais l'armée yankee y va pour deux choses : continuer la propriété privée et la soumission à l'impérialisme yankee. Les Soviétiques interviennent, exproprient les capitalistes, étatisent, distribuent les terres, créent des organes ouvriers et paysans, et développent économiquement et socialement la population. Ce sont deux interventions mais qui ont des objectifs, des conclusions et des conséquences différentes. Quand une armée va dans un pays, il faut la qualifier en fonction de ce qu'elle y fait. Toute intervention n'est pas une invasion. L'invasion ne consiste pas à entrer dans un pays qui n'est pas le sien. Ce n'est pas parce que les Soviétiques entrent en Afghanistan qu'il s'agit d'une invasion. Ils interviennent pour développer le pays. Le capitalisme fait tout un scandale, appuyé par certains partis communistes et par quasi tous les socialistes, parce qu'il ne peut s'opposer à l'intervention soviétique. Il soutient les capitalistes, les propriétaires terriens, les féodaux pour parler au nom d'un soi-disant «intérêt national» attaqué, mais il le fait pour maintenir l'arriération féodale et la domination de la classe féodale qui est l'alliée du capitalisme. Voilà le raisonnement qu'il faut tenir, mesurer en fonction des relations historiques : pour le progrès de l'humanité ou pour la régression de l'humanité.

Il s'agit de relations mondiales de forces, de nécessités historiques au travers desquelles se décident des régimes sociaux historiques, et non les problèmes d'un pays ou d'un autre. Alors, il est légitime que celui qui représente le futur de l'humanité, c'est-à-dire l'Union Soviétique, remplisse une telle fonction.

Quelle différence y a-t-il entre ce qu'a fait Staline, Kroutchev, et ce que fait l'URSS actuellement ? Nous invitons les camarades communistes à le discuter et à l'analyser. En 1957, Kroutchev a retiré de la Chine les capitaux, les techniciens, les équipements, et a imposé le plus brutal retard. C'est de là que provient tout le nationalisme des Chinois contre les Soviétiques. Il a laissé la Chine sans rien. Pourquoi les communistes n'ont-ils pas crié à cette époque-là ? Ils n'avaient pas, et n'ont toujours pas la préparation marxiste pour comprendre. C'est à ce moment-là qu'il fallait crier et s'opposer. C'était une attitude bureaucratique brutale. Cela revenait à pousser la Chine entre les mains du capitalisme, comme Staline l'a fait avec Tito. Le devoir de l'Union Soviétique était d'appuyer la Chine, comme elle le fait maintenant avec les autres États ouvriers. Les communistes ne discutent pas cela, mais il faut en discuter.

Il n'y a pas de problème de «pays». L'histoire ne laisse pas de place pour qu'un grand pays se mette à dominer tous les autres, que ce soit l'URSS ou la Chine. Il y a une nécessité de discussions scientifiques, communistes, sur le plan de l'économie, de l'art, de la société, de la guerre, mais il s'agit du règlement final des comptes : ou capitalisme ou socialisme. La continuation du capitalisme, c'est la mort. L'avance des États ouvriers, même sous la forme bureaucratique, c'est le progrès de l'humanité. Le progrès éliminera la bureaucratie. L'humanité est intelligente et non stupide. Un des attributs essentiels de l'être humain est d'utiliser rationnellement l'intelligence. Comment croire que les pays socialistes vont se développer, et en même temps développer l'ambition de pays ou d'individus ? Penser cela est stupide !

L'humanité se développe au travers de la culture, de la science et de l'intelligence. Comment penser que les États ouvriers vont élever leur développement économique, social, scientifique, en même temps que l'ambition individuelle ou l'ambition nationale ? Celle-ci est déterminée par les classes qui ont intérêt à posséder pour elles-mêmes. Elles concentrent tout - la culture, la science, le pays, la nationalité - en fonction de l'intérêt économique de la propriété privée.

Dans l'État ouvrier, c'est le contraire qui se produit. Le développement de la société dans l'État ouvrier élève l'intelligence, malgré toute la bureaucratie. Il élève le mode intelligent de penser. Il n'y aura pas à chasser tous les bureaucrates, ceux-ci vont disparaître. Il est possible qu'il faudra rappeler à quelques uns qu'ils doivent s'en aller, mais l'humanité élève son intelligence, et l'intelligence humaine fait voir qu'il est absurde de se battre pour vivre. Non seulement il est absurde de faire la guerre, mais il est absurde de se battre pour vivre. Il est absurde de ne pas communiquer aux autres les idées, la pensée, l'amour humain. Et il est absurde de croire que le socialisme va poser les mêmes problèmes que le capitalisme.

Les bureaucrates et le capitalisme se basent sur la conception de l'étape bureaucratique. Tito également, surtout l'appareil bureaucratique de la Yougoslavie, mais le Vietnam montre par exemple qu'il n'en est pas ainsi. Le Vietnam n'a rien, il est la personnification de la pauvreté organisée scientifiquement par le capitalisme. Cependant, le Vietnam a décidé de libérer le Cambodge et le Laos. La tâche était grande car le Vietnam n'avait rien. Il fallait partager la nourriture. Le capitalisme dit : «Voyez ! Ils n'ont qu'un kilo de riz par mois ! Moi j'en ai dix !» Mais le Vietnamien regarde le Yankee et lui répond : «Mais ici au Vietnam tu n'as rien ! Je n'ai pas dix kilos de riz, mais dans ma tête il y a dix mille kilos de riz». Voilà ce qu'il faut discuter dans les partis communistes.

Il est faux de dire qu'il ne faut pas se mêler des autres pays. Il faut le faire ! Il faut s'en mêler et organiser pour intervenir, que ce soit en Afghanistan ou au Vietnam, ou n'importe où. Ce qu'il faut faire, c'est intervenir pour le progrès, préparer la discussion, l'expérience, faire des polémiques publiques. La polémique ne nuit pas. Ce qui est nocif c'est le manque de discussion, et le fait de subir les résolutions de la direction : «Faites ceci et cela». Il faut discuter. Aujourd'hui, les Soviétiques discutent plus que tous ceux qui les critiquent. Il n'y a pas d'avenir pour un «tiers-monde», pour le «non-alignement», ou pour un socialisme à visage démocratique ou souriant. Celui qui parle ainsi du socialisme montre son ignorance de ce qu'est le socialisme.

Le socialisme n'a ni un visage souriant, ni un visage démocratique. Il signifie l'élimination de toute soumission au pouvoir, au commandement, à la force. Il signifie la solution des besoins humains même dans une situation de pénurie. Quand on dit, comme les communistes italiens, que «l'on ne sait pas encore quel

socialisme nous voulons», on n'est pas scientifique. Il n'y a qu'un socialisme : l'élimination de toute forme de propriété, qui est la base de la soumission au pouvoir et aux besoins. Ce besoin surgit de l'état des relations sociales. Le socialisme n'a qu'un visage, qu'une forme, qu'une représentation : il faut exproprier et le faire par la force. On peut exproprier certaines choses sans violence, parlementairement, c'est vrai. Mais si on n'exproprie pas le capitalisme par la force, on ne le fait jamais. Il faut le faire par la force. L'expérience montre qu'il en est ainsi.

Vouloir un socialisme à «l'européenne», à «l'italienne», un «socialisme démocratique», un «socialisme à visage souriant», revient à remplacer la nécessité scientifique du socialisme par le désir ou la volonté du socialisme. Le socialisme est une nécessité, qui crée la volonté. Ce n'est pas la volonté qui crée le socialisme. Le socialisme est avant tout une nécessité sociale. Cela veut dire que ce n'est pas seulement un problème économique, mais un problème de relations humaines scientifiques, qui prennent certaines formes d'organismes, d'états de transition pour construire le socialisme. Celui-ci n'est ni souriant, ni triste, ni amer. Il est simplement le socialisme, c'est-à-dire l'élimination du pouvoir de la propriété privée, la centralisation de la production et la programmation de l'économie avec l'intervention de toute la population. Dans le

cours de ce processus, l'intelligence humaine et la capacité culturelle et scientifique s'élèvent à mesure qu'elles cessent de dépendre de l'économie.

Ces analyses que nous avons faites sont très importantes à faire discuter dans les partis communistes. Il faut les amener, fraternellement, à cette discussion. Elles font aussi comprendre qu'il faut se préparer de cette façon pour intervenir dans ce processus de l'histoire. Il faut intervenir dans les partis communistes, socialistes, et dans les syndicats, et nous avons ici développé une série de points destinés à élever la préoccupation culturelle, politique et scientifique des partis communistes, socialistes et des syndicats.

Il ne faut pas voir simplement l'Afghanistan comme une chose qui est loin, qu'il faut ou non appuyer. Mais il faut en discuter pour apprendre et pour appliquer. De nombreux pays ont un peu de l'Afghanistan, quand on voit leur état arriéré. Ils réalisent des combinaisons de processus qui ne sont pas des révolutions socialistes pures, et dont il faut discuter dans tous les partis communistes.

J. POSADAS  
18 Mai 1980.

\*Note : Tito et la direction de l'État ouvrier yougoslave ont rompu toutes relations avec l'Union Soviétique en 1948, ce qui a provoqué une longue crise politique et économique entre les deux pays.

## La réunion d'Harare

Les États ouvriers, Cuba, Vietnam, et les États révolutionnaires, Libye, Angola, Nicaragua, Mozambique, ne représentent pas la majorité des pays qui composent le Mouvement des Non-Alignés. La grande majorité des pays participants, tels que le Maroc, l'Arabie Saoudite, le Koweït et bien d'autres, sont tous des pays capitalistes arriérés, suppôts de la politique des États-Unis dans leur pays et leur région.

L'intervention de Fidel Castro, Daniel Ortega, Kadhafi, Thomas Sankara, Mugabe et d'autres, ont été les événements les plus significatifs de cette conférence. Bien que tous ces dirigeants représentent une minorité dans ce mouvement, ils ont été un centre politique anti-impérialiste et un centre de relations avec les États ouvriers. Ils ont utilisé la conférence des non-alignés comme une tribune pour s'adresser aux masses des pays présents, pour organiser un alignement anti-impérialiste.

Ce sont les pays qui représentent un progrès social, politique et économique, qui exercent une influence sur les masses du monde. Et toutes les conclusions du sommet n'ont été que condamnations de l'impérialisme américain et de tous ces suppôts locaux, ainsi que de toutes les agressions perpétrées par les États-Unis dans la dernière période contre la Grenade, contre le Nicaragua, contre la Libye, contre le peuple d'Afrique du Sud, contre le Liban, par l'intermédiaire d'Israël.

Aucune condamnation de l'URSS et des pays socialistes n'a pu être obtenue à ce sommet. Les discours et interventions de Kadhafi concrétisent et synthétisent bien la mise en cause du mouvement des non-alignés et le besoin impérieux d'un alignement anti-impérialiste de la part de tous les États révolutionnaires qui y participent. «Aujourd'hui il y a deux blocs, celui de la liberté et celui de l'impérialisme. Le non-alignement n'existe pas ! En Libye nous sommes bien alignés contre les États-Unis, l'OTAN et le sionisme». Cette opinion est partagée par beaucoup de dirigeants du mouvement révolutionnaire mondial, qui se rapprochent de la conception que Posadas a défendue au début de la création du mouvement : «La qualification de tiers-monde et de non-alignement n'existe pas dans la pratique. Il y a deux formes d'États : États capitalistes et États ouvriers».

L'intervention de Kadhafi est possible parce qu'il y a une ambiance dans le monde favorable au progrès de l'humanité, au socialisme. N'importe quel pays qui veut sortir de l'arriération sociale, économique et politique dans laquelle il se trouve, suit un programme d'étatisations des moyens de production, de planification de l'économie pour les gens, d'élévation du niveau de vie et de culture de la population.

Le rapport de forces mondiales a pesé dans cette conférence. Si c'était seulement les discours de la réunion qui pesaient, Kadhafi, Ortega, Castro, auraient été battus, écrasés. Mais les luttes sociales des masses des pays capitalistes, les luttes et victoires des mouvements révolutionnaires dans le monde, les défaites que les États-Unis doivent essuyer dans de nombreux pays, sont autant d'éléments qui ont soutenu et alimenté les interventions anti-impérialistes.

Les pays socialistes (États ouvriers) après la guerre, à cause de leur manque d'intervention internationaliste dans le monde, ont contribué à la formation du mouvement non-aligné. Mais aujourd'hui, l'URSS et tous les États ouvriers reprennent les principes et les objectifs de l'Internationale Communiste de Lénine, en soutenant les mouvements révolutionnaires du monde. Cela exerce une influence sur les pays «non-alignés».

L'intervention de la Libye, de Cuba, du Nicaragua, du Burkina Faso, est correcte et utile. Ils utilisent la conférence des non-alignés pour dire à tous les peuples du monde, mais aussi aux dirigeants nationalistes de certains pays comme Alfonsín en Argentine : on ne peut pas développer le pays dans le cadre du système capitaliste, on ne peut pas développer le progrès humain, la science, la culture avec la propriété privée, pour sortir de l'arriération il est indispensable de développer une politique anti-impérialiste.

# VIE DE L'INTERNATIONALE

CAMPAGNE MONDIALE POUR LA PUBLICATION DES OEUVRES  
COMPLETES DE J. POSADAS

L'oeuvre de J. Posadas comprend plus de 10.000 titres sous forme d'articles, de conférences, de réunions, d'enregistrements, traitant de thèmes qui présentent un intérêt fondamental pour le mouvement communiste international. Ils constituent un patrimoine du mouvement révolutionnaire.

La IVe Internationale Posadiste fait un appel à toutes les organisations et gouvernements démocratiques et progressistes pour qu'ils donnent un soutien matériel - financier ou autre - à la campagne qu'elle mène pour la publication de l'oeuvre intégrale de J. Posadas.

## URUGUAY

Le P.O.R.T. - Section Uruguayenne de la IVe Internationale Posadiste - a été réintégré officiellement au sein du Frente Amplio. C'est une reconnaissance politique publique de la part d'un des plus importants mouvements du front unique de la gauche en Amérique Latine, de la fonction du posadisme pour le renforcement de l'unité de la gauche.

«Montevideo, 8 Juillet 1986 -  
Salut aux camarades du Parti Ouvrier Révolutionnaire :

Le mouvement populaire du Frente Amplio apporte au P.O.R.T. ses chaleureuses félicitations pour la résolution de réincorporer ce secteur politique dans les organismes de direction de notre coalition politique, adoptée par le Bureau Politique du Frente Amplio au cours de sa dernière session extraordinaire. Résolution qui sera proposée au Plénum National.

La reconnaissance expresse du droit au Parti Ouvrier Révolutionnaire à faire partie des différents niveaux de la structure organisationnelle du Frente Amplio n'admettait plus d'atermoiements. On a reconnu également, par ce fait, que le P.O.R. a fait ses preuves militantes dans les rangs de la gauche uruguayenne et a contribué à son unité de façon importante à l'étape de la fondation du Frente Amplio et postérieurement.

Nous vous exprimons nos félicitations et la joie fraternelle de notre rencontre «frontiste».

Francisco Rodriguez Camusso - Secrétaire Général,  
Juan Carlos Ferrero - Président».

## BRÉSIL

Élections le 15 Novembre 86 pour une Assemblée Constituante.

«Pour la bourgeoisie, les banquiers, l'oligarchie, l'Assemblée Constituante est une nouvelle occasion d'abuser du pouvoir économique et de créer l'illusion d'une pleine démocratie dans le pays. Ils fabriquent de nouveaux politiciens professionnels pour élaborer de nouvelles lois, mais ils maintiennent les mêmes inégalités sociales, la misère, l'ignorance, l'humiliation pour les masses travailleuses.

Pour nous, pour les forces populaires, l'élection d'une Assemblée Constituante doit être une grande occasion pour instaurer un débat sur les causes des véritables problèmes de la population, pour discuter un programme qui unit les revendications les plus urgentes à celles de la transformation de l'économie, qui accroît la production pour le peuple, d'aliments, de vêtements, de maisons, de livres, de médicaments. Un programme pour faire sortir le Brésil de la profonde arriération où il se trouve, et pour en finir avec l'exploitation capitaliste de notre peuple».

Telles sont les idées développées par les militants posadistes qui présentent des candidats dans différentes régions du pays, et sur différentes listes politiques telles que le Parti du Travail (dirigé par Lula) et le Parti Socialiste du Brésil.

Les candidats posadistes, tout en exprimant leur préoccupation pour la désunion des forces de gauche au Brésil, luttent dans ces différents organismes pour atteindre un Front Unique à l'échelle nationale.

## NICARAGUA

Notre participation à la Rencontre des Jeunes et des Étudiants des Caraïbes et d'Amérique du Sud.

Du 15 au 20 Juillet 1986, une rencontre internationale s'est tenue sur le thème «Pour la paix et la non-intervention en Amérique Centrale». La IVe Internationale Posadiste y a pris part par l'intermédiaire de délégués de la Section Colombienne. Ceux-ci ont présenté un document qui fut lu et accepté à la Commission sur «Politique d'intervention des États-Unis et dette extérieure».

## CUBA

L'oeuvre de J. Posadas présentée à la Foire du Livre.

À la Foire Internationale du Livre de La Havane, l'Édition Science Culture et Politique avait son stand propre présentant les plus récentes publications de l'oeuvre de J. Posadas, en espagnol, en français, en anglais, en portugais. Le stand a reçu la visite des ministres Armando Hart et Carlos Rafael Rodriguez, ainsi que de la télévision nationale.

À la fin de la Foire, une collection de publications a été commandée par la Bibliothèque du Comité Central du Parti Communiste Cubain.

REYKJAVIK suite la page 1 ...

positions au sein même des États-Unis, de même que le moratoire soviétique a eu beaucoup d'effets, surtout aux yeux de la petite-bourgeoisie et d'une partie de la bourgeoisie nord-américaine. Les démissions massives de scientifiques américains qui travaillaient au projet IDS, ainsi que celle de son créateur, en disent long sur la résistance dans la population américaine face à ce plan de guerre de Reagan.

À Reykjavik, il est vrai que Reagan a cédé aux injonctions de ce qu'on appelle «le complexe militaro-industriel». Mais il faut voir si l'impérialisme américain peut agir en fonction d'autres forces capitalistes que celle-là ? Le complexe militaro-industriel n'est que l'expression de l'exis-

tence actuelle des secteurs déterminants du système capitaliste. C'est pourquoi, de Genève à Reykjavik, on ne peut pas se faire beaucoup d'illusions sur les concessions que l'impérialisme est disposé à faire quant aux problèmes fondamentaux de l'armement.

Du côté de l'URSS, la nature des problèmes est tout à fait autre. L'Union Soviétique n'a aucun intérêt à préparer, ni à faire la guerre. C'est une distinction fondamentale qu'aucun militant pacifiste ne peut ignorer. Dans le débat qui a lieu actuellement en Belgique, cette question est systématiquement éludée. C'est préoccupant, surtout quand des responsables du mouvement pacifiste sont aussi des communistes ou des socialistes de gauche, de laisser dire «qu'aujourd'hui ce n'est

plus vrai que le capitalisme porte la guerre comme la nuée l'orage», et que des pays socialistes auraient une volonté de guerre aussi importante.

Tous ces arguments avaient, en fait, pour but de justifier la recherche d'un «consensus européen», «ni URSS, ni USA»... qui était l'un des thèmes du forum d'octobre du CNAPD. La discussion sur la défense et la sécurité européenne n'est certes pas nouvelle. Mais elle se situe actuellement en plein coeur d'une relance de la course aux armements imposée par les États-Unis. Le refus de la participation belge à l'IDS est nécessaire. C'est aussi pour cette raison qu'il faut appuyer le moratoire soviétique sur les essais nucléaires et en exiger autant des États-Unis. Les essais nucléaires font partie des recherches sur l'IDS.

Et même si une décision intervenait pour réduire les euromissiles en Belgique les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain continuent de plus belle, entraînant tout le capitalisme avec lui. Les Soviétiques ont donné suffisamment de «preuves de bonne volonté» dans toutes les négociations de 1986, dans le moratoire unilatéral, dans leurs propositions de Reykjavik, pour que la Belgique reconsidère sa position sur les missiles. Mais le gouvernement PSC-PRL ne le fera pas, parce que tous les intérêts du capitalisme belge sont profondément imbriqués dans ceux des États-Unis. Il faudra donc imposer un nouveau rapport de forces pour faire retirer les 16 missiles déjà installés ou empêcher l'installation de 32 nouveaux à Florennes en 1987. Et il faut aussi tenir compte du nouveau programme de guerre de l'impérialisme US.

Les grandes manifestations populaires contre l'installation des missiles ont fait hésiter un temps certains dirigeants de ce pays, mais ils ont cédé aux pressions américaines et à leurs propres intérêts de capitalistes, et cela malgré les actes de bonne volonté de l'URSS, tels que le retrait d'une partie des missiles SS 20, et d'une série de propositions faites à Tindemans lors de son voyage à Moscou. Maintenant, 16 missiles se trouvent sur le sol belge. Le SP avait mené la lutte en affirmant qu'il ne s'associerait pas à un gouvernement qui ne retirerait pas les missiles. Les élections n'ont pas donné une majorité parlementaire nou-

velle. Le SP et le PS sont toujours dans l'opposition. Et maintenant, le SP tend à reculer sur son intransigeance et propose de concentrer la lutte sur la non-installation des nouveaux missiles.

Il est certain que ces deux partis ont une réelle influence dans la structure de certains comités de la paix et poussent à des positions d'acceptation du fait accompli des 16 missiles à Florennes. Mais comme les gens n'acceptent pas une telle situation, un tel retournement, on met l'accent sur «la nécessité d'une politique indépendante de l'Europe». Et cela va même jusqu'à poser l'éventualité d'une défense militaire, donc d'une armée européenne... et des missiles européens ? Une telle thèse de l'Europe n'est pas vue de façon antagonique par les États-Unis si cela peut vouloir dire l'élimination d'un concurrent gênant dans une guerre euro-soviétique. Proposer une armée européenne signifierait certes rompre avec l'OTAN, mais pour se lancer dans une course effrénée à l'armement pour rattraper les USA et l'URSS. Cela multiplierait par trois les centres de guerre. Croire que quand l'égalité sera atteinte, on pourra discuter désarmement, est un leurre auquel se prêtent certains pacifistes. De plus faire croire que l'Europe occidentale a la capacité de sortir de l'ornière américaine est un autre leurre. Tous les jours, on peut voir les USA imposer de nouvelles règles de commerce avec eux, avec les pays socialistes, imposer le système du dollar ; leur surendettement se rembourse sur le dos des prêteurs par la simple baisse du dollar. Parler d'indépendance militaire quand le capitalisme européen est profondément imbriqué dans le système capitaliste mondial, c'est tromper le mouvement de la paix. Nous pourrions aussi soutenir un panarabisme, un latino-centrisme, dans le même esprit.

Le désir de vivre en paix rejette le concept de fatalisme. C'est pourquoi il est toujours d'actualité de lutter pour l'expulsion et la destruction des 16 missiles. Les 400.000 personnes qui ont manifesté contre les missiles peuvent établir aujourd'hui le lien entre les missiles et le système capitaliste. C'est en tout cas la tâche de tous les militants progressistes de le faire comprendre en toute clarté.

Le 2 Novembre 1986.

## LA POLOGNE ET L'UNIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Lors de son récent congrès, le Parti Ouvrier Unifié Polonais a lancé un appel à la réalisation d'une conférence mondiale des partis communistes et des mouvements révolutionnaires sur le thème de la lutte pour la paix. Cet appel a été reçu avec mépris ou tout simplement ignoré des partis de gauche en Europe et en Belgique en particulier, car ceux-ci considèrent le POUP comme inexistant ou comme un «exécutant des ordres de Moscou». Nous pensons, au contraire, qu'il faut lui donner de l'importance, tant pour sa signification en tant que tel, que pour l'initiative que le congrès du POUP a prise en le lançant. Cette proposition vient à propos avec le voyage du président Jaruzelski en Chine. Elle exprime aussi la confiance sur le plan interne.

Jaruzelski s'est rendu en Chine et a été reçu comme un dirigeant communiste non seulement au nom de la Pologne, mais aussi au nom de tous les pays socialistes. Pour la direction chinoise, cela représente un changement très important dans sa conception politique du monde, dans la mesure où il s'agit d'une acceptation publique et officielle (bien que contredite encore par d'autres courants de la direction qui n'est pas homogène) de la force et de la nécessité de l'alliance avec l'ensemble du camp socialiste. Après avoir considéré avec sympathie et soutenu Solidarnosc, les dirigeants de la Chine doivent admettre que la Pologne est socialiste et discuter avec les dirigeants du POUP comme les représentants du progrès de la société polonaise.

Pour les dirigeants polonais, cette visite est une marque de leur autorité dans le mouvement communiste mondial, dans et hors des pays socialistes. L'unification de tous les pays socialistes et, essentiellement, de la Chine et de l'URSS est une nécessité vitale dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme et les démarches de Jaruzelski dans ce sens expriment qu'en Pologne, il y a des forces vivantes et très profondes pour avancer contre le système capitaliste et pour le développement mondial du socialisme, qui est la condition pour réaliser vraiment la paix sur terre.

L'appel à une conférence mondiale du mouvement communiste et révolutionnaire répond à cette même nécessité. Même en sachant que plusieurs partis communistes dans le monde, et en particulier les PC d'Europe occidentale, ne sont pas disposés à l'entendre, le fait de lancer cet appel de toutes manières contribue à faire avancer l'idée que cette unification est indispensable et il va rencontrer un écho favorable dans le monde, dans les mouvements anti-impérialistes. Au sein du mouvement des Non-Alignés, un courant de plus en plus important se développe pour comprendre et vouloir l'alliance avec les pays socialistes en vue d'aider au développement des pays les plus arriérés et d'assurer la paix et de se garantir contre les agressions de l'impérialisme. Alors, il est d'autant plus certain que dans tous les partis communistes, même lorsque les directions se réfugient dans leur «eurocommunisme» des forces se font sentir et pèseront de plus en plus pour réaliser un front unique mondial.

Les initiatives des dirigeants polonais au plan international signifient qu'il y a en Pologne même, des points d'appui solides pour le faire. Solidarnosc a perdu toute autorité et, depuis la libération de ses dirigeants, ne sait plus quoi faire. C'est pourquoi on voit un Jacek Kuron prôner la conciliation et même la collaboration avec le gouvernement et avec les nouvelles structures syndicales. Les difficultés de la construction de l'état ouvrier ne sont pas résolues. Le congrès du POUP a laissé beaucoup de problèmes en suspens, et surtout sur le plan de la réforme de la propriété terrienne et de l'organisation de l'agriculture, mais la solidité des bases de l'état ouvrier a fait ses preuves et les changements vont dans le sens de renforcer les structures socialistes et les liens avec les autres pays socialistes.